

Procès en Algérie

Peu avant son arrestation, l'un des Algériens qui viennent d'être condamnés à des peines allant jusqu'à trois ans de prison ferme par la Cour de sûreté de l'Etat pour avoir constitué une association en se passant de l'accord des autorités, montrait crânement au bâillement dans l'Algérie « démocratique et populaire ».

« Ce gouvernement, disait-il, se fait toujours le champion du droit des peuples — des Palestiniens aux Noirs sud-africains. Ou aimerait qu'il se soucie au moins des droits de ses administrés. »

Le procès qui vient de s'achever à Médéa marque du moins la fin d'une pratique détestable et longtemps en vigueur : les arrestations arbitraires d'opposants qui restaient plusieurs années en prison sans jamais avoir droit à un procès. Evitant ainsi d'attirer l'attention de l'étranger, le pouvoir se chargeait de « ramener à la raison » les contestataires, qui étaient libérés ensuite à la faveur de mesures de « clémence ». La méthode a notamment servi pour les intégristes. Peut-être parce qu'elles avaient affaire cette fois à des hommes déterminés, refusant les arrangements à l'instable, les autorités ont pris le risque d'un débat public en présence d'observateurs internationaux. Elles n'ont pas été trop satisfaites : sur la trentaine de témoins cités par la défense, deux seulement se sont présentés. Plusieurs accusés ont dénoncé les services dont ils ont été victimes.

Le procureur n'a finalement pas retenu l'accusation d'atteinte à la sécurité de l'Etat, passible de la peine de mort, bien qu'il ait vu un « plan pré-médité » dans la création d'une Ligue algérienne des droits de l'homme, analogue à celle qui existe en Tunisie. Dès samedi, un autre procès commence devant la même juridiction, celui d'une quarantaine de ben-bellistes arrêtés en 1983 pour détention d'armes.

Il y a des affinités évidentes entre les condamnés du premier procès, laïcs, démocrates, natifs le plus souvent de la Kabylie, et M. Hocine Ali Ahmed, qui vient de demander l'instauration de la démocratie en Algérie, conjointement avec M. Ben Bella. Lancé depuis la Grande-Bretagne, apparemment moins soucieuse que la France de ménager l'Algérie, cet appel fait parler d'une même voix l'opposition islamique — dont l'ancien président de la République a pour un temps épousé les thèses — et un courant plus moderniste ouvert à l'Occident.

Cette initiative a immédiatement suscité de violentes réactions de la presse algérienne. Elle a publié un arrêt de la Cour des comptes incriminant la gestion du premier président de la République, redevable selon elle de 50 millions de francs à l'Etat. Sans illusions, l'homme de la rue parle de la « cour des règlements de comptes ».

Les procès de Médéa seront suivis du congrès du FLN convoqué pour approuver un « enrichissement » de la Charte nationale visant notamment à encourager l'initiative privée dans l'économie.

Le coup porté à la Ligue des droits de l'homme n'est pas de nature à favoriser le climat libéral, ou du moins tolérant, qui est propice à la floraison des initiatives.

(Lire nos informations page 34.)

LES PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES DE L'OCDE POUR 1986

La croissance sera modeste mais plus équilibrée

Les perspectives économiques pour les pays industrialisés sont plutôt favorables, estime l'OCDE, dans ses prévisions pour les dix-huit prochains mois, publiées ce vendredi 20 décembre. Les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques sont invités à harmoniser leurs politiques pour maintenir une croissance modeste mais plus équilibrée.

Les experts de l'OCDE se sont attachés à évaluer les chances de la reprise actuelle en la comparant avec celles qu'ont connues les pays industrialisés depuis vingt ans.

Il en tirent la conclusion que, cette fois-ci, une politique plus prudente a permis un « atterrissage en douceur » qui facilite le passage « à une période de croissance plus équilibrée et plus durable ». Le fait que priorité ait été donnée à la lutte contre l'inflation, à la limitation des dépenses publiques et à l'amélioration des capacités d'adaptation de l'offre a permis d'éviter le phénomène de surchauffe générateur de crise.

Avec un décalage dans le temps, la France s'est ralliée à cette politique, ce qui amène les experts de l'OCDE à lui donner acte du redressement accompli, sans omettre d'indiquer le chemin qui reste à parcourir. Ce « doit mieux faire » n'a rien de décourageant mais incite à la modestie à l'heure où le gouvernement peut se prévaloir de succès évidents, notamment dans la lutte contre l'inflation.

Ces phénomènes encourageants recouvrent trop de réalités différentes pour que l'on puisse d'ores et déjà crier victoire. On se fait si bien à tout, qu'on en vient à se dire optimiste dans une Europe qui compte encore dix-neuf millions de chômeurs. L'OCDE ne prévoit aucune évolution favorable sur ce point. Pas plus qu'elle ne déclare réglés les problèmes d'endettement, eux-mêmes liés aux fluctuations du dollar.

Si les perspectives de croissance et d'emploi restent conformes aux prévisions, les risques de dérapage se sont atténués. Les experts de l'OCDE insistent avec force pour montrer que ce résultat est dû en grande partie à la volonté commune des principaux acteurs de mener des politiques cohérentes.

« Agir en coopération pour résoudre les difficultés » : telle est la conclusion de l'étude que l'on pourrait croire idéaliste, mais qui n'est en fait que réaliste puisqu'il s'agit de « préserver la stabilité du système financier international ».

F. S.

(Lire nos informations page 29.)

LA PRISE D'OTAGES AU TRIBUNAL DE NANTES

Négociations tendues entre policiers et truands

Le dénouement de la prise d'otages du palais de justice de Nantes restait encore incertain, ce vendredi 20 décembre en fin de matinée. Vingt-deux heures après le début, des négociations tendues se poursuivaient entre les trois malfaiteurs, qui retenaient encore treize personnes dans la salle d'audience de la cour d'assises, et les autorités, dont le préfet Robert Broissard.

De notre envoyée spéciale

Nantes. — C'est une prise d'otages « médiatique ». Les trois grandes chaînes américaines, ABC, NBC, CBS, ne s'y sont pas trompées. Une équipe, qui tournait un sujet sur le foie gras dans le Périgord, a précipitamment pris la route pour Nantes. Pierre Salinger, tout égaré au vent, est arrivé dans le hémicycle nantais, sa petite machine à écrire à la main. Une journaliste, sortie tout droit de *Dynasty*, demande à un témoin de lui « refaire le son en anglais ».

D'une fenêtre du palais de justice, des rouleaux de photos sont lancés. Les journalistes de FR3 entrent et sortent du palais, à la fois spectateurs et acteurs. La presse, c'est exceptionnel, est en même temps dehors et dedans, et c'est là l'incroyable et dangereux piège tendu par les trois hommes qui, depuis jeudi 19 décembre à 10 h 30, retiennent les membres de la cour d'assises de Nantes en otage.

Qui, pourtant, se serait déplacé quelques heures plus tôt pour ce procès véritable lieu commun des rôles d'assises ? Ils étaient quatre dans le box : Georges Courtols,

condamné à douze reprises pour divers vols qualifiés et qui, à trente-huit ans, a déjà passé près de vingt ans en détention ; Patrick Thiolet, vingt-quatre ans, qui n'a pas passé plus de deux mois hors de prison depuis 1978, et deux obscures comparses, Yannick Brovet, trente et un ans, et Christelle Dislar, vingt-huit ans.

Cette fois, c'est un vol de voiture et un hold-up au Crédit agricole de Sucé-sur-Erdre, le 22 septembre 1983 (18 500 F dérobés), qui leur valent de comparaître aux assises (Courtois comme Thiolet nient leur participation à ce hold-up). Mais un cinquième personnage a fait basculer la routine judiciaire dans le spectaculaire.

Il s'appelle Abdelkarim Khalki. Il porte un imperméable beige, des lunettes, des cheveux et une grande quadrille lorsqu'il pénètre, à 10 h 30, dans la vieille cour d'assises de Nantes, précédé par le bruit d'un coup de feu qui précipite journalistes et public à terre : « Ne bougez pas, dit-il en brandissant une grenade, on est prêt à ce que ça saute. »

AGATHE LOGEART.

(Lire la suite page 10.)

La violence en direct

Les images s'accumulent comme si elles suivaient une fatale loi des séries : prise d'otages à Nantes contemplée presque en direct, filmée telle une mauvaise série B, une réalité plus assidue que la fiction où le spectacle de l'honneur l'emporte sur l'honneur elle-même : puis ce gendarme assassiné lors d'un banal contrôle routier dans le Var, et encore cette fusillade à Strasbourg, et ce règlement de compte mortel à Paris. Le jour même où — hasard de l'actualité — le garde des sceaux, M. Robert Badinter, présentait son projet de code pénal alors que les hommes politiques n'avaient de cesse de repousser le dépoussiérage d'un monument judiciaire érigé en 1810.

La passion, la raison. Il est aisé de se rassurer. De rappeler qu'en 1985, pour la première fois depuis une dizaine d'années, délinquance et criminalité constatées décroissent ; de refuser l'exploitation partisane du drame qui désigne à la vindicte une politique judiciaire supposée « laxiste », alors même que le projet Badinter durcit le traitement pénal des actes violents ; de ne pas céder à l'énui immédiat, en soulignant que le nombre de meur-



tres et d'assassinats traités par la justice est plus faible de nos jours qu'il y a un siècle et demi (435 homicides volontaires entre 1825 et 1830 contre 240 entre 1971 et 1975).

Il reste que le malaise existe. La baisse globale de la délinquance masque une augmentation de certains actes de violence. Les petits

délits, qui expriment souvent la difficulté d'être, les tensions sociales et la faillite de l'urbanisme, reculent. La rumeur, fort minoritaire au demeurant, n'en progresse pas moins. Au-delà des chiffres, l'exacerbation médiatique oblige à s'interroger sur la représentation de la violence.

Après celles du stade du Heysel, puis de l'agonie d'un enfant en

Colombie, les images venues de Nantes ne posent pas seulement un problème de déontologie. La décision d'Antenne 2 — ne diffuser qu'après le dénouement le film tourné sous la contrainte — paraît raisonnable. Car loin d'avoir valeur éducative, ces images « à chaud » incitent à la loi du talion, appellent à la violence contre la violence.

Le plus frappant dans le drame de Nantes, c'est la confusion des motifs que les préteurs d'otages invoquent pour justifier leur comportement : Abou Nidal, terrorisme, Proche-Orient, comme si d'autres images, celles du drame libanais, nourrissent la violence de l'hexagone. Même interrogation autour de cette nouvelle forme de banditisme guerrier : les tueurs fous du Brabant ou les casseurs français de convoyeurs de fonds, tirant sans faire de détail. Ces Rambo, Mad Max et autres Extremator de la délinquance...

Projeté des écrans dans la réalité, le crime semble un artifice.

EDWY PLENEL.

(Lire la suite page 12.)

« NARCOTRAFIQUANTS » BIENFAITEURS, GUÉRILLEROS JUSTICIERS...

La Colombie, ou le monde à l'envers

De notre envoyé spécial

Bogotá. — Que nul n'entre ici s'il est géomètre. L'esprit de géométrie ne convient pas en Colombie, un pays où les parrains de la drogue se posent en bienfaiteurs, voire en fers de lance contre l'impérialisme yankee, où certains guérilleros, parmi les plus renommés, se défendent d'être marxistes, et où la délinquance des rues prend parfois des formes raffinées, qui l'apparentent à l'escroquerie entre gens bien élevés.

L'énouement du visiteur commence à l'hôtel. Voici, à sa table de chevet, un guide de Bogotá. « Bogotá est-elle dangereuse ? » demande le guide, en espagnol et en anglais. « Non, pas plus que la Rome antique. » Et d'expliquer

que la visite d'une ville implique toujours « certains risques », que c'est au touriste à ne pas se montrer provocant, en portant des bijoux « trop excitants », ou en montant à pied (quelle inconscience !) à Montserrat, le Mont-marte colombien.

Le monde étant mis ainsi à l'envers, la suite devient plus compréhensible. Officiellement, la drogue, en Colombie, est un fléau. Le président Betancur a affirmé à plusieurs reprises qu'il mènerait une « lutte à mort » contre les trafiquants, et il a joint le geste à la parole : il en a fait extraditer plusieurs vers les Etats-Unis. Lors de la prise du palais de justice par un commando du M 19 en novembre dernier, les autorités ont déclaré sans preuves que les guérilleros avaient monté leur opération avec

la Mafia, pour les marquer du sceau de l'infamie.

Or, surprise ! Voici que les mots cocaïne et « narcotrafic » — comme on dit volontiers ici — cessent d'être « diaboliques » dans les conversations. Ainsi l'éditorialiste d'un grand quotidien parle, le plus naturellement du monde, de la bonanza de la drogue, comme de la bonanza du café, c'est-à-dire de la prospérité apportée par ces deux produits. Et s'il en parle, c'est pour regretter que cette bonanza ait en partie cessé.

Après l'assassinat de Rodrigo Lara, le ministre de la justice, en mai 1984, les « capos » de la Mafia ont fui le pays par peur des représailles, et leur argent a suivi, dit-il.

CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 4.)

Remous sur les marchés des changes

La hausse du mark crée des tensions dans le système monétaire européen.

PAGE 34

Washington malade des Philippines

Le président Marcos, un allié de plus en plus embarrassant...

PAGE 2

La répression en Afrique du Sud

Plus de dix mille arrestations depuis le début de l'année.

PAGE 2

Sécurité sociale : comptes risqués

Le gouvernement a tendance à majorer les recettes et à minorer les dépenses.

PAGE 32

Génétique : une première médicale

Une équipe australienne a réussi à implanter un embryon à partir d'un ovule congelé.

PAGE 27

Cumul des mandats

Accord probable entre l'Assemblée et le Sénat.

PAGE 9

Etranger (2 à 4) • Politique (6 à 9) • Société (10 et 12) • Culture (22) • Communication (25) • Economie (29 à 33)

Programmes des spectacles (23 et 24) • Radio-télévision (24) • Mots croisés (20) • Informations services : Météorologie, Loto (26) • Carnet (27) • Annonces classées (28)

PARIS : 13 RUE DE LA PAIX - 18 AVENUE MONTAIGNE - 93 RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORE - 7 PLACE VENDÔME - 93 PLACE VENDÔME - HOTEL GEORGEV - 31 AVENUE GEORGEV - HOTEL HILTON - 18 AVENUE DE SUFFREN MONTE-CARLO : PLACE DU CASINO.

صباحنا من الامم

étranger

ASIE

Philippines

Un allié bien embarrassant pour les Etats-Unis

M. Richard Armitage, secrétaire américain adjoint à la défense, a laissé entendre que les Etats-Unis pourraient continuer à soutenir le régime du président Marcos, même si ce dernier devait recourir à la fraude électorale pour l'emporter lors de

l'élection présidentielle de février prochain. Interrogé, mercredi 18 décembre, par une commission sénatoriale, le numéro deux du Pentagone a notamment déclaré : « L'administration ne peut pas, pour cause d'indisposition, tout jeter par-dessus bord. Ce

serait injuste pour le peuple philippin ; ce serait injuste pour les Etats-Unis. » M. Armitage a néanmoins estimé qu'il serait plus difficile à M. Marcos d'obtenir l'aide américaine s'il était réélu frauduleusement.

Le régime de Manille est largement discrédité, mais Washington ne veut pas, ou ne peut pas, lâcher le président Marcos.

Manille. — Contondre la stabilité politique et la continuité du pouvoir présente parfois de sérieux risques ; les Etats-Unis, une fois de plus, sont en train d'en faire l'expérience aux Philippines. Conscients de la dégradation de la situation dans ce pays, ils ne semblent pas pouvoir, ou vouloir, sortir d'un dilemme qui se résume en une phrase : « Marcos fait partie du problème ; il fait aussi partie de la solution. »

Ce dilemme est la conséquence d'une politique qui a toujours tendu à faire prévaloir la stabilité sur toute autre considération. Les Etats-Unis ont apporté leur plein soutien à un régime qui, ayant pendant des années éliminé toute opposition, fût-elle modérée, a contribué à polariser la situation sur l'alternative : Marcos ou les communistes.

Cette ancienne colonie américaine, où les Etats-Unis firent élire dès 1907 le premier Président en Asie, à laquelle ils accordèrent l'indépendance en 1946, tout en y conservant de solides intérêts (à commencer par deux bases militaires qui sont au cœur de leur stra-

tégie dans le Pacifique), est devenue, selon l'ancien ambassadeur américain à Manille, M. Sullivan, « le plus grave foyer de déstabilisation de toute la région ».

Les Etats-Unis sont placés devant une évidence : en vingt ans, M. Marcos a fait d'une nation riche en ressources humaines et en matières premières, et qui devait être la « vitrine de la démocratie à l'Asie », le pays le plus malade de la région et le seul à connaître une insurrection communiste.

Un régime musclé mais vieillissant, affaibli et discrédité par la corruption ; une nation démoralisée, où la protestation bouillonnante et où l'insurrection armée gagne du ter-

rain recrutant dans les rangs d'une paysannerie appauvrie et sans espoir ; tout cela réveille chez les Américains le souvenir d'autres faillites politiques, le Vietnam, l'Iran, le Nicaragua.

Assurément, les Philippines ne sont pas sur le point de basculer sous le coup d'une insurrection armée, comme ce fut le cas au Nicaragua. Mais plus le temps passe et plus la situation se dégrade de manière peut-être irréversible. La CIA émet l'hypothèse d'un renforcement tel de l'insurrection au cours des trois prochaines années que la NAP pourrait constituer un sérieux problème pour l'armée. Dans les villes, d'autre part, le Front national démocratique, coalition d'organisations gravitant autour du PC, peut mobiliser plus d'un million de militants.

L'alarmisme de certaines analyses est révélateur de la préoccupation des Etats-Unis. Ceux-ci ont commencé à prendre conscience, ces deux dernières années, après avoir longtemps négligé le problème, que la détérioration de la situation aux Philippines compromet leur politique dans le Pacifique. Comme ce fut le cas ailleurs, ils risquent de se retrouver sans solution de rechange et sans allié en cas de disparition de Marcos.

Les dollars « évaporés »

La crise des Philippines est devenue un problème intérieur aux Etats-Unis. Le Congrès épuise les dossiers sur l'assassinat d'Aquino, mais aussi sur l'aide militaire accordée à Manille. Une partie de cette aide aurait été détournée par la famille Marcos et les « barons » du régime et investie aux Etats-Unis. Un rapport préliminaire du Congrès tend à établir qu'entre 1979 et 1984 100 millions de dollars se sont « évaporés ». Cela dit, la politique américaine est encore hésitante : il y a un décalage entre l'analyse réaliste de la situation faite par Washington et les actions à entreprendre.

L'assassinat d'Aquino, en août 1983, a cependant marqué un premier tournant. Le meurtre a commencé à faire réfléchir les Américains. M. Ronald Reagan renoua peu après à se rendre aux Philippines. Mais prendre quelque distance à l'égard du régime Marcos était une chose, faire évoluer la situation en était une autre.

Inde

LA MORT DU SARDAR MALIK

Nous apprenons avec retard le décès, survenu le 31 octobre à New-Delhi, du sardar H.S. Malik, qui fut, après la seconde guerre mondiale et pendant sept ans, le premier ambassadeur en France de l'Inde indépendante.

[Né en 1894, le sardar Malik avait combattu sur le front français pendant la guerre de 1914-1918 dans l'aviation. Son appareil ayant été abattu, il avait été hospitalisé à Cognac avant de reprendre le combat. Ce fut le début d'une grande amitié avec la France, qui lui valut d'être désigné par Nehru pour représenter l'Inde à Paris. Il fut à ce titre le négociateur de la restitution pacifique aux autorités de Delhi des compatriotes français de l'Inde. Depuis sa retraite, il portait toujours le Légion d'honneur qui lui avait été remise à son départ de Paris et ne manquait jamais une occasion de participer aux manifestations d'amitié franco-indienne. Il avait été frappé d'une crise cardiaque le jour même de l'assassinat d'Indira Gandhi.]

• Manifestation à New-Delhi. — La police de New-Delhi a interpellé, jeudi 19 décembre, plusieurs milliers d'hindous qui manifestaient contre l'accord de paix conclu au Pendjab en juillet entre le gouvernement indien et les sikhs, et a brisé leur tentative de marcher sur le Parlement. Selon le chef de la police locale, le nombre total des protestataires s'élevait à cent-cinquante mille et les heurts ont fait au moins trente-quatre blessés parmi les policiers. Les manifestants, originaires de l'Haryana, Etat à majorité hindoue voisin de celui du Pendjab, à majorité sikhs (nord-ouest de l'Inde), avaient lancé une action contre l'ordre aux sikhs des droits sur les eaux de la rivière séparant les deux Etats et sur la ville de Chandigarh. — (AFP.)

AFRIQUE

République sud-africaine

Plus de 10000 personnes ont été arrêtées depuis le début de l'année

De notre correspondant

Johannesburg. — Dix mille six cent onze personnes ont été arrêtées cette année en Afrique du Sud à la date du 30 novembre. Parmi elles, 7 006 en application de l'état d'urgence et 1 799 en vertu de la loi sur la sécurité interne ; 1 846 ont été emprisonnés dans le homeland du Transvaal, lui aussi placé sous le régime de l'état d'urgence, pratiquement depuis sa création, en 1960. Mis à part ce Bantoustan devenu indépendant en 1976, 1 544 personnes sont toujours incarcérées en Afrique du Sud pour avoir enfreint l'actuel législatif sur la sécurité.

Ces chiffres sont fournis par le Comité de soutien aux parents de détenus Detainees Parents Support Committee (DPSC), un organisme indépendant créé en 1981, qui indique : « Jusqu'à, dans l'histoire récente de l'Afrique du Sud, la répression n'a été si généralisée. Pas un seul secteur de la communauté n'a été épargné. »

Ces chiffres diffèrent de ceux de la police, qui dénombre 6 438 arrestations, dont 949 personnes « encore détenues ». Le DPSC note également que 19 interpellés sont morts cette année dans les locaux de la police et d'enquête de la détention d'enfants, « dont certains ont sept ans ». Le ministre de la loi et de l'ordre, M. Louis Le Grange, a récemment reconnu que 5 adolescents de moins de seize ans étaient incarcérés dans la région du Cap.

Le potentiel répressif

À la fin du mois, deux jeunes filles de KwaZulu, près de Johannesburg, âgées de seize et quatorze ans, ont été relâchées après quatre-vingt-six jours d'emprisonnement, sous le régime de l'incrimination totale. Elles avaient été arrêtées le 19 septembre, et ont été libérées le 5 décembre sans incrimination. Les parents n'ont été officiellement avisés de leur libération que par la police quatorze jours après qu'elles leur furent rendues. D'autres attendent plusieurs semaines avant de pouvoir reconnaître le corps d'un des leurs, après d'innombrables invectives du commissariat à l'hôpital, à la morgue et au tribunal.

Pour essayer de mater le mécontentement, l'Afrique du Sud utilise toutes les ressources de son potentiel répressif. Parmi elles, les procès politiques : 43 personnes sont inculpées de haute trahison et 279 autres d'infraction à la loi sur la sécurité interne. La mesure de bannissement, en sommeil pendant un an, a été

prise contre 7 personnes en novembre. M. Trevor Manuel, porte-parole du FUDU (Front démocratique uni), s'est vu interdire toute activité politique. Il doit pointer chaque semaine au commissariat et ne peut quitter son domicile entre 19 heures et 6 heures le dimanche, ni les samedis, dimanches et jours fériés.

Le DPSC lui-même n'est pas épargné. Fins de vingt de ses membres ont été arrêtés. Cette organisation fait observer que nombre d'arrestations opérées lors des élections de Soweto en 1976 et de Sharpeville en 1960 ont largement dépassé. L'Institut des relations raciales, de son côté, répertorie le nombre des morts : 922 tués depuis le mois de juillet 1984 et 788 pendant les onze premiers mois de l'année, dont 483 depuis la mise en vigueur de l'état d'urgence, et 101 pour le seul mois de novembre.

A l'heure des bilans de fin d'année, l'Afrique du Sud ne sera pas une place dans le palmarès mondial de la répression. Malgré cela, elle n'est pas venue à bout, loin de là, de l'agitation. Comme l'a fait remarquer le général Magnus Malan, ministre de la défense, les facteurs de troubles doivent savoir que, pour l'instant, une toute petite partie seulement des moyens dont dispose l'Etat a été utilisée.

MICHEL DOLE-RICHARD.

LES FORCES DE PRETORIA POURSUIVENT LEUR INCURSION DANS LE SUD DE L'ANGOLA

L'agence sud-africaine SARA a confirmé, jeudi 19 décembre, que les troupes de Pretoria ont pénétré le week-end dernier dans le sud du territoire angolais et s'ont campés dans le village de M'Goma, situé à 40 kilomètres au nord de la frontière namibienne (le 19 décembre). Des forces sud-africaines auraient tué au moins six membres de la SWAPO (organisation nationale namibienne), et découvert une importante cache d'armes.

La radio nationale sud-africaine a rapporté que plusieurs milliers de soldats angolais, appuyés par des détachements cubains, s'apprêtent à lancer une nouvelle offensive contre le quartier général de l'UNITA, mouvement de M. Jonas Savimbi, à Jamba. L'UNITA a, pour sa part, annoncé avoir abattu un chasseur-soviétique Mig-21, tué soixante-neuf soldats angolais et détruit treize véhicules, entre le 9 et le 15 décembre. — (AFP, UPI, Reuters.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75007 PARIS CEDEX 09
Tél : 01 42 47 97 27
Tél : (1) 42 47 97 27

Édité par la S.A. L. Le Monde

Gérant : André Fontaine

Directeur de la publication : André Fontaine

Anciens directeurs : Robert Boute-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter de 10 décembre 1944.

Capital social : 500 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile : « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Robert Boute-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Woots.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS

Tél : (1) 45 55 91 31 ou 45 55 91 71

Tél : MONDOPUB 266 134 F

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Belgique, 450 fr. ; Tunisie, 400 fr. ; Liban, 1 200 L.L. ; Arabie, 17 sh. ;

Indonésie, 30 Rp. ; Canada, 1 200 \$; Israël, 200 N.P.A. ; Espagne, 750 Ptas. ;

120 Ptas. ; E.-U., 1,25 \$; G.-B., 95 p. ; Grèce, 120 dr. ; Italie, 1 700 L. ; Japon, 3 000 Y.

1 000 Y. ; Pays-Bas, 300 f. ; Portugal, 100 esc. ; Suède, 200 S. ; Suisse, 90 fr. ;

Yugoslavie, 110 din.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F. 672 F. 954 F. 1 200 F.

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F. 1 337 F. 1 952 F. 2 530 F.

ÉTRANGER (par mandat)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F. 762 F. 1 089 F. 1 380 F.

IL — SUISSE, TUNISIE

394 F. 772 F. 1 404 F. 1 800 F.

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changement d'adresse : délégué en

portation (deux semaines en plus) ; les

abonnés sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins avant

leur départ. Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'insérer

sur les lettres vos numéros de comptes

d'abonnement.

Reproduction interdite de tous articles

sous accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'ÀUX TOURISTES ÉTRANGERS !

Toutes les grandes marques de

PARFUMS

PRODUITS DE BEAUTÉ - Porcelaine - Cadeaux

Accessoires Haute-Couture - Maroquinerie

MICHEL SWISS

16, RUE DE LA PAIX - PARIS

Selon de vente 2^e étage (ASCENSEUR)

42-61-71-71

OUVERT TOUTE LA SEMAINE

SANS INTERRUPTION

de 9 h à 18 h 30

DIPLOMATIE

Washington confirme que M. Gorbatchev a proposé à M. Reagan une inspection sur place des sites d'expériences nucléaires en URSS

Confirmant une allusion faite le même jour par la Pravda (le Monde du 20 décembre), un porte-parole de la Maison Blanche a indiqué que M. Gorbatchev a offert, dans une lettre récemment adressée au président Reagan, d'autoriser des experts américains à visiter les sites des essais nucléaires soviétiques, afin de vérifier l'application d'un éventuel accord d'interdiction de tels essais.

Le secrétaire général du PC soviétique propose par la même occasion à Washington de se joindre à Moscou pour observer un moratoire sur les expériences, ainsi que pour reprendre les négociations pour la conclusion d'une interdiction de tous les essais. La même proposition a été faite à la Grande-Bretagne.

Une nouvelle pression sur le chef de la Maison Blanche

La nouvelle initiative de M. Gorbatchev, venant après ses propositions sur les armements nucléaires stratégiques et intermédiaires, est-elle de nature à relancer les négociations sur le désarmement, cette fois dans le domaine également inexploré des pourparlers sur l'arrêt des essais nucléaires ? Depuis près de trente ans que la question se pose, après les premiers moratoires initiés par Khrushchev en 1958, et surtout après la percée décisive que fut le traité de Moscou, en 1963, interdisant les expériences en atmosphère, sous l'eau et dans l'espace, peu de progrès ont été accomplis.

En juillet 1974, les deux super-puissances signèrent le traité dit « du seuil » (threshold test ban treaty) limitant les expériences souterraines à une puissance de 150 kilotonnes. Mais ce document

ne fut jamais ratifié par les Etats-Unis, bien qu'il soit en fait plus ou moins observé par tous. En 1977, les mêmes grandes puissances, auxquelles s'était jointe la Grande-Bretagne, ouvrirent des négociations pour la conclusion d'un traité d'interdiction globale (comprehensive test ban treaty). Celles-ci furent interrompues par Washington à la fin de 1980, d'une part en raison de l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, d'autre part parce que Ronald Reagan, nouvellement élu président, avait fait savoir qu'il préférait la voie de réductions radicales des armements offensifs à celle d'une interdiction des essais. En outre, les deux principaux partenaires étaient en désaccord sur le problème des inspections sur place, demandées par les Américains mais considérées avec leur suspicion traditionnelle par les Soviétiques.

Pourtant, des évolutions avaient été constatées, et c'est pourquoi la proposition de M. Gorbatchev n'apparaît pas vraiment nouvelle, au moment de la suspension des négociations en 1980, le principe de mesures de contrôle prises en coopération - et donc pas seulement par les dispositifs nationaux d'inspection - avait été admis par Moscou, y compris, déjà, par le biais de vérifications sur place. Toutefois, il fallait dans chaque cas l'accord de la partie inspectée : celle-ci pouvait refuser d'accueillir les inspecteurs de l'autre partie, à condition de motiver sa décision. Le reste des mesures « coopératives » portait surtout sur l'échange de renseignements techniques, sur l'installation éventuelle de « boîtes noires » scellées fournies par le partenaire pour être installées sur le territoire de l'autre, etc.

Il est encore trop tôt pour dire si M. Gorbatchev va au-delà de ces timides avancées, et notamment s'il accepte le principe d'inspections sur place qui lui seraient imposées en quelle quantité et avec quelle fréquence. Ce qui est clair, c'est que toute concession de sa part sera liée à la conclusion d'un traité interdisant ces essais, ou au moins à un moratoire décidé d'un commun accord : les Soviétiques ont toujours dit qu'ils ne voulaient pas d'un contrôle pour le contrôle, mais d'un contrôle lié à des mesures de désarmement.

M. Reagan, en revanche, qui avait déjà invité des observateurs soviétiques à inspecter les sites d'essais américains et ne peut que se féliciter de la proposition soviétique, ne souhaite visiblement pas une interdiction totale des essais. Comme vient de le déclarer son porte-parole, ceux-ci sont nécessaires pour assurer « la crédibilité, l'efficacité et la fiabilité de l'arsenal américain », et un moratoire « ne peut pas conduire à un accroissement de la sécurité ». Plus spécialement, le Pentagone entend expérimenter les tests nucléaires nécessaires aux nouveaux missiles MX et Trident, nécessaires également pour la mise au point de certains types de lasers utiles à l'initiative de défense stratégique.

Washington risque néanmoins d'être soumis à une forte pression de l'opinion, pression que pourrait relancer le geste de M. Gorbatchev. D'autant que, de l'avis de nombreux experts, les nouvelles techniques permettraient aujourd'hui de vérifier beaucoup plus sûrement que par le passé, et même sans inspection sur place, la réalité d'expériences nucléaires de très faible puissance.

MICHEL TATU.

● **Rapports franco-allemands** une mise au point de M. Teltchik. — Le conseiller du chancelier Kohl, M. Teltchik, dont nous avons écrit, dans le Monde du 17 décembre, qu'il avait récemment adressé une note confidentielle à l'Elysée, résumant en dix points les principaux griefs de Bonn à propos de la coopération franco-allemande, nous a adressé un texte dans lequel il assure n'avoir « ni rédigé ni transmis à l'Elysée un tel document ». M. Teltchik ajoute : « Dans ce contexte, j'aimerais insister sur le fait que, dans l'optique du gouvernement fédéral, il n'y a aucune raison de demander la rédaction d'un tel document. »

● **Ouverture d'un consulat général de Chine à Marseille.** — Le premier consulat général de Chine en France a été officiellement ouvert jeudi 19 décembre à Marseille. Cet événement, alors qu'il existe une ambassade de Chine à Paris ainsi qu'une représentation consulaire d'un niveau inférieur, marque, selon M. Zhang Enyang, le nouveau consul général, la volonté des autorités chinoises de renforcer « les liens commerciaux, scientifiques, techniques, culturels et économiques » entre les deux pays. Marseille avait d'ailleurs toujours conservé des relations portuaires avec la Chine. — (AFP.)

EUROPE

LA TABLE RONDE DU MRAP SUR LES JUIFS SOVIÉTIQUES

Une vaine tentative de dialogue

Tout était, semble-t-il, déjà dit avant que ne commence, jeudi 19 décembre, la table ronde organisée par le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) (1) sur le problème des Juifs soviétiques (le Monde des 19 et 20 décembre). Cette rencontre devait néanmoins avoir lieu, ne serait-ce que pour justifier le voyage à Paris du grand rabbin de Moscou, M. Adolphe Chayevitch, et de ses deux accompagnateurs, MM. Smouil Zvis et Guerman Golovkin, porte-parole du point de vue officiel sur le problème.

Du côté français, en plus des dirigeants du MRAP, on notait la présence de deux avocats, M. Roland Rappaport, communiste critique, et M. Charles Lederman, sénateur communiste non critique. Le premier tenta à maintes reprises de poser à ses interlocuteurs soviétiques des questions précises sur le cas des réfugiés juifs en Occident, le second garda le silence. L'instar, d'ailleurs, de l'Humanité, qui n'a jusqu'à ce vendredi pas encore mentionné la visite de la délégation soviétique.

Peine perdue

Seuls membres reconnus de la communauté juive française, M. Aviva Kouchinsky, militante très active de la cause des Juifs d'Union soviétique persécutés, et Alexandre Adler, professeur d'histoire et journaliste au Matin, avaient accepté de s'asseoir à la table ronde du MRAP, espérant sans doute échanger par leur dialectique la partie soviétique. Vaine tentative et peine perdue, puisque le principal interlocuteur du côté soviétique, M. Zvis, ne fit, en réponse, que rappeler les positions de l'organisation dont il est vice-président, le Comité antisémite des collectifs soviétiques.

Discours clos sur lui-même, où nulle part n'apparaît la moindre interrogation, le moindre doute sur l'immense bonheur pour un Juif d'appartenir à la grande nation soviétique. Plus modeste, parfois ému, le rabbin Chayevitch, dans des réponses formulées à la première personne, indiqua que son problème était plutôt l'indifférence en matière de religion dans la grande majorité de la population juive soviétique que la persécution des autorités.

En fin de réunion, M. Zvis déclara qu'il allait « transmettre le sujet » à Moscou. Il lui sera difficile de dissimuler que, derrière la courtoisie formelle des échanges, se profilait une profonde déception chez ceux-là même qui étaient les mieux disposés au dialogue avec eux.

L. R.

Tchécoslovaquie

Arrestations dans les milieux catholiques

De notre correspondant

Vienne. — Les autorités tchécoslovaques ont pris récemment de nouvelles mesures contre les milieux catholiques en interdisant une quarantaine de personnes en Moravie du Sud. Au cours de perquisitions, la police a saisi des livres et écrits religieux et des machines à écrire. Cinq personnes ont été arrêtées et seront inculpées d'agitation contre l'Etat, apprend-on à Vienne de sources bien informées.

A l'occasion d'une perquisition chez M. Pavel Dudr, un ingénieur de quarante ans de Gottwaldov, la police a découvert une imprimerie secrète, où tous les livres et écrits à contenu religieux ont été saisis, ainsi qu'une série de journaux étrangers, une machine à écrire, une presse à imprimer et une photocopieuse. M. Dudr a été arrêté et conduit à la prison de Brno-Bohemia. Le même sort a été réservé à M. Jaromir Nemec, technicien âgé de cinquante ans, également de Gottwaldov, qui est inculpé d'avoir reproduit et diffusé des « écrits hostiles à l'Etat et à la société ».

Une de ses amies, M^{me} Jirina Benešová, sténographe au tribunal de Gottwaldov, soupçonnée d'être l'auteur de différentes lettres de protestation, a été également arrêtée et sera inculpée pour « agitation » selon le paragraphe 100 du code pénal. Elle risque une peine de cinq ans de prison. Deux autres catholiques, M. August Navrátil (cinquante-sept ans), de Lutopouch, en Moravie du Sud, et M^{me} Hana Orlová (seize ans, quinze ans), ont été arrêtés pour des raisons analogues. Chez cette dernière, la police a saisi plusieurs exemplaires de la revue Vzkříšení, un journal religieux qui s'adresse notamment à la jeunesse.

Parmi les personnes interpellées se trouvent également un prêtre slovaque, Viktor Trstený. Au cours d'une perquisition qui a duré cinq heures, la police a saisi une machine à écrire - la troisième - avec laquelle ce prêtre âgé de soixante-dix ans avait tapé de nombreuses lettres adressées à la presse slovaque pour protester contre les mesures de répression à l'égard des catholiques tchécoslovaques. Ces lettres ont été lues avec grand intérêt dans les milieux religieux clandestins.

Ces nouvelles actions policières contre les catholiques sont considérées dans les milieux religieux à Vienne et à Prague comme une réaction au « renouveau » de l'Eglise en Tchécoslovaquie, qui a trouvé son

apogée dans les cérémonies organisées à l'occasion du mille centième anniversaire de la mort de saint Méthode. En juillet dernier, quelque deux cent mille fidèles ont participé à un pèlerinage à Velehrad, où le saint serait mort. De nombreux catholiques tchécoslovaques ont été encouragés par cette impressionnante manifestation de la foi - où les représentants du gouvernement se sont fait huer par la foule - et sont de plus en plus disposés à prendre des risques pour défendre leur religion.

Après l'affront qu'elles avaient subi, les autorités avaient commencé dès octobre dernier à organiser leur revanche. Deux prêtres catholiques, Rudolf Chudy et Anton Scholze, qui avaient conduit les pèlerinages, se sont vu retirer leur licence de travail et n'ont plus la possibilité d'exercer légalement leur apostolat.

La petite communauté juive de Tchécoslovaquie - qui compte quelque seize mille membres - n'échappe pas non plus à l'étriquet de la surveillance du pouvoir. Le président de la communauté, Desider Galky, a dû renoncer, sous la pression des autorités de Prague, à présenter sa candidature aux prochaines élections. Il dirige la communauté depuis cinq ans et devrait être remplacé par un personnage « plus coopératif » avec les autorités.

WALTRAUD BARYLL

● **Un prêtre persécuté en Roumanie.** — Le prêtre catholique Janos Csikil a été relevé de ses fonctions ecclésiastiques à la cathédrale d'Oradea, en Transylvanie, pour avoir refusé de collaborer avec la Securitate (police politique roumaine), selon des informations diffusées à Vienne par l'agence de presse catholique Kathpress.

Janos Csikil a en outre été déporté à Margitta, une petite ville à 250 kilomètres d'Oradea, en attendant d'être à nouveau transféré dans une autre localité.

Toujours selon Kathpress, Janos Csikil avait été interrogé à plusieurs reprises entre mars et mai derniers par la Securitate, qui avait voulu le forcer à fournir des renseignements sur des fidèles appartenant à la minorité hongroise de Transylvanie (environ deux millions de personnes). Ayant refusé de collaborer avec la police, le prêtre avait été torturé et avait dû être hospitalisé avec de très graves blessures aux mains. — (AFP.)

URSS

● **Limogeages en Kirghizie.** — La remise en ordre entreprise par M. Gorbatchev dans les républiques soviétiques s'est poursuivie par une série impressionnante de mises à l'écart en Kirghizie (Asie centrale). Le chef du Parti communiste dans cette république, M. Tourdakoun Oussoubaiev, en place depuis un quart de siècle, avait pris début novembre une retraite anticipée par tous les experts comme un limogeage. Six semaines plus tard, son successeur vient de procéder à une

véritable valse des cadres. Membre du bureau politique du parti et secrétaire du comité central depuis deux ans seulement, M. Amanbek Karypkounov a été renvoyé pour « insuffisances sérieuses dans son travail ». Le deuxième secrétaire de la république, l'homme qui traditionnellement représente auprès des autochtones les intérêts de Moscou, M. Viatcheslav Makarenko, a également été écarté et nommé au poste purement protocolaire de vice-président du Parlement. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

CHILI

Les prisonniers politiques cessent leur grève de la faim

Santiago-du-Chili. — Neuf prisonniers politiques qui poursuivaient depuis neuf jours une grève de la faim au pénitencier de Santiago ont mis fin, mercredi 18 décembre, à leur action, après une intervention du rapporteur spécial de l'ONU chargé d'enquêter sur la situation des droits de l'homme au Chili, M. Fernando Vello. Mercredi, a-t-on appris officiellement, ces détenus, accusés par le gouvernement du général Pinochet d'activités subversives, voulaient, notamment, se faire reconnaître le statut de prisonniers politiques et obtenir l'accélération de l'instruction de leur procès. « Nos objectifs ont été entièrement atteints », ont déclaré les prisonniers, qui avaient reçu mardi la visite de M. Vello Jimenez. D'autre part, le syndicaliste José Ruiz di Giorgio, président de la Fédération des travailleurs du pétrole, incarcéré depuis quatre-vingt-quatre jours sous l'accusation de « subversion », a été libéré mercredi sur ordre de la cour d'appel de Santiago. — (AFP.)

ETATS-UNIS

M. Edward Kennedy renonce à la course à la présidence

Boston. — Le sénateur Edward Kennedy a annoncé, jeudi 19 décembre, qu'il ne briguerait pas la présidence des Etats-Unis en novembre 1988. « J'ai décidé que la meilleure façon pour moi de faire avancer les valeurs que vous et moi partageons - la paix sur la terre, la croissance économique dans notre pays et la compassion pour tous les Américains - est d'être un membre du Sénat des Etats-Unis et non pas un candidat à la présidence », a déclaré le sénateur dans un message télévisé à ses électeurs du Massachusetts. M. Edward Kennedy, qui est âgé de cinquante-trois ans, a ajouté que cette décision pouvait signifier qu'il « ne serait jamais président ». Mais, a-t-il dit, « la quête de la présidence n'est pas ma vie ». Au cours de sa vie politique, le sénateur ne s'est lancé qu'une fois dans la course à la présidence, en 1980. Il avait alors disputé à M. Jimmy Carter l'investiture à la candidature au sein du Parti démocrate. — (AFP.)

LIBAN

Dix chrétiens enlevés à Beyrouth-Ouest

Dix chrétiens, dont trois femmes, ont été enlevés par des miliciens musulmans, jeudi 19 décembre, à Beyrouth-Ouest. Dans ce secteur essentiellement musulman de la ville, les chrétiens sont de plus en plus souvent les cibles d'agressions et d'actes d'intimidation visant à les faire « émigrer » à Beyrouth-Est. La quasi-totalité des médecins de Beyrouth étaient d'ailleurs en grève, jeudi, pour protester contre l'assassinat, lundi dernier, en secteur musulman, du Dr Zahi Hama, un gynécologue chrétien agressé en plein jour dans son cabinet par des hommes armés. Cette dégradation du climat intercommunautaire devait être évoquée à Damas, où les trois principales milices libanaises - Forces libanaises (chrétiennes), PSP (druzes) et Amal (chiites) - ont repris, mercredi, leurs pourparlers de paix « sous la houlette du vice-président syrien, M. Abdel Halim Khaddam. A en croire le quotidien libanais An Nahar, la Syrie tendrait à ce qu'un accord mettant fin à dix ans de guerre et ébauchant une réforme du système politique libanais soit signé « avant Noël ».

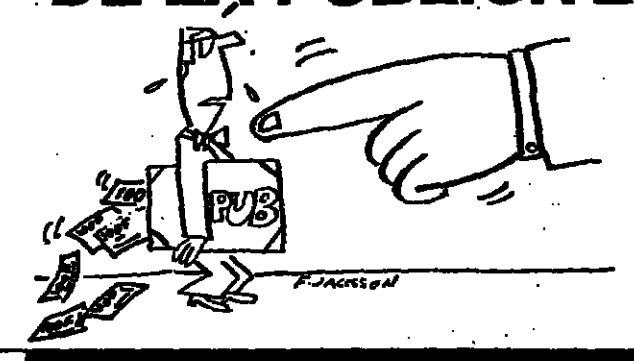
AFGHANISTAN

Fin des négociations de Genève

Aucun « pas important » n'a été franchi au cours de la sixième séance de négociations indirectes entre l'Afghanistan et le Pakistan pour trouver une solution politique à la question afghane, a déclaré, jeudi 19 décembre, M. Diego Cordovez, secrétaire général adjoint de l'ONU, chargé de la médiation. La dernière série de discussions, qui avait débuté lundi au Palais des Nations unies à Genève, a débouché sur une impasse portant essentiellement sur le problème du retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, a laissé entendre M. Cordovez. Les négociateurs se sont mis d'accord pour consulter leurs gouvernements respectifs et se retrouver, fin février ou début mars, à Genève, a ajouté le médiateur. — (AFP.)

LA VIE FRANÇAISE

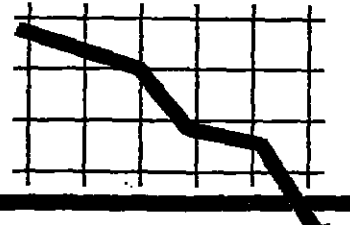
LES SALAIRES DE LA PUBLICITE



AU
SOMMAIRE
SAMEDI
28
DÉCEMBRE

LA FNAC CHANGE

BAROMÈTRE IFRÈS-VIE FRANÇAISE



FABIUS

AMÉRIQUES

La Colombie ou le monde à l'envers

(Suite de la première page.)

Cette « fuite des capitaux » a eu un effet néfaste sur le marché des changes, comme l'explique un confrère : « Quand beaucoup de narcodollars circulent, il n'y a pratiquement pas de marché noir du billet vert. Les cours officiels et parallèles se rejoignent. Mais quand ils refluent, le dollar s'envole au marché noir. »

Les poursuites engagées contre la Mafia ont amené l'un des « parains » les plus connus, Pablo Escobar, à proposer un marché inattendu aux autorités : si vous cessez les extraditions, leur dit-il en substance, nous vous fournirons de quoi payer une partie de la dette extérieure (3 milliards de dollars sur 12). Ou bien nous nous engageons à faire rentrer dans le pays 2 milliards de dollars par an.

Le plus étonnant, c'est que cette proposition ait été formulée, non pas clandestinement, mais de façon tout à fait officielle, au cours d'une réunion, à Panama, le 20 mai 1984, avec la personnalité la plus intéressée par la chose aux mafiosi, le procureur général de la République lui-même, M. Carlos Giraldo Gomez, et avec le plus influent des anciens présidents de la République, Alfonso Lopez Michelsen.

Les pourparlers n'ont pas abouti. Que le procureur général et un ancien chef de l'Etat aient participé à une telle négociation, pour sa part, a estimé que les deux hommes avaient agi dans l'intérêt du pays. Son collègue de Pereira a confié, à cette occasion, qu'il avait reçu de l'argent du « narcotraffic » dans l'intérêt de ses outils, évidemment - et qu'il connaissait des hommes politiques et des militaires dans la même situation.

La cocaïne « libératrice »

Souvent les mafiosi se transforment en « benefactors » dans leurs zones d'influence. « Beaucoup sont issus de milieux populaires, et ils s'en souviennent quand ils gagnent de l'argent, explique Mylene Sauloy, auteur d'un livre sur la question. Lucio Barquilla est un gros bonnet de la marijuana, dans la région de Santa-Maria. Il a fait construire des quartiers entiers pour y loger ses amis les plus déshérités. »

Il arrive aussi « capos » d'entrer en politique, et de financer des campagnes électorales. A Leticia, en Amazonie, l'un d'entre eux, Evaristo Porras, passe pour un « sponsor » généreux du Parti libéral.

Le cas le plus insolite, pourtant, est celui de Carlos Lehder, qui régit sur la région d'Armenia, au centre du pays. Cheveux longs, chemise largement ouverte, c'est le play-boy de la coca. Il a fondé un Mouvement latin national, qu'il définit comme « nationaliste » et « anti-impérialiste », et qui a présenté plusieurs candidats aux dernières élections. Régnant sur une centaine d'hommes de main, Lehder s'est approprié le vocabulaire marxiste pour parler de l'influence de la cocaïne dans le « processus de libération nationale ». « C'est le prix que nous faisons payer aux Américains, dit-il, pour le pillage de nos richesses. »

« Le narcotraffic est présent là où l'Etat est absent », explique M. Luis Carlos Galan, chef d'une dissidence du Parti libéral, le Nouveau Libéralisme, et l'un des trois principaux candidats à la présidence de la République l'an prochain. « On peut dire la même chose de la guérilla. La Colombie est un pays qui n'a pas encore conquis l'ensemble de son territoire. »

L'Etat fait défaut en beaucoup d'endroits : dans les llanos, cette zone de savanes qui couvre une grande partie du pays, et où les feuilles de coca poussent facilement. Et aussi dans certaines régions andines où se meuvent, traditionnellement, la guérilla.

« Dans certains coins reculés, être jeune, c'est un danger », explique M. Brantio Herrera, ancien cadre des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), le mouvement de guérilla communiste. « Le jeune n'a pas d'autre choix que d'entrer dans l'armée, dans une organisation paramilitaire ou dans la guérilla. » S'il choisit la guérilla, c'est pour échapper au service militaire, sorte de corvée médiévale qui frappe plus souvent les pauvres que les riches, à en croire notre interlocuteur, « car les riches achè-

tent leur livret militaire, ils n'ont pas besoin d'aller au régiment ». Et de raconter comment, dans les campagnes, se fait le recrutement : « L'armée encercle un village, arrête tous les jeunes qui lui tombent sous la main. Elle ne libère que ceux dont la famille peut prouver qu'ils ont déjà fait leur service ou qu'ils ne sont pas en âge de le faire. »

Des guérilleros à la fois justiciers et bandits de grands chemins : le schéma est connu, et appliqué, à des degrés divers, par les

précise que, dans certaines zones, la Mafia paie un impôt à la guérilla pour être libre de ses mouvements.

Il y a bien des explications à la persistance de la lutte armée en Colombie (les FARC sont le plus ancien mouvement de ce genre en Amérique du Sud) : la misère, l'abandon de certaines campagnes, la prolifération des bidonvilles. « Et aussi le bipartisme, avec ce qu'il entraîne de corruption », dit Mauricio Vargas, rédacteur en chef de l'hebdoma-

L'esprit de géométrie ne convient pas dans ce pays. L'étonnement du visiteur commence à l'hôtel...

communistes dans les vingt-sept « fronts » qu'ils contrôlent, et par le M19, dans les montagnes de Cali. Là où les grands propriétaires font la loi, en l'absence de la puissance publique, les « subversifs » introduisent leurs lois : ils enlèvent, rançonnent les gros fermiers, distribuent leurs vaches ou leurs récoltes aux paysans les plus démunis, et s'assurent, ainsi, une réelle popularité, mais qui ne débouche pas leur zone d'influence.

Les enfants de Bolivar

Le M19 a aussi ses « camps » urbains. Onze « camps » dans les bidonvilles de Bogotá : des endroits, dit-on, où les travailleurs sociaux ne peuvent plus entrer. L'armée s'y hasarde quelquefois. Un jour d'octobre, elle a assassiné, de sang-froid, dans un quartier pauvre de la capitale, onze jeunes militants de l'organisation qui avaient volé - pour le distribuer - le contenu d'un camion de lait.

Guérilleros inattendus que ceux du M19. Leurs chefs - des intellectuels pour la plupart - ne se réclament ni de Marx ni de Castro, mais de Bolivar, le « Libérateur ». Ils refusent le marxisme, non comme méthode d'analyse, mais comme doctrine de combat. « Parce que le marxisme est rejeté par la majorité des Colombiens », nous dit Luis Otero, quelques jours avant de mourir à la tête du commando qui prit d'assaut le palais de justice.

Le M19 montra qu'il était bien un mouvement qui gérait le jour où l'un de ses dirigeants, Ivan Marino Ospina, mort depuis, présente un attentat des « narcotrafiquants » contre l'ambassade des Etats-Unis comme une attaque légitime contre l'« impérialisme yankee ». Existe-t-il pour autant des liens particuliers entre la Mafia et la guérilla ? « Tout le monde, en Colombie, a des rapports avec la Mafia », répond le sociologue Eduardo Pizarro, qui

claire la Semana. Les libéraux et les conservateurs, en monopolisant le pouvoir et en se répartissant les emplois publics, n'ont pas seulement doublé le nombre de ces emplois, ils ont aussi bloqué dangereusement le jeu politique.

C'est pourquoi, la réforme de la carrière administrative faisait partie des exigences de la guérilla lorsqu'elle signa en 1984 un cessez-le-feu avec le gouvernement Betancur : elle demandait que les postes de l'Etat soient attribués selon le mérite et non selon l'appartenance à l'un des deux grands partis. Mais la réforme a été enterrée.

Après la loi d'amnistie de 1982, on vit ce qui aujourd'hui encore est un objet de scandale pour la droite : des guérilleros recevant un pécule mensuel pour se réinsérer dans la société. Un pécule et aussi des prêts à faible taux d'intérêt pour acheter une maison, une exploitation agricole... ou pour faire le taxi. Selon le ministère de l'Intérieur, 1504 guérilleros ont bénéficié de telles aides et 3602 de la loi d'amnistie. Mais il n'est plus question de réinsertion aujourd'hui. Beaucoup de guérilleros ont repris le maquis, par goût, ou parce qu'ils risquaient leur peau en vivant à visage découvert. On parle de nouveau de la violence - cette violence qui n'a pas cessé depuis le siècle dernier. « Mais la violence politique fait en moyenne 600 victimes par an, explique Mauricio Vargas. Tandis qu'on compte chaque année 10 000 morts du fait de la violence sociale. »

Clés codées et cigarettes droguées

Violence sociale : c'est le noble nom donné aux agressions. Elle prend de multiples visages, exige de multiples précautions. A Villavieja, l'un des principaux foyers de la violence sociale (le numéro de la chambre y est gravé en lettres) pour éviter les mauvaises surprises en cas de perte. Dans la salle aux coffres-

forts, une pancarte prévient le client que personne n'a le droit de l'intercepter dans la rue sous prétexte de vérifier ses papiers. L'un des meilleurs guides sur l'Amérique latine, le South American Handbook, conseille à ses lecteurs de refuser la boisson ou la cigarette offerte dans la rue par une main apparemment amicale : « Elles peuvent être droguées. »

Si les automobilistes portent leur montre au poignet droit, c'est parce que le gauche, quand la vitre est ouverte, est trop exposé. Il vaut mieux, d'ailleurs, ne pas ouvrir les vitres. Des gens très sérieux racontent qu'on risque de voir atterrir sur son siège un serpent ou un rat. Le cas n'est pas fréquent, mais il s'est produit. L'automobiliste effrayé s'arrête et descend de voiture : c'est ce qu'attendait l'un des deux moutons qui l'ont suivi pour s'asseoir dans son auto et partir avec.

Selon un coopérant français, « le vol, ici, prend les formes les plus brutales ou les plus raffinées ». Lui-même s'est fait dévaliser dans un bus avec le plus grand art : « Un homme m'a boucaillé, m'a marché sur les pieds. Un autre a pris ma défense et s'est querellé avec lui. J'ai continué à me mêler quand j'ai vu les deux compères descendre, ensemble. J'avais boutoné toutes mes poches intérieures. Mais pendant la discussion, on me les a vidées, et je ne me suis aperçu de rien. »

Le vol n'est qu'une des manifestations de la lutte pour la vie, qui débouche partout la réglementation ou la loi. Cette lutte commence dans les bidonvilles, où l'on « pirate » l'eau et l'électricité. Elle fait surgir à côté de la société officielle une autre société - non pas clandestine, mais parallèle. Dans les dix plus grandes villes du pays, l'activité est considérée, à 55 %, comme « informelle ». Les rentrées de devises non légales sont aussi importantes que celles qui le sont (soit 3 milliards de dollars par an).

C'est pourquoi la « défense des institutions » invoquée par M. Betancur pour justifier le massacre du palais de justice prête à controverse. « Défendre les institutions ? D'accord, mais toutes les institutions, dit un avocat de la capitale. En commençant par la lutte contre le trafic de drogue. On a extradé quelques trafiquants, mais aucun d'eux n'a encore été prononcé. Et on n'a encore arrêté personne après la découverte, l'an dernier, de 1 300 kilos de cocaïne sous un chargement de fleurs, dans un avion d'Avianca. »

CHARLES VANHECKE.

Etats-Unis

L'offensive des non-fumeurs prend de l'ampleur

Les activistes d'une « société sans fumée » sont de plus en plus déterminés. Mais ils se heurtent à une redoutable coalition : les fabricants de cigarettes, les réseaux de publicité et les défenseurs des libertés.

Correspondance

Washington. - Sam Donaldson, un des journalistes chevronnés affectés à la Maison Blanche, vient de demander qu'il soit interdit de fumer dans les salles de presse. Dans plusieurs Etats, les chefs de la police demandent à leurs hommes de s'abstenir d'allumer une cigarette, même en dehors du service. 30 % des plus importantes sociétés interdisent à leurs employés ce plaisir sur les lieux de travail.

D'autres offrent une prime au personnel qui s'est arrêté de fumer. Autant de témoignages des progrès accomplis par l'offensive des non-fumeurs, dont les organisations évaluent entre 21 milliards et 60 milliards de dollars les pertes totales en productivité dues annuellement à l'usage du tabac, et à 5000 dollars par an les frais supplémentaires (absentéisme, temps perdu, nettoyage) imposés par un fumeur à son entreprise.

Ainsi, les non-fumeurs poursuivent une offensive vigoureuse qui, à San Francisco, a atteint son objectif. Une loi votée en 1984 permet pratiquement à un employeur d'interdire de fumer dans son entreprise.

Jusqu'à nouvel ordre, les non-fumeurs n'ont pas réussi toutefois à faire adopter une législation qui interdirait l'usage du tabac dans les administrations.

Mais la bataille est en train de rebondir. Les dirigeants de l'American Medical Association (AMA), la plus grande organisation de médecins du pays, viennent de recommander l'interdiction de la publicité pour les cigarettes dans les journaux, magazines, et sur les affiches.

Cela reviendrait à étendre à la presse écrite l'interdiction imposée à l'audiovisuel par une loi de 1971. Les instances judiciaires avaient admis que le gouvernement avait la responsabilité des « tumeurs » publiques, il avait un droit de contrôle sur les informations publicitaires.

Des intérêts considérables

Jamais la Cour suprême n'a mis en question la constitutionnalité de cette interdiction. Du coup, les fabricants de cigarettes ont fortement augmenté leurs dépenses publicitaires cette année dans les journaux (plus de 2 milliards de dollars).

Les non-fumeurs « activistes » justifient leur démarche en soulignant que la publicité dans les journaux et les magazines donne des fumées une image séduisante de nature à inciter les jeunes à les imiter. Pour leur part, les dirigeants de l'AMA font valoir que l'usage du tabac pose le problème de santé le

plus important du pays. Mais, sagement, l'AMA n'a pas demandé l'interdiction de la vente du tabac, considérant que cinquante millions de fumeurs américains seraient alors poussés à s'en procurer illégalement.

Les non-fumeurs doivent faire face à une forte coalition réunissant les grandes compagnies fabriquant les cigarettes, les plus importants réseaux publicitaires, les directeurs de journaux, mais aussi les défenseurs des libertés. L'interdiction de la publicité violerait le premier amendement de la Constitution concernant la liberté de la presse, indiquent les sociétés, en soulignant que la publicité ne vise pas à encourager le public à fumer, mais à choisir entre différentes marques.

Elles rappellent aussi que l'interdiction de la publicité dans certains pays européens n'a pas vraiment découragé la consommation. Tel n'est pas l'avis du responsable administratif des services de santé, qui rêve, lui, d'une société « sans fumée », où les fastidieux seraient astreints à fumer en petits groupes isolés de la communauté.

L'Association des directeurs de journaux note que si un produit est autorisé à la vente, il doit être légal d'en faire la publicité. Les intérêts en jeu sont considérables.

Les dépenses publicitaires pour les cigarettes représentaient, en 1984, 9 % du total des revenus publicitaires des magazines (pour les vingt magazines les plus lus, cette proportion variait entre 10 et 30 %).

Ouverture d'un second front

Mais, pour les journaux quotidiens, la publicité pour les cigarettes ne représentait que 0,65 % du total des revenus publicitaires. Ainsi, les directeurs de ces dernières publications se défendent des reproches selon lesquels les revenus qu'ils tirent de la publicité les empêcheraient de prendre vigoureusement position contre l'usage du tabac. « Nous acceptons la publicité pour les cigarettes mais dans nos articles nous en déplorons l'usage », a dit le directeur du New York Times. A dire vrai, les dirigeants de l'AMA ont peu de chance d'atteindre leur but. En vertu d'une décision de la Cour suprême de 1980, il leur faudrait établir que non seulement l'interdiction serait d'un « intérêt substantiel » pour la société, mais que d'autres mesures moins restrictives ne seraient pas aussi efficaces.

Récemment, l'offensive des non-fumeurs s'est déplacée sur un second front. Il s'agit d'une cinquantaine de procès visant à établir la responsabilité directe des compagnies dans les maladies mortelles contractées par les fumeurs.

L'action judiciaire a été déclenchée en Californie contre cinq sociétés pour avoir provoqué la mort d'un fumeur fume de l'avoir averti du caractère « meurtrier » de leur produit.

Jusqu'à présent, les compagnies n'ont perdu aucun des procès de cet ordre. Elles ont toujours invoqué l'argument selon lequel les notices figurant sur tous les paquets de cigarettes avertissent suffisamment les fumeurs des risques pour la santé.

Mais la jurisprudence paraît évoluer. Un juge du New Jersey a décidé que ces notices n'excluaient pas la possibilité de poursuivre des compagnies qui, d'autre part, ont l'obligation de donner les sources de leurs informations sur ces risques. Des jugements sont en instance d'appel.

L'objectif des non-fumeurs est, au fond, d'obtenir que les fabricants soient condamnés à payer de lourdes indemnités. Ils seraient alors obligés d'augmenter très sensiblement le prix du paquet de cigarettes bien au-dessus des moyens financiers d'un grand nombre de fumeurs, notamment les plus jeunes.

On peut toutefois douter qu'une augmentation des prix ait un effet dissuasif sur les fumeurs, tout comme la hausse des prix des vins et spiritueux n'a vraiment pas affecté la consommation de l'alcool. L'exemple de l'Union soviétique est, sur ce point, très éloquent, où les prix sensiblement relevés ni les menaces de sanctions plus graves n'ont vraiment découragé les buveurs de vodka, justifiant ainsi ce mot d'un humoriste : « La vodka est le seul fleuve russe qui ne gèle pas en hiver. »

HENRI PIERRE.

DEMAIN DANS LE SUPPLÉMENT DU « MONDE »

1986 LES MOTS-CLÉS

Petit lexique pour l'année nouvelle : cohabiter avec le C de Chirac, le I de Giscard et le B de Chaban. Au chiffre 5, la Télévision. En juin, la France au Mondial. Des nouvelles du ciel avec Hermès, Spot et IDS. L'Economie au chapitre Déréglementation. Patrons, La Genière et Bérégozov.



Egalement au sommaire : Paris, Sorbonne du monde arabe

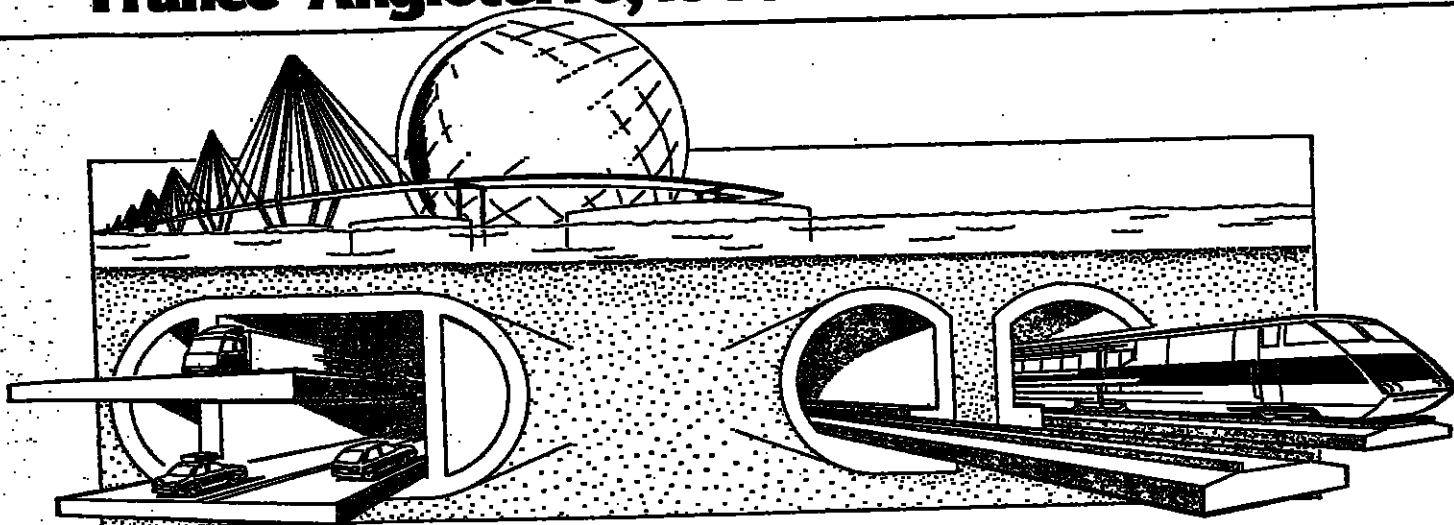
Les grandes enquêtes de la rédaction

Le Monde

AUJOURD'HUI

EURO ROUTE: LES BATISSEURS D'AMBITION.

France-Angleterre, le rêve devient réalité.



EURO ROUTE, c'est beaucoup plus qu'un trait d'union entre la France et l'Angleterre, c'est un véritable système rail-route à l'échelle de l'Europe.

Jugez plutôt:

■ Une autoroute ininterrompue de 37 km, à deux fois deux voies, empruntant successivement un pont de 8 km, un tunnel de 21 km, puis un pont de 8 km.

■ Deux îles relais permettant l'accès au tunnel et entièrement conçues pour le bien-être des usagers (hôtels, restaurants panoramiques, parkings, ports de plaisance...)

■ Une double percée ferroviaire de 38 km équipée pour accueillir les trains à grande vitesse.

■ L'Angleterre à 30 minutes de nos côtes, en toute liberté, en toute sécurité, en toute simplicité.

Ce projet Franco-Britannique, c'est celui d'EURO ROUTE.

Un projet sérieux, concret, chiffré, dont le financement est d'ores et déjà assuré, sans appel au contribuable.

Un mot d'ordre: la fiabilité.

Une obsession: offrir le meilleur service à tous les usagers du rail et de la route.

Nous avons vu grand, c'est vrai, car grands sont les besoins... Pour nos deux pays bien sûr, mais aussi pour le NORD / PAS-DE-CALAIS.

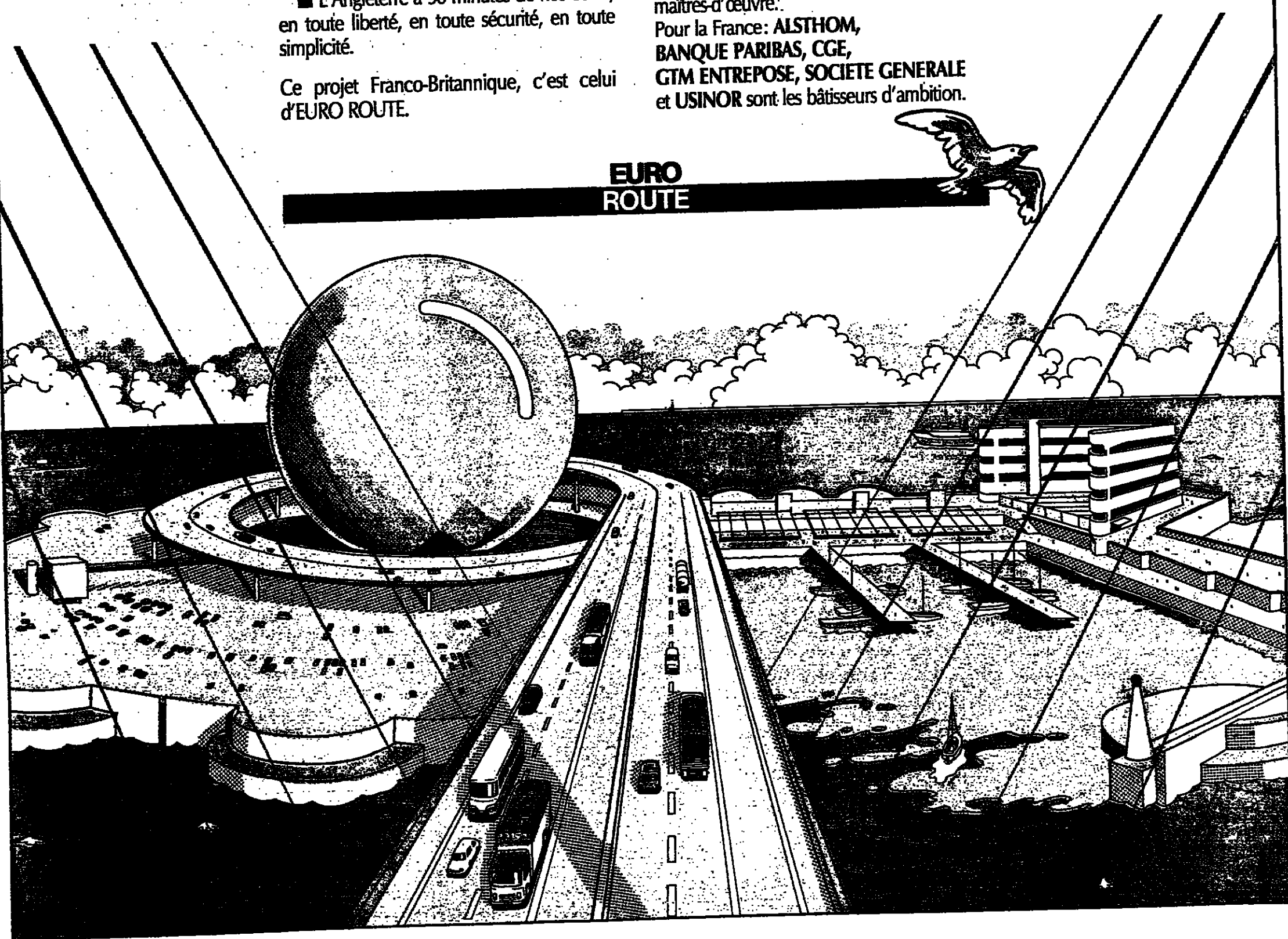
La réalisation d'EURO ROUTE, ce sont 40000 emplois assurés côté français, dont 20000 dans le NORD / PAS-DE-CALAIS, de quoi rendre à cette région la place qu'elle mérite en Europe.

Il n'y a pas de grande nation sans grands projets.

Il n'y a pas de grande réalisation sans grands maîtres-d'œuvre.

Pour la France: ALSTHOM, BANQUE PARIBAS, CGE, GTM ENTREPOSE, SOCIETE GENERALE et USINOR sont les bâtisseurs d'ambition.

EURO
ROUTE



صوتنا من الداخل

50 من الامل

politique

LA PLATE-FORME ÉLECTORALE

De nouvelles priorités sociales malgré

Le bureau exécutif du PS a donné, le mercredi 18 décembre, sa forme définitive à la plate-forme électorale du PS adoptée par le comité directeur du 14 décembre (le Monde des 9 et 12 novembre et des 13-14, 17 et 20 décembre).

Les socialistes devaient se livrer à un exercice ardu : il est plus facile de rédiger un programme dans l'opposition qu'au pouvoir ; un parti qui s'affirme toujours socialiste ne peut, malgré la dureté des temps, renoncer à toute velléité de réforme sociale ; enfin, il faut composer avec M. Mitterrand, qui juge,

pour sa part, que le programme du PS est contenu dans le bilan du président.

La conjonction de ces contraintes produit, selon M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, « un programme de continuité et de construction », un bon « mélange de propositions concrètes et de grands projets d'avenir ». M. Dominique Strauss-Kahn, membre du secrétariat national chargé des études et, à ce titre, l'un des principaux rédacteurs de ce programme, le juge « raisonnable » mais aussi « ambitieux ». Le projet se résume en trois priorités :

« Développer la solidarité ; étendre les libertés ; et se donner les moyens d'une maîtrise collective de l'avenir. »

« Progresser sur la voie du socialisme » pour les cinq ans à venir, cela passe, surtout, par deux mesures spectaculaires : l'extension progressive de la protection sociale aux risques entraînés par les mutations industrielles ; l'institution d'un revenu minimum garanti. Il s'agit plus, pour le reste, de poser les jalons d'un travail en profondeur, peu spectaculaire et, par là-même, relativement peu mobilisateur.

Le programme de grands travaux européens, et d'une meilleure protection de l'Europe vis-à-vis de l'extérieur. C'est le sens qu'il faut donner à la constitution d'un grand marché européen.

Mais la croissance que nous pouvons espérer en France comme en Europe pour les années qui viennent restera en tout état de cause inférieure à ce qui serait nécessaire pour faire reculer suffisamment le chômage. C'est pourquoi nous devons nous efforcer de maîtriser la durée du travail, telle est l'alternative. (...) L'introduction des technologies nouvelles n'est rentable que si la durée d'utilisation des équipements peut être accrue. C'est donc une nouvelle organisation du travail qui est nécessaire.

Protection sociale

« Si chacun doit désormais faire plusieurs métiers au cours de sa vie, les problèmes liés à ces changements doivent être assumés par la collectivité. Il serait injuste et inefficace d'attendre des seuls travailleurs exposés à la mutation technologique qu'ils en supportent le coût (...). Dès le début de la législature, un mécanisme de mutualisation des coûts de la mutation sera élaboré à la suite d'une concertation avec l'ensemble des acteurs sociaux (...). Dans la période de crise que nous connaissons, la nécessité d'assurer à chacun un revenu minimum apparaît avec force afin d'éviter les phénomènes d'exclusion sociale. »

« Ce revenu minimum ne sera accordé qu'après que l'ensemble des autres prestations auxquelles un individu a droit auront été sollicitées et en cas où leur somme resterait inférieure à ce minimum. Les bénéficiaires participeront à des actions de formation ou de réinsertion. Il ne s'agit pas d'un droit, en effet, de les enfermer dans une condition d'assistés. »

Formation, recherche

« La plate-forme propose « l'accentuation de l'effort qui a été entrepris en matière de formation initiale et continue. Il faut que 80 % de chaque classe d'âge atteigne le niveau du baccalauréat et doubler le nombre de nos étudiants. A l'école, à l'université, notre politique est celle de l'égalité des chances, grâce à la diversification des orientations, des pédagogies et des formations de qualité offertes aux jeunes (...). Mettre l'accent sur une politique de recherche et de formation aujourd'hui, c'est préparer notre présence économique et culturelle de demain. Ne pas produire soi-même le savoir, c'est accepter le savoir des autres, la civilisation des autres. »

Immigration

« Les immigrés sont venus dans notre pays parce que la France avait besoin d'eux. La plus grande partie restera sur notre sol. Nous devons faciliter leur intégration dans la société française dans le respect de nos

Sécurité, police

« C'est dans cette perspective que la question du droit de vote aux élections municipales devra être examinée. Dès maintenant, les socialistes continueront à promouvoir les structures de dialogue et de concertation les plus appropriées aux situations locales. »

« Il faut dans le même temps, poursuivre la lutte contre l'immigration clandestine et sanctionner avec fermeté les employeurs de main-d'œuvre clandestine. Par ailleurs, il faut favoriser la réinsertion dans leur pays des travailleurs immigrés qui le désirent. »

« La politique à l'égard des immigrés et de leur famille que proposent les socialistes se veut, avant tout, fidèle à ce qui a fondé le rayonnement de notre pays : le respect des droits de l'homme, quelles que soient sa race, sa religion et sa couleur. »

Fiscalité, prélèvements sociaux

« Il faut continuer à réduire les inégalités par l'impôt et devant l'impôt. (...) L'impôt le plus injuste reste aujourd'hui la taxe d'habitation. Elle sera réformée de façon à supprimer les inégalités qu'elle entraîne. »

« L'harmonisation de l'effort contributif entre salariés et non-salariés doit être poursuivie comme doit être rapprochée les conditions d'imposition des revenus du travail et du capital. Enfin, la ren-

Décentralisation

« La décentralisation doit maintenant être menée à son terme. Une fois les transferts de compétences achevés, un examen d'ensemble des ressources des collectivités territoriales s'impose. L'attention particulière qui a déjà été apportée aux inégalités trop fortes qui peuvent se faire jour entre des collectivités dont les ressources sont parfois trop différentes ne doit pas être relâchée. Des modalités de péréquation devront alors continuer à être mises en œuvre. »

« Il faut aussi entreprendre une réforme de la fiscalité locale qui, au-delà de la taxe d'habitation, doit concerner la taxe professionnelle dont l'assiette sera modifiée afin que cet impôt ne joue pas systématiquement dans un sens défavorable à l'emploi. »

« Dès le début de la législature un projet de loi sur un statut de l'Élu local sera déposé (...). Le premier mouvement de décentralisation a redistribué le pouvoir en direction des élus, à l'avenir elle devra favoriser la participation des citoyens aux affaires locales. »

« A propos de DOM-TOM, la plate-forme fixe trois directions : étendre les réformes foncières et la redistribution des terres ; diversifier les agricultures locales ; favoriser l'exploitation des richesses locales ; développer la coopération régionale ; promouvoir une politique culturelle susceptible de prendre en compte les différences et adapter les méthodes d'enseignement aux réalités locales. »

Monde du travail

« Les travailleurs ont aujourd'hui le droit de travailler autrement. L'aménagement des conditions de travail constitue pour notre pays à la fois un impératif économique et une condition de l'épanouissement individuel (...). »

« Il faut permettre aux syndicats de mieux jouer leur rôle. Mais il faut aussi prolonger les nouveaux droits des travailleurs en étendant le droit d'expression aux petites entreprises et en renforçant les moyens de formation économique et juridique des salariés. »

« Par ailleurs, la modernisation des relations du travail qui a été réalisée dans les entreprises doit être étendue à l'administration dans laquelle le dialogue social reste des plus modestes. »

« Enfin la démocratie économique doit se manifester lors de l'élection du Plan. »

Croissance, emploi

« Il nous faut rechercher la croissance la plus forte possible qui n'est trahie par le déséquilibre extérieur. Si celle-ci ne se décrite pas, elle ne vient pas non plus toute seule ; nous devons nous en donner les moyens : »

« L'effort de modernisation, la baisse de l'inflation, la stabilisation des charges des entreprises, ont constitué un potentiel qui permet dès 1986 de viser une croissance plus forte (...). »

« Il faut (...) favoriser une relance concertée, notamment à partir de projets communs dans le domaine des technologies avancées, »

Entreprises

« Qu'elles soient publiques ou privées, à but lucratif ou non, toutes les entreprises ont leur place dans la société d'économie mixte (...). Les charges fiscales et sociales des entreprises sont stabilisées. Cet effort de l'État en faveur des entreprises sera poursuivi. »

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

EXPLICATION de textes et retour sur soi. Contre la gauche, les coups surgissent de partout ; de droite, naturellement, mais aussi de gauche. La gauche n'a pas de plus grands ennemis que ses partisans, pas de plus grands ennemis, parfois, que ses dirigeants ; soit par un excès de silence, soit par le trop-plein des mots. M. Rocard est souvent bien meilleur lorsqu'il se tait.

De là vient, le temps passant, que la gauche est injustement traitée, y compris par ceux qui la soutiennent ou l'aiment. Ses succès sont à peine mentionnés, mais ses échecs ou ses bêtises, montés en épingle comme s'il s'agissait d'événements qui marqueraient l'histoire.

Il est vrai que Greenpeace, Januszelski, le « trouble » ne font pas bon effet dans le tableau. Mais cela est-il de quelque poids comparé à d'autres faits, faussement plus importants et qui modifieront plus sûrement le quotidien des hommes, si ce n'est même à terme les contours de la société civile et sa manière d'être ?

Car si l'on parle volontiers d'une nouvelle révolution industrielle, d'une conception nouvelle du travail, des difficultés qui en découlent et ne sont pas près de s'interrompre, le discours est moins profane, en tout cas moins facile, lorsqu'il aborde le terrain de la civilisation. Comment celui-ci pourrait-il rester hors d'atteinte des bouleversements qui affectent les courants de l'économie et les conditions de la production ? C'est cela aussi qui se prépare.

De mémoire et en vrac : la retraite à soixante ans, qui sera progressivement appliquée aux agriculteurs, la cinquième semaine de congés payés, les trente-neuf heures, l'expression des salariés, le SMIC augmenté de 7,1 %, les travaux d'utilité collective, empêchant les jeunes d'être sans emploi (ce qui est bien plus grave que d'être chômeur), le chômage lui-même, qui semble se tasser, le statut de l'épouse du commerçant ou de l'artisan...

Cette dernière innovation mérite qu'on s'y arrête. D'abord parce qu'elle est passée totalement inaperçue. Comme d'habitude, le gouvernement et le Parti socialiste n'ont pas été fâchés de faire valoir ce qui était accompli. Toujours cette pudeur de la gauche, son parti pris d'euphémisme pour ce qui touche à ses réalisations. Comme si la gauche ne vendait bien que ses bêtises ou ses mystères.

de mort, les radios privées ou encore la culture élevée au rang d'une priorité nationale.

Est-ce là un bilan, d'ailleurs incomplet, dont il faudrait rougir ? Ou qu'il faudrait réviser ? Y a-t-il matière à rougir l'état des lieux ? Nullement. Il ne serait même pas excessif de dire qu'il y a sur tout cela, et à peu près, comme un consensus — un bon français, un consentement général.

La droite ne se risque d'ailleurs qu'à tout petits pas à le remettre en cause. Comme dit M. Garud : « Nous assistons à une marche vers la prudence. » M. Barre a approuvé à plusieurs reprises les lois Auroux et modère le refrain sur les dénationalisations. M. Chirac ne veut pas qu'on touche au SMIC, non plus qu'à la cinquième semaine, et souhaite étendre le champ d'application des TUC. Les deux hommes rivalisent de déclarations généreuses à l'égard des immigrés, du moment qu'ils ne sont pas délinquants.

Bilan

Si M. Barre veut rétablir la peine de mort, il indique pourtant qu'il a de l'aversion pour cette sanction que la France fut la dernière à supprimer en Europe de l'Ouest. M. Chirac ne veut pas entendre parler de son rétablissement. Personne ne prétend sérieusement restaurer les tribunaux militaires, la Cour de sûreté de l'État ou la loi anticasseurs.

En dépit de ce bilan, la gauche subit coup après coup, et cela n'est pas équilibré. Mais le caractère constant de la critique s'explique sans peine. A commencer par le fait que, la gauche occupant le pouvoir, elle est davantage exposée qu'un mouvement qui n'y a pas de part. La critique s'appesantit sur l'action plus qu'elle ne saurait le faire à propos d'hypothèses de gouvernement émanant de la droite. Ces dernières sont de surcroît trop floues, trop contradictoires pour mériter davantage que des critiques de détail. La poursuite engendrerait l'ennui.

Il convient d'autre part de reconnaître qu'il subsiste au sein du « peuple de gauche » une méfiance à l'égard du pouvoir. Elle peut s'expliquer par le fait qu'il fut durablement occupé par la droite et que d'aucuns s'interrogent sur les risques de contamination... du moins pour ce qui relève des comportements individuels.

A cela s'ajoutent deux choses. Ainsi qu'on l'a déjà fait remarquer, la gauche n'a jamais masqué ses querelles. C'est tout à son honneur d'être un « espace critique visible ». Cela vaut mieux que les arrangements de couloir courants chez d'autres. La gauche vit, au point parfois d'être douloureuse à elle-même.

L'autre motif. Ainsi que l'expliquait Jean-Denis Bredin mardi dernier à l'émission

« Le Monde reçoit », sur CFM, la gauche est arrivée au pouvoir avec une idéologie et une morale. L'idéologie a dû être mise de côté, et cela s'est fait sans trop de déchirements, réserve faite du retrait communiste.

Reste la morale. La puissance de ce mot demeure intacte dans les rangs de la gauche, spécialement chez nombre de militants ou de fidèles. Les « affaires » des mois passés ont été perçues comme des injures à la morale. Les critiques alors émises étaient moins des abandons, encore moins des trahisons, qu'une prière faite aux dirigeants de ne pas gouverner à tout prix, de ne pas faire fi de la morale et de se rappeler qu'elle était l'essence même de la gauche. Or il y a eu des récidives contraires à cette prière.

Si telle est l'origine des programmes entendus du côté du Parti socialiste et de sa famille, il n'en va bien sûr pas de même chez leurs adversaires de la droite.

Pour elle, les faits sont clairs : ses cris sont l'écho de ceux qui accompagnent l'assaut des citadelles dans les temps reculés afin de faire peur. Il s'agit de (re)conquérir le pouvoir plutôt que de dire à quelles fins. Lorsqu'il fut la vedette de l'émission « Questions à domicile », M. Chaben-Delmas a gentiment dévoilé le pot aux roses par sa formule : « Le président préside et le gouvernement gouverne. » Autrement dit : « Faites-nous place... ou places. » Car, sinon, on voit mal ce qu'il fallait comprendre.

Plus qu'un programme, la droite, aujourd'hui, c'est une ambiance, une ambience à venir. Celle que résume si bien le mot de M. Barre en invoquant le travail, la famille et la patrie. Ne saurait-il pas que ce sont là des mots certes pleins de sens s'ils sont pris isolément mais qu'il y a quelque péril à rassembler au point d'en faire une devise ? Elle a déjà servi. On sait comment.

M. Barre le sait aussi puisqu'il s'était empressé de préciser, en appelant à lui ce triste passé malséculaire, qu'il ne visait pas le retour à l'« ordre moral des pharisiens ». Mais la dénégation inquiète plus qu'elle ne rassure. Il ne suffit pas qu'il se récrie à l'énocité de ses propres paroles pour les rendre anodines. Car c'est se comporter en pharisien.

Ah, ça ! Rétablir la peine de mort pour restaurer le prestige du président de la République, il fallait y penser ! M. Marie-France Garud y a pensé puisqu'elle affirme que M. Mitterrand, ayant « pris la mesure de sa charge », n'abolirait plus aujourd'hui la peine de mort. En effet, dit M. Garud, cette sanction est « le signe le plus profond de la fonction, le symbole — le symbole le plus fort. » Somme toute, c'est la faculté de donner la mort (ou de l'épargner, ce qui, philosophiquement, revient au même) qui justifierait de présider à la vie de ses concitoyens.

Michel Foucault avait lui aussi donné son opinion sur les liens, estimés troubles par lui, qui unissent, en France, le chef de l'État et le droit de mort. Il avait lui aussi remarqué que cela permettait au titulaire du poste de dépasser tout autre citoyen. Mais, disait Michel Foucault, « d'une tête ».

Pour votre
DEMEMAGEMENT
ODOUL AGENT DE
16, rue de l'Atlas-75019 Paris 42 88 10 30 demeco

Valérie K...
LA MED...
AU FL...
Thierry A...
lit Glo...
NUMERO 2...

DU PARTI SOCIALISTE

la rigueur et l'Elysée

ministre, lors du comité directeur du 14 novembre). Les dirigeants socialistes jugent, eux, que, sans surprise du côté de la croissance, seule une stabilisation est compatible avec une extension de la solidarité à laquelle ils ne veulent pas renoncer. D'où divers aller et retour pour aboutir à une formulation qui envisage une éventuelle diminution « à la mesure de la croissance ».

Tandis que le débat sur l'immigration - qui n'a pas vraiment eu lieu - était surtout interne au PS (c'est finalement l'« intégration », plus prudente que

l'« insertion », qui a été retenue), la partie sur la défense et la sécurité extérieure a été réécrite par le ministre de la défense lui-même.

M. Quilès a introduit dans le texte l'idée d'un « renforcement » de la dissuasion nucléaire française. Il a mis l'accent sur le « service long » pour les appels volontaires. Il a enfin considérablement durci la condamnation par le PS du programme américain de l'IDS, désormais explicitement jugé, dans la ligne de son interview au Monde du 18 décembre, « irréaliste et utopique ».

Tiers-monde, - droits de l'homme

« Le tiers-monde est en train de s'asphyxier économiquement et politiquement (...). Il nous faut, malgré les difficultés budgétaires, faire tous les efforts pour maintenir une grande politique d'aide et de coopération et contribuer chaque fois que nous le pourrions à des solutions politiques négociées dans les différents conflits et crises.

Il nous faut aussi démontrer de façon pragmatique mais réelle notre souci de voir se développer la vie démocratique dans ces pays (...). Les socialistes continueront à être à l'avant-garde de tous les combats pour la défense des droits de l'homme à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud.

Détente sécurité extérieure

La conception du PS de la sécurité collective « doit reposer sur le maintien et le renforcement de la discussion nucléaire française et l'équilibre des forces au plus bas niveau (...). Le service national doit continuer à être amélioré (...). Ses modalités doivent être diversifiées : parallèlement à une poursuite de son allongement pour les volontaires au service long, une réduction de la durée pour certaines affectations pourra être envisagée.

Cette permanence de la volonté de défense n'empêchera pas notre pays de participer activement aux négociations pour le désarmement à Genève et à la conférence de Stockholm. En luttant, en particulier, contre toute déstabilisation liée à une nouvelle course aux armements dans l'espace.

Nous ne pouvons nous rallier au projet américain (...) IDS, nous continuerons à demander à ce que l'équilibre (nucléaire) se réalise par le bas et non par le haut comme c'est le cas actuellement. Enfin, il est indispensable, compte tenu de la puissance soviétique et de l'évolution des conceptions stratégiques des Etats-Unis, de renforcer la coopération européenne en matière de sécurité et de défense.

[Les parties en italiques sont soulignées par le PS lui-même.]

L'Europe

L'avenir de la France passe par le renouveau de l'Europe (...). La France appuiera les programmes de grands travaux et la réalisation d'une Europe sans frontière qui doit conduire à terme à la création d'une monnaie européenne. Elle soutiendra les propositions qui, à la suite du programme Eureka, viseront à développer la coopération technologique en Europe.

Quant à la politique agricole commune, sa rénovation apparaît indispensable face aux déséquilibres et inégalités qui se sont accentués et à l'apparition d'excédents. Elle doit assurer aux agriculteurs un revenu décent sans peser davantage sur le budget communautaire, d'où la nécessité de différencier l'attribution des aides publiques.

L'Union européenne doit maintenant être sérieusement renforcée. La limitation du droit de veto constitue une première étape, mais il faut aussi accroître le rôle législatif et le contrôle du Parlement européen, dans la limite des financements existants et dans les domaines de compétence de la CEE.

EN BREF

Hausse des cotes de popularité de M. François Mitterrand et Laurent Fabius, selon BVA. - La cote de popularité du président de la République et celle du premier ministre enregistrent, au mois de décembre, une hausse de quatre points, selon un sondage de BVA publié par Paris-Match. D'après cette enquête réalisée du 29 novembre au 5 décembre auprès d'un échantillon représentatif de 920 personnes, M. François Mitterrand est crédité de 39 % d'opinions favorables (au lieu de 35 % en novembre) et M. Laurent Fabius de 41 % (37 % le mois dernier). Les avis négatifs restent stables à 53 % pour le chef de l'Etat et à 48 % pour le premier ministre.

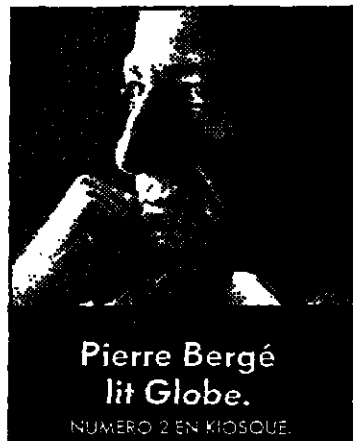
Inauguration d'une salle Marie-Joséphine-Pontillon au siège du PS. - M. Mitterrand s'est rendu, le mercredi 18 décembre, au siège du PS, en compagnie de M. Laurent Fabius et de plusieurs membres du gouvernement pour inaugurer une salle Marie-Joséphine-Pontillon, en présence de M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, et des princi-

aux dirigeants du parti, dont M. Pierre Mauroy, dont elle était une proche collaboratrice. Figure comme du PS, épouse du sénateur socialiste des Hauts-de-Seine, M. Robert Pontillon, Marie-Joséphine Pontillon est décédée le 1^{er} mars dernier (le Monde du 5 mars).

RECTIFICATIF : Limousin. - C'est par erreur que l'article de Georges Chatain (le Monde du 19 décembre) intitulé : « Limousin : rien ne va plus dans l'opposition », a fait de M. Gérard-Marie de Fiequelmont, UDF, président du Parti radical en Creuse, le second de la liste d'opposition pour les législatives. C'est en effet M. Serge Cléret, conseiller général, maire d'Evaux, UDF (PSD), qui derrière M. Chartron (RPR) est numéro deux sur cette liste. M. de Fiequelmont est, en fait, proposé par l'UDF et différents mouvements pour la place de numéro deux sur la liste d'opposition aux régionales.

Berger-Levrault JEUNESSE

Pour apprendre et se distraire. Leçons de choses :
• SORCIÈRES, UN PROCÈS AU MOYEN AGE
• LE TRAIN DE LA FORÊT-VIERGE, L'ÉPOQUE DU TRANSGABONNAIS
Histoire et vie d'un monument (co-édition CNMHS) :
• L'HISTOIRE ET LA VIE D'UNE ROUTE



Pierre Bergé
lit Globe.
NUMERO 2 EN KIOSQUE

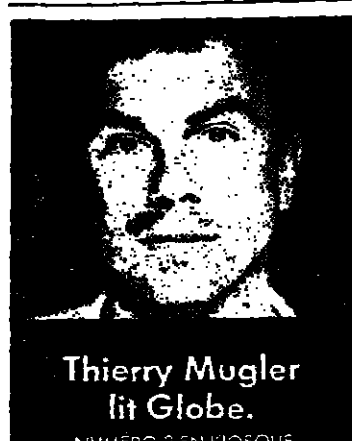


Valérie Kaprisky
lit Globe.
NUMERO 2 EN KIOSQUE

le journal mensuel de documentation politique
après-demain
(non vendu dans les kiosques)
offre un dossier complet sur le :

LA MEDECINE AU FUTUR

Envoyer 33 F (timbres à 1 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 130 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.



Thierry Mugler
lit Globe.
NUMERO 2 EN KIOSQUE

du Vendredi 20 au Mardi 31 Décembre inclus

NOEL

les Avantages

FOURRURES DU NORD

CHOIX - QUALITÉ

• PRIX •

Les plus larges **FACILITÉS** de paiement **SERVICE** après vente

GARANTIE totale sur tous vos achats

REPRISE en compte

de vos fourrures actuelles au plus haut cours

LES PRIX FOURRURES DU NORD

MANTEAUX

MARMOTTE morceaux	3850F	CHAT d'Asie	6350F
ASTRAKAN pleines peaux	3600F	AGNEAU	6450F
ZORINOS pattes	4250F	gris, beige, marron	
RAT d'Amérique	7450F	ASTRAKAN pattes	1950F
RAGONDIN naturel	4850F	VISON pastel	18750F
CHEVRETTE grise	4750F	RAGONDIN	7450F
VISON dark	19750F	VISON dark morceaux	9750F

VESTES

RAT flancs	5350F	MARMOTTE flancs	1750F
ASTRAKAN pleines peaux	7250F	MURMEL	2750F
RENARD bleu galonné	5750F	COYOTE	8750F
AGNEAU Toscane patchwork	2850F	OPOSSUM	5850F
LAPIN façon Castor	2450F	CHAT d'Asie	1250F
RENARD roux milleraies	8750F	VISON dark milleraies	8750F
		CHEVRETTE grise, marron	1450F

BLOUSONS

LAPIN coté	1650F	Inter.LAPIN, col RAGONDIN	3750F
LAPIN tacheté	1850F	Inter.LAPIN, col MARMOTTE	3850F

La plus grande surface de vente
FOURRURE de PARIS • 2 ADRESSES

FOURRURES DU NORD

115, 117, 119, Rue La Fayette,
Paris 10^e (Près Gare du Nord)

100, Avenue Paul Doumer,
Paris 16^e (angle rue de la Pompe)

صبرا من الامم

Au rendez-vous de la vérité, le public a choisi.

**Le dernier sondage
du C.E.S.P. confirme*:**

**RTL toujours
en tête
de toutes
les radios**

**Sondage du Centre d'Etudes des Supports Publicitaires (Octobre/Novembre 1985).*

Accor

Le nombre de
citations pour les
publicités de RTL
est en hausse de
10% par rapport à
celui de la semaine
précédente. Cette
hausse est due à la
diffusion de la
publicité de RTL
dans les journaux
de la presse écrite.
Le nombre de
citations pour les
publicités de RTL
est en hausse de
10% par rapport à
celui de la semaine
précédente. Cette
hausse est due à la
diffusion de la
publicité de RTL
dans les journaux
de la presse écrite.

Le nombre de
citations pour les
publicités de RTL
est en hausse de
10% par rapport à
celui de la semaine
précédente. Cette
hausse est due à la
diffusion de la
publicité de RTL
dans les journaux
de la presse écrite.
Le nombre de
citations pour les
publicités de RTL
est en hausse de
10% par rapport à
celui de la semaine
précédente. Cette
hausse est due à la
diffusion de la
publicité de RTL
dans les journaux
de la presse écrite.



R. Ballester
in Gio
MADRID

POLITIQUE

Accord probable entre l'Assemblée et le Sénat sur le cumul des mandats

Le nombre de mandats électifs que peut détenir un homme politique sera-t-il limité en France, pour la première fois de son histoire ? Une réponse positive est de plus en plus probable. Une telle « révolution » nécessite certes, pour des raisons constitutionnelles, un accord total entre le Sénat et l'Assemblée nationale. Mais après la discussion, en deuxième lecture, au Palais-Bourbon, le jeudi 19 décembre, des deux projets de loi limitant la possibilité de cumul, cet accord paraît à portée de la main.

Les députés ont, en effet, avec l'accord de M. Pierre Joxe, tenu largement compte des positions prises au palais du Luxembourg. Et comme la majorité des membres de la majorité sénatoriale souhaitent qu'un compromis soit trouvé, ne serait-ce que pour tenir compte des sentiments de leurs électeurs... l'affaire devrait se régler vendredi au Sénat. Mais au moment où le rivage paraît à portée de la main, une brutale vague, imprévue, peut toujours repousser le nageur au loin !

Le climat jeudi à l'Assemblée nationale était à la conciliation. Le rapporteur de la commission des

lois, M. Jean-Pierre Worms (PS, Seine-et-Marne) n'a cessé d'expliquer que les arguments de la droite sénatoriale « méritent d'être entendus », même s'il a souligné que les amendements qu'elle avait adoptés peuvent avoir des « effets pervers ». Affirmant que « tout doit être fait pour que personne ne puisse voir dans ces lois une machine de guerre contre telle formation politique ou telle personnalité », et souhaitant que les solutions retenues ne permettent pas une remise en cause de la limitation du cumul à la première occasion, il a donc proposé des modifications au texte initial allant dans le sens de ce que souhaitait la majorité sénatoriale.

Le Sénat ayant approuvé le principe de l'interdiction de détenir plus de deux mandats électifs ou fonctions importantes, c'est-à-dire l'essentiel des projets gouvernementaux, la discussion ne porte plus que sur trois des modalités d'application.

Faut-il compter parmi ces fonctions importantes celle de président de communauté urbaine ? « Non », a dit le Sénat. Considérant que, en effet, dans certains cas, il doit y avoir fusion des responsabilités, M. Worms a proposé que le maire d'une commune de plus de 12000 habitants, ou l'adjoint au maire d'une ville de plus de 100000 habitants, puisse être aussi président de la communauté

urbaine, sans que cela soit comptabilisé dans le nombre de mandats autorisés.

De même, il a proposé que le seuil de population retenu pour que la fonction de maire soit prise en compte dans le calcul des cumuls autorisés passe de 9000 à 12000, alors que le Sénat souhaite 30000. M. Joxe a fait remarquer que l'on serait ainsi à mi-chemin entre les 871 villes concernées par son projet et les 222 qui le seraient par le texte sénatorial. L'application dans le temps de cette réforme est le point le plus difficile à régler. M. Worms a fait remarquer que la solution proposée par le Sénat (renvoyer le début de la mise en œuvre au 1^{er} janvier 1987) permettrait, paradoxalement, aux hommes politiques d'accroître leur nombre de mandats au lendemain du vote d'une législation destinée à le réduire. Il a donc suggéré de conserver le principe de l'Assemblée (diminution à partir des scrutins de mars, lors de chaque élection, d'une unité du nombre de mandats détenus) sauf pour les élus en place qui pourraient en 1986 conserver un nombre de mandats identique à celui qu'ils possèdent mais sans pouvoir l'augmenter ; il a aussi précisé que le mandat actuel de conseiller régional serait bien comptabilisé dans le stock déteu.

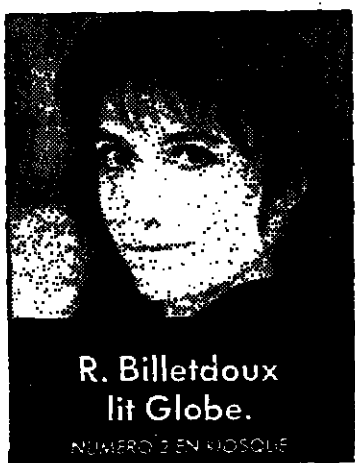
M. Jean-Pierre Soisson (UDF, Yonne) a fait remarquer que cette solution donnait une prime aux « sortants », puisqu'un député réél

ne serait pas contraint d'abandonner un de ses mandats, alors qu'un nouvel élu devrait le faire. Aussi son groupe, qui a réaffirmé son accord de principe avec ce projet, n'a pas pris part au vote pour manifester son souhait que la négociation avec le Sénat continue. Le RPR a eu la même attitude, alors qu'il est contre la limitation des cumuls par voie législative ; le PC s'est abstenu, car il regrette les modifications apportées à la date d'entrée en vigueur. Les propositions de M. Worms n'ont donc été approuvées que par les députés socialistes, alors qu'en première lecture ceux du PC et de l'UDF avaient voté avec le PS.

Le gouvernement étudie la possibilité de faire un pas de plus pour répondre à l'argumentation de M. Soisson en permettant à tous en 1986 de détenir trois mandats. Cela arrangerait la situation d'élus locaux qui veulent entrer à l'Assemblée nationale, mais aussi des ministres socialistes qui pour être au gouvernement ont dû abandonner leur mandat de député.

Si au moins la majorité de la droite du Sénat acceptait ces propositions, le texte serait voté dans les mêmes termes par les deux Chambres du Parlement.

Th. B.



R. Billeldoux
lit Globe.

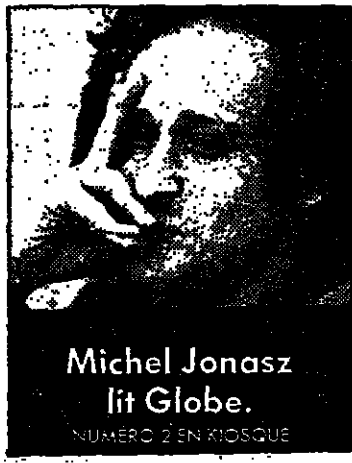
NUMERO 2 EN KIOSQUE

La loi de finances pour 1986 définitivement adoptée. - Comme en première lecture, seuls les députés socialistes ont voté, jeudi 19 décembre, pour ce budget, contre lequel se sont prononcés ceux du RPR, de l'UDF et du PC. Ainsi a été confirmé le texte voté en deuxième lecture, qui ne se différencie lui-même que de peu du projet gouvernemental (le Monde des 20 septembre, 16 et 17 novembre, 19 décembre).

Le budget initial pour 1986 se présente donc ainsi : des recettes nettes de 889 590 millions de francs ; des dépenses nettes de

1 030 820 millions de francs : donc un déficit, compte tenu du solde négatif des opérations à caractère temporaire, de 145 342 millions de francs, alors qu'il était de 145 258 millions dans le projet initial du gouvernement.

En présentant son budget, la majorité a affirmé qu'il était « sévère, rigoureux et non électoraliste » ; l'opposition, au contraire, a jugé qu'il ne reflétait pas la réalité de la situation financière de l'Etat ; les communistes ont affirmé que ce budget ne se différencie pas de celui qu'aurait pu présenter la droite.



Michel Jonasz
lit Globe.

NUMERO 2 EN KIOSQUE

APPRENDRE L'ALLEMAND

- c'est facile et pas cher ! -
à la radio avec le DLF

tous les vendredis à 19 heures 45, sur 195 mètres ondes moyennes ou 1539 kilocycles.



Le manuel d'accompagnement est gratuit : il s'obtient en écrivant au DEUTSCHLANDFUNK, D-5000 Cologne 51.

Les émissions en français du DLF : tous les soirs sur 195 mètres ondes moyennes, de 19 heures 30 à 19 heures 45 et de 21 heures à 21 heures 30.

QUI RÉVEILLONNE SOUS LES COCOTIERS NE FAIT PAS VRAIMENT PITIÉ... (ADAGE)

Mettez le cap sur le Kenya avec le seul charter direct Paris-Mombasa

● Forfait 9 jours/7 nuits, séjour en club au Sud de Mombasa en pension complète, au départ de Paris le 29 décembre 1985 : 8150F

● Forfait 9 jours/7 nuits, séjour en club au Sud de Mombasa en pension complète, au départ de Paris le 29 décembre 1985 : 8150F

● Forfait 9 jours/7 nuits, séjour à Mombasa « mini-croisière » 3 jours/2 nuits, en pension complète, au départ de Paris le 29 décembre 1985 : 10390F

● Forfait 9 jours/7 nuits, séjour en club au Sud de Mombasa en pension complète, au départ de Paris le 29 décembre 1985 : 5690F

● Forfait 9 jours/7 nuits, séjour en club au Sud de Mombasa en pension complète, au départ de Paris le 29 décembre 1985 : 5690F

REPUBLIQUE TOURS

1, avenue de la République 75011 Paris Tél. : 43.55.39.30

22, rue Grolée 69002 Lyon Tél. : 78.37.72.38

OU CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES



SAGAMORE



L'HISTOIRE NE RETIENT QUE LES SEIGNEURS.

Jean & Monmain

صحن من الامل

سكنا من الاموال

société

La prise d'otages au palais de justice de Nantes

L'autocar, d'une trentaine de places, exigé par les trois truands pour les conduire avec leurs otages « vers Paris » attendait toujours, vendredi 20 décembre, en fin de matinée, derrière le palais de justice de Nantes. Deux établissements scolaires proches du palais ont été évacués. Un camion de CRS blindé, appareillé vers 8 h 15 près du palais. En dépit de l'entremise du consul du Maroc, M. Mohamed Laffar, les négociations semblaient péricliter.

Vers 5 heures du matin, les trois malfaiteurs avaient tenté, en vain, une sortie avec leurs otages, alors au nombre de quatorze. En arrivant dans la salle des pas perdus plongée dans le noir, le Mar-

ocain Abdelkarim Khalki semble avoir pris peur et tiré deux coups de feu. Le trio et ses otages ont alors battu en retraite vers la salle d'audience. Toutefois, dans la confusion, les malfaiteurs ont laissé sur place un de leurs otages, la greffière.

M. Raymond Barre, ancien premier ministre, a estimé jeudi 19 décembre à Perpignan que « les lois de la République n'étaient pas fermement appliquées ». « En 1981, a-t-il ajouté, une loi d'amnistie a libéré les terroristes d'action directe. On voit aujourd'hui se multiplier des actes de terrorisme et des assassinats de membres des forces de l'ordre. Il y a des gangsters qui peuvent faucher la vie de leur

prochain sans mettre leur propre vie en jeu. Je n'ai pas voté l'abolition de la peine de mort car, dans les temps que nous vivons, cet instrument de dissuasion doit demeurer ».

Deux organisations de magistrats ont aussi réagi à la prise d'otages de Nantes. L'Union syndicale des magistrats (USM, principale organisation), « condamne avec fermeté l'offense action criminelle qui se déroule (...) au palais de justice de Nantes. Cette violence, qui se généralise et qui atteint une fois de plus les tribunaux, a pour effet de saper les fondements de notre société démocratique dans l'indifférence des pouvoirs publics ». L'USM annonce qu'elle « appellera prochainement l'ensemble des personnels ju-

stices à une journée nationale de protestation contre les nombreuses tentatives de déstabilisation de la justice ».

Pour sa part, l'Association professionnelle des magistrats (APM) estime que « cet acte de terrorisme sans précédent est la marque d'une déliquescence profonde de l'autorité de l'Etat ». L'APM estime que « l'état de droit a cessé d'être assuré. Le garde des sceaux, premier responsable de cette situation, doit en tirer les conséquences et présenter sa démission ».

(Lire également page 12 le point de vue d'Alain Marsaud - Pour un conseil de sécurité »).

Négociations tendues

(Suite de la première page.)

Né à Fes (Maroc), Khalki est arrivé en France en 1974. En octobre 1983, cette même cour d'assises de Loire-Atlantique l'avait condamné à cinq ans de réclusion pour un hold-up commis avec un pistolet d'alarme. A l'époque, il avait affirmé à un homme dont il avait volé la voiture qu'il agissait pour le compte du Front de libération de la Palestine. En prison, Khalki et Courtois s'étaient pris d'amitié. Et c'est l'amitié qui les réunit, ici, une nouvelle fois.

Menaçant le président de la cour, M. Dominique Baillache, quarante-cinq ans, Khalki ordonne aux policiers - nombreux dans la salle - de déposer leurs armes. Des 357 Magnum pour la plupart. Ils peuvent ensuite partir et avec eux une bonne moitié du public et les deux « sous-fifres » de la bande, Brevet et Delar. Une trentaine de personnes restent dans la salle d'audience : la cour, les trois magistrats professionnels et les neuf jurés ; l'avocat général, M. Philippe Varin ; la greffière, M. Michel Taupier, le défenseur de Courtois ; deux journalistes, MM. Dominique Guillet, de *Presse-Océan* et Daniel Séité, de *Ouest-France*, ainsi qu'une quinzaine d'étudiants en droit, venus suivre une session d'assises. Courtois et Thiolet ont sauté hors du box. Ils se sont armés. Le président, lui, est attaché avec une chaîne.

Le délire - mais est-ce bien du délire ? - peut commencer. On avait fait le procès de Courtois ? Il allait faire lui-même celui de la justice et de la prison qui [nous] « transforme en tubes digestifs. Plutôt mourir que d'y retourner ». L'avocat général, le président, les jurés sont, les uns après les autres, pris à partie.

Le cabotinage de Courtois

Khalki est très nerveux. La greffière flanche : « Elle m'envoie celle-là, dit le Marocain. Elle m'envoie, je peux pas la sentir. J'ai envie de la buter ». Thiolet sourit. Courtois, plus détendu, mène le jeu. C'est lui, désormais, qui requiert. « Ces hommes n'ont rien à perdre, ils sont suicidaires, kamikazes, ce sont des révoltés terriblement sincères », raconte le journaliste Dominique Guillet. « Ils veulent convaincre, séduire aussi... ». Et c'est à un véritable cours « à deux de l'homme » que se livre Courtois face aux étudiants pétrifiés. « Vous connaissez Nelson Mandela, en prison depuis plus de vingt ans parce qu'il a la peau trop bronzée pour l'Afrique du Sud ? Vous savez combien de gens meurent de faim chaque année dans le monde ? ».

Khalki, de son côté, annonce qu'il est un militant palestinien,

membre du groupe Abou Nidal, dont il fait circuler le portrait ainsi que des photos de la guerre du Liban. Courtois, « fier, dit-il, d'être libéré par un Arabe », enchaîne sur une tirade antisioniste. Khalki veut, pour sa part, lire un message propagandiste devant la caméra de FR 3 : « Nous voulons donner une gifle à l'Etat français, comme Abou Nidal », ajoute-t-il.

« Y a-t-il des juifs ici ? », demande Khalki. Chacun répond par la négative. Courtois ira, un peu plus tard, jusqu'à vérifier les cartes d'identité de ses otages.

Courtois et Khalki soufflent le chaud et le froid. « Ce ne pas du tout, Georges », dit Khalki. « J'ai passé une nuit blanche pour venir ici te délivrer, et tu ne m'as même pas embrassé ! ». Se dédramatisait-il ? Pas vraiment. Un jeune homme qui avait témoigné contre

épauls. La sortie va être chaude, vous allez voir... », menace Courtois.

Boucliers vivants

Autour du palais, le temps passe, interminable. Les familles des otages rejoignent les badauds. Les forces de l'ordre se veulent discrètes. Courtois exige de discuter avec le procureur général ou, à défaut, avec un représentant de l'Etat, « pas quelqu'un d'incompétent, quelqu'un qui puisse prendre des décisions ». Alors qu'une cellule de crise est constituée à l'intérieur du palais de justice, M. Jean Chevalance, préfet de région, arrive, bientôt suivi des membres du GIGN, le groupe d'intervention de la police nationale. Il faudra attendre 16 heures et l'arrivée du préfet Robert Broussard, du commissaire Ange

« Je savais que je serais libéré »

Comment Abdelkarim Khalki a-t-il réussi à pénétrer dans l'enceinte du palais de justice, et à fortiori, dans la cour d'assises en portant sur lui des grenades, des revolvers, des chaînes et un poste de radio, grâce auquel, dans un silence quasi religieux, il allait, avec ses complices, suivre heure par heure les bulletins d'informations ? Des coups de feu, entendus avant son entrée dans la cour d'assises et qui n'ont pas fait de blessés, lui ont-ils permis de se frayer un chemin ? En tout cas, les mesures de sécurité habituelles n'ont pas pu bloquer l'action d'un seul homme à qui il a, apparemment, suffi d'être déterminé pour parvenir à ses fins. Les leçons de cet échec devront, on s'en doute, être tirées.

De même, l'administration pénitentiaire et la cour ont-elles vraisemblablement pris pour des redondances les déclarations récentes de Courtois ? Georges Courtois avait, en effet, lancé plusieurs « avertissements » à sa

façon. Il se serait ainsi, en prison, arrangé pour recevoir ses coïdes de Noël avant la date prévue, et aurait pu déguster un canard au poivre et un très copieux petit déjeuner pour se mettre en forme avant le procès ! Plus sérieusement, il aurait, selon certains témoignages, affirmé qu'il ne resterait pas plus longtemps en prison. Enfin, il avait, de toute évidence, conservé des liens avec Khalki depuis la sortie de prison de ce dernier : Courtois n'a, en effet, manifesté aucune surprise en voyant arriver son ami, donnant le sentiment que l'affaire avait été soigneusement arrangée entre eux à l'avance. C'est ce que confirme une étudiante libérée au cours de l'après-midi de jeudi : « Il m'a dit : « Je savais que je serais libéré. Je n'avais qu'une crainte, que l'audience se finisse hier soir (mercredi) tard ».

A. L.

Courtois est l'un des otages. Le malfaiteur menace de lui tirer des balles dans les genoux pour que, la prochaine fois, il revienne témoigner en chaise roulante.

Dans le même temps, cigare à la main, Courtois distribue des chewing-gums aux étudiants, sourit aux journalistes et les assure qu'il ne leur veut aucun mal.

Mais que veulent-ils vraiment ? Parler, apparemment. Et surtout être entendus. C'est pourquoi, très vite, les preneurs d'otages demandent à la télévision de venir à l'intérieur de la cour d'assises. « Après en avoir discuté avec M. Taupier, chargé des négociations, nous avons accepté », explique Bernard Dussol, rédacteur en chef de la station régionale FR 3. Nous avons estimé que cela constituerait un élément de détente ».

Dans les journaux de treize heures, trois heures à peine après le début de la prise d'otages, la France entière connaît la moustache en bataille de Courtois, l'air farouche de Khalki et le sourire un peu naïf de Thiolet. Courtois s'en donne à cœur joie. Il parle, intarissable, cabotin et excellent orateur. Mais la France, à l'heure du déjeuner, découvre aussi les visages décomposés des otages. Le « cirque » Courtois n'est pas une plaisanterie. Les armes sont bel et bien là, à profusion. Les magistrats sont enchaînés ; l'image, le son, en font foi : ce qui pouvait, de loin, apparaître comme une étrange comédie est en réalité un drame.

D'autant que les exigences des preneurs d'otages restent floues et que leur excitation grandit : « Quand on tire une balle dans la tête de quelqu'un, la tête s'en va. Il ne reste plus rien que les

Mancini et des hommes du RAID (Recherche, assistance, intervention, dissuasion), pour que l'engagement de véritables négociations.

Entre-temps, ce sont - encore - des journalistes de FR 3 qui ont brisé le huis-clos de la cour d'assises en « livrant » sandwiches et oranges réclamés par Courtois pour « se serrer les fesses ». L'extérieur, on craint que l'intervention d'unités d'élite de la police nationale n'implique un assaut aux conséquences imprévisibles. C'est mal connaître la tactique maintes fois rodée de l'ancien chef de l'antigang. Il faut d'abord que les malfaiteurs, jusqu'ici en totale position de force, cèdent du terrain et remettent en liberté une partie de ses otages.

Première pour le RAID

Le RAID (Recherche, assistance, intervention, dissuasion), dont une trentaine de membres sont sur le quai-vive au palais de justice de Nantes, est une unité d'élite de la police nationale, créée en juillet par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur. Rattachée directement à la direction générale de la police nationale, cette unité d'intervention a été conçue par le préfet Robert Broussard, adjoint opérationnel au directeur général de la police ; elle est dirigée par le commissaire Ange Mancini, qui fut à Paris et en Corse, l'un des plus proches collaborateurs de M. Broussard.

Composé de quelque soixante-dix policiers, dotés de moyens perfectionnés, le RAID est installé à St-Nazaire (Vendée), à proximité de l'aéroport militaire de Villacoublay, le RAID n'est

« Il faut faire vite », demande,

dans l'encadrement de la porte de la cour d'assises, l'avocat général Philippe Varin, enchaîné. Les étudiants en droit, les deux journalistes, seront ainsi relâchés vers dix-sept heures. MM. Chevalance et Broussard ayant, à ce prix, accepté d'entrer pour discuter dans l'enceinte de la cour d'assises. La prise d'otages dure alors depuis près de sept heures lorsqu'on commence à y voir plus clair dans les exigences du trio : un car pour prendre la fuite en emmenant une partie des otages, qui seraient enchaînés, tels de vivants boucliers entourant leurs ravisseurs.

Vers 19 heures, une antenne du SAMU est installée à l'intérieur du palais de justice. La nuit et le brouillard sont tombés. Quelques fenêtres brillent dans l'obscurité. Il n'y a aucun déploiement ostensible des forces, et les quelques trois cents policiers et gendarmes présents sur les lieux restent très discrets. Les journalistes qui se trouvaient encore à l'intérieur du palais de justice sont priés de plier bagages.

A 22 h 20, une équipe de FR 3 entre à nouveau dans l'enceinte du palais de justice, à la demande du commando. Presque amical jusqu'ici avec les journalistes (« Nous n'avons pas travaillé sous la contrainte », expliquait, un peu plus tôt, Bernard Dussol), Courtois se fait maintenant menaçant ; il exige de voir les cartes de presse des membres de l'équipe et prévient : « Au moindre geste suspect, je vous descend ». C'est dans ces conditions qu'un nouvel enregistrement est fait et c'est cette cassette qui, à la demande du ministre de l'intérieur, ne sera pas diffusée. La venue des journalistes a-t-elle servi de monnaie d'échange ? En tout cas, deux nouveaux otages, un homme diabétique et une femme atteinte de troubles cardiaques, sont autorisés à quitter le palais à 23 h 45.

La nuit s'annonce longue. Le préfet Broussard joue-t-il l'usure ? Espère-t-il ainsi, au compte-gouttes, parvenir à faire libérer de nouvelles prises ? A 2 h 35, vendredi matin, un car conduit par un policier, était, conformément aux exigences des ravisseurs, acheminé jusqu'au palais de justice. Des voitures, et notamment deux Renault Espace, étaient ensuite garées à proximité du palais et les rues adjacentes peu à peu dégagées. Comme si dix-huit heures après le début de la prise d'otages, la porte de l'imposant palais de justice allait enfin s'entrouvrir. Mais au lever du jour, alors que Nantes reprenait ses activités, les otages étaient toujours aux mains de leurs ravisseurs. Des voitures de police étaient postées aux principaux carrefours.

AGATHE LOGEART.

UN RAPPORT CONFIDENTIEL SUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE

De l'insuffisance des crédits à l'insouciance

La sécurité des magistrats et des palais de justice - a ceci de paradoxal qu'on ne s'en préoccupe vraiment que lorsqu'un drame survient. Des remèdes pertinents sont pourtant périodiquement trouvés à une situation qui ne fait que s'aggraver, comme en témoigne un rapport confidentiel remis à M. Robert Badinter en mois de juin 1983.

Commandé par le garde des sceaux à la suite de l'assassinat du juge Pierre Michel en octobre 1981 à Marseille, ce rapport n'a en que des effets très limités, la chancellerie se contentant d'attirer l'attention des chefs de juridiction sur la nécessité d'assurer la sécurité des palais de justice, comme l'avaient fait par ailleurs deux des prédécesseurs de M. Badinter en 1973 et 1977.

Deux obstacles aux remèdes qu'elle propose avaient été soulignés par cette commission : l'insuffisance des crédits et l'insouciance, confinant parfois à la désinvolture, observées dans certaines juridictions. Dans un tribunal de province qu'il n'est pas nécessaire de nommer, des membres de la commission avaient constaté que l'accès aux locaux se faisait par dix portes différentes, dont certaines étaient « incontrôlables ». Ils s'étaient aussi rendus compte, avec inquiétude, qu'un policier « débile » avait, grâce à une porte vitrée de la salle des places à conviction, « c'est-à-dire là où sont entreposées les armes saisies. Une subaine pour d'éventuels préneurs d'otages ».

Il est nécessaire que les palais de justice soient mieux gardés, et il arrive que leur surveillance soit renforcée lorsqu'ils sont convoqués ou y comparait des individus particulièrement dangereux. Mais une vigilance de tous les instants suppose des gardes en plus grand nombre. Or, lit-on dans le rapport de la commission, « il existe à l'heure actuelle des difficultés très sérieuses, parfois même une impossibilité, à obtenir les effectifs de police nécessaires à la sécurité des palais de justice ».

Lorsque des consignes de sécurité sont données, elles sont souvent traitées à la légère. Ainsi la circulaire de 1977 a-t-elle prescrit, le plus souvent en vain, l'installation de systèmes d'alarme reliant les cabinets des juges d'instruction et certaines salles d'audience à la loge du concierge ou au commissariat de police le plus proche. Lorsque ces systèmes existent, déplore la commission, ils sont « la plupart du temps

insuffisants, soit parce qu'ils ne fonctionnent plus, soit qu'ils fonctionnent à contre-temps, soit par défaut de « résonance crédible » en bout de chaîne ».

Pourtant, quatorze magistrats ont été pris en otages ou victimes d'agression depuis 1972, avant ceux de la cour de Loire-Atlantique et cela justifierait une plus grande vigilance.

Celle-ci n'est pas toujours prise en défaut, mais le réflexe le plus répandu pousse à colmater les brèches seulement là où un incident s'est produit. Ainsi la fenêtre du palais de justice de Nice d'où s'évada Albert Spaggiari est maintenant munie de solides barreaux et on s'accroche plus à la galerie des juges d'instruction que par un des après avoir montré petite blanche.

Pas de « forteresses »

Quelles mesures seront prises à Nantes ? L'exemple cité par la commission d'une des chambres correctionnelles parisiennes donne matière à réflexion. Cette chambre, qui jouxte le quai des Orfèvres au rez-de-chaussée, « permet en cas de besoin l'évacuation immédiate de la salle hors du palais en moins de trois minutes. L'entrée et la sortie de la chambre se font par un sas encadré d'un portique électronique détecteur de métaux. Un gendarme de permanence assure, il le faut, le contrôle du sas et a la responsabilité d'actionner un bouton d'alarme permettant de lever une vitre de sécurité installée à la hauteur désirée et, ainsi, d'isoler le détenu du reste de la salle ».

Néanmoins, la commission estime impossible de faire des palais de justice des forteresses et ne jugeait pas nécessaire en juin 1983 de « créer des salles d'audience de haute sécurité ».

Judi 19 décembre, après la prise d'otages de Nantes, un certain embarras était perceptible à la chancellerie, dû au peu d'écho donné par le ministère à ce rapport, ainsi qu'à la personnalité du président à qui M. Badinter en avait confié le soin. Chargé d'une réflexion sur la sécurité physique et morale des personnels judiciaires, ce président, M. Henri Frayssinhes, compte en effet parmi les magistrats marseillais menacés actuellement de sanctions pour avoir emprunté du matériel haute fidélité dans le local des pièces à conviction du tribunal.

BERTRAND LE GENDRE.

Dans le Var

UN GENDARME EST TUÉ AU COURS D'UN CONTRÔLE ROUTIER

Un gendarme, âgé de vingt-cinq ans, de la brigade motocycliste de Draguignan a été tué jeudi 19 décembre après-midi au Muy, près de Draguignan.

Vers 16 h 30, le maréchal des logis Christophe Massabiau, originaire de Saint-Raphaël, et un de ses collègues étaient postés en bordure de la route Les Arcs-Le Muy, lorsqu'ils engagèrent la poursuite d'une voiture blanche qui venait de commettre une infraction. Le véhicule poursuivi ralentit puis s'immobilisa. L'un des occupants en sortit et aspergea Christophe Massabiau à l'aide d'une bombe lacrymogène. Alors que ce dernier, aveuglé, se retournait vers son collègue, un second passager du véhicule sortit à son tour et tira deux coups d'une arme de gros calibre dans le dos du gendarme, l'atteignant en plein cœur.

De nombreux barrages ont très rapidement été mis en place dans le département mais ce dispositif n'avait pas encore permis, jeudi soir, de rattraper les agresseurs.

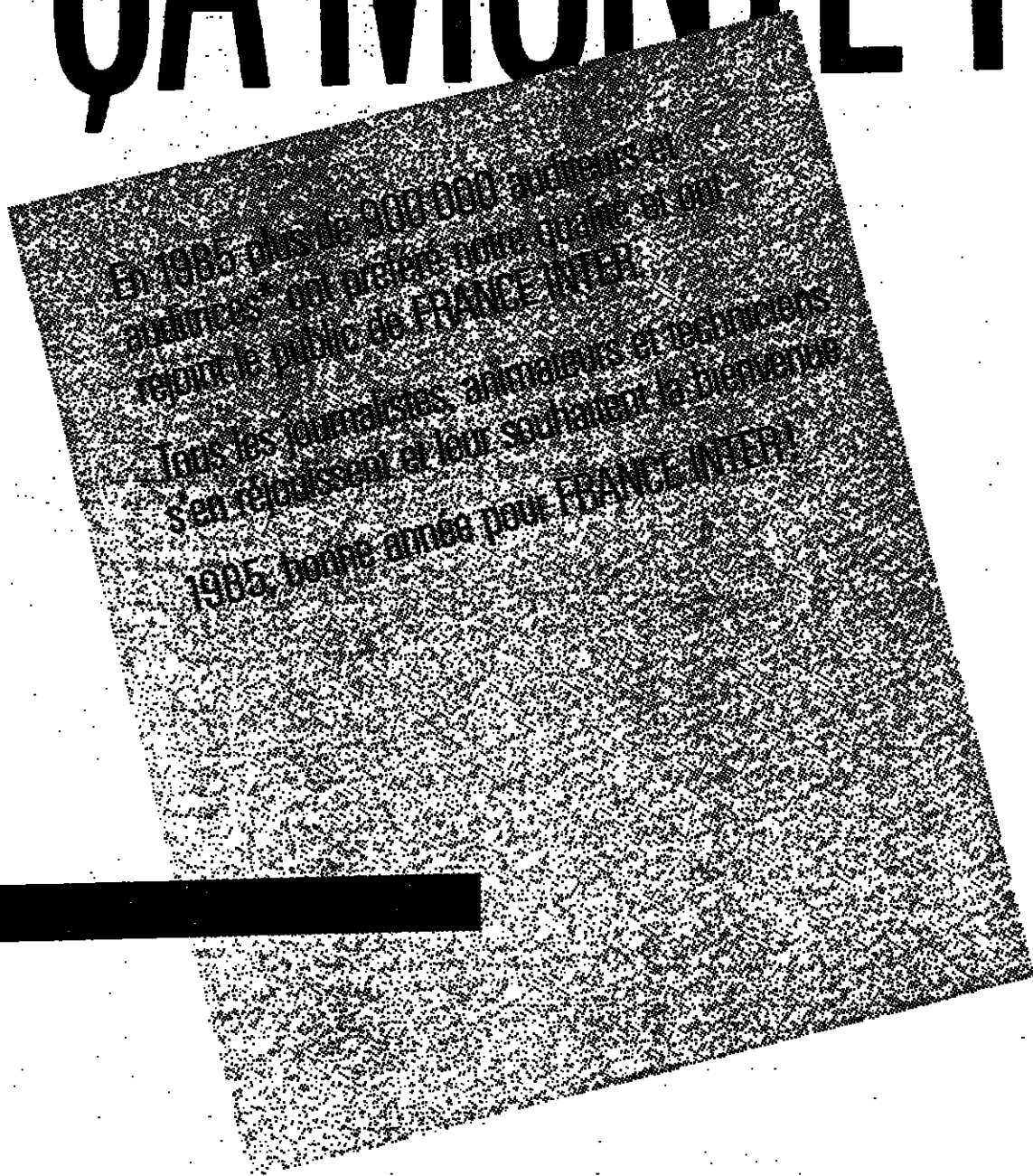
TROIS PRÉCÉDENTS

Le 10 avril 1972 : M. Robert Magnan, juge d'instruction à Paris, est pris en otage par deux détenus, Christian Jubin et Georges Segard, grâce à la complicité de la femme de ce dernier, Evelyn Segard, inculpée libre, qui leur avait apporté des armes. Ils relâchèrent très rapidement leur otage et sont repartis trente-deux heures après leur éviction du palais de justice. Ils sont condamnés le 28 juin 1974, respectivement à treize, quatorze et douze ans de réclusion criminelle.

Le 6 juin 1973 : M. Gohier, président du tribunal de Compiègne, est pris en otage au cours d'une audience par Jacques Maréchal, qui le relâche dans la rue avant de s'enfuir. Jugé pour ce crime et pour d'autres, Maréchal est condamné le 19 mai 1977 à vingt ans de réclusion criminelle. Evadé, il sera tué par la police en 1979.

Le 8 juillet 1975 : MM. André Comte, vice-président du tribunal de Paris, et Antoine Michel, substitut, sont pris en otage par Jean-Charles Williquet et son épouse Marthe, qui s'étaient introduites dans le palais de justice armés et déguisés en avocats. Les époux Williquet, qui relâchèrent leurs otages une heure et demi plus tard, sont repartis après quelques jours de cavale et condamnés le 31 mars 1977 respectivement à vingt ans et cinq ans de réclusion criminelle.

JANVIER 85 ÇA MONTE.
AVRIL 85 ÇA MONTE ENCORE.
OCTOBRE 85
ÇA MONTE TOUJOURS.



* 3 vagues CESP :
Janvier 1985 (4 423 personnes).
Avril / Mai 1985 (4 407 personnes).
Octobre / Novembre 1985 (4 488 personnes).
Échantillon représentatif
de la population française.

France inter
la qualité entre les oreilles.

صوتنا من الأهل

50 من الراحل

SOCIÉTÉ

LA PRISE D'OTAGES AU PALAIS DE JUSTICE DE NANTES

Point de vue

Pour un « conseil de sécurité »

M. Alain Marsaud, juge d'instruction, chargé du dossier sur les attentats des grands magasins (le Printemps, les Galeries Lafayette), commis le samedi 7 décembre à Paris, définit ci-dessous « une doctrine judiciaire qui ne soit pas à la remorque de l'action policière » et propose la création d'un organe unique de lutte contre le terrorisme, une sorte de « conseil de sécurité ».

par ALAIN MARSAUD (*)

QUE survienne une nouvelle vague d'attentats et aussitôt afflueront les propositions et contre-propositions, les condamnations et procès d'intention. Mais la lutte contre le terrorisme ne peut se réduire à une simple traque dont la justice serait exclue. Il convient de définir une doctrine judiciaire qui ne soit pas à la remorque de l'action policière.

À l'heure actuelle, le terrorisme en France est un mot qui doit se décliner au pluriel. Les groupes qui commettent des actes qui tendent à troubler la paix publique n'utilisent pas tous les mêmes méthodes et ne recherchent pas les mêmes objectifs (organisations autonomistes ou régionalistes, ultra-gauches, terrorisme international). Il n'y a pas aggravation du phénomène - le nombre d'actions commises par les victimes est stable depuis plusieurs années, - mais sa persistance est inquiétante.

Dans la lutte contre le terrorisme, l'organisation présente comme la précédente ont toujours fait l'objet de critiques. Depuis la création, en octobre 1984, d'une Unité de coordination de lutte antiterroriste (UCLAT), chargée auprès du directeur général de la police nationale de centraliser l'information des différents services concernés et de coordonner, animer et orienter leur action, la centralisation n'a jamais été aussi évidente et aurait dû porter ses fruits. Cependant, il existe encore des décalages (présentation d'informations, désinformation), et la lutte que se mènent certains services est de nature à desservir l'intérêt de la répression, d'autant que ces difficultés peuvent être exacerbées par les règles de compétence judiciaire. Ainsi, trois services différents (brigade criminelle de Paris, section de recherche de gendarmerie de Versailles, direction de la surveillance du territoire) ont été chargés par quatre juges d'instruction, à Paris, Strasbourg, Lyon et Nantes, de mener les enquêtes sur les actes criminels commis par les fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL).

Il serait illusoire de croire qu'il suffit de rassembler différents fonctionnaires sous une même autorité pour rendre leur action plus efficace. La lutte contre les organisations indépendantistes ou nationalistes passe par le bon fonctionnement des services déconcentrés. L'approche ne saurait être la même pour lutter

contre les organisations terroristes implantées au niveau national ou pour le terrorisme importé. Les différences tactiques en vue d'imposer une autorité unique opérationnelle (secrétariat d'Etat à la sécurité publique, cellule d'urgence) n'ont pourtant pas été à la hauteur de l'ambition de ceux qui les avaient créés.

Certains proposent d'instituer une direction de la lutte antiterroriste au ministère de l'intérieur, direction spécialisée formée de policiers ayant une grande expérience de ces problèmes. Cette nouvelle structure, même si elle est de nature à rendre plus efficace la coordination entre services, poserait un problème dès sa création, car elle ne pourrait avoir autorité sur les militaires de la gendarmerie, qui seraient incités à imaginer, eux aussi, une structure parallèle.

De plus, compte tenu du recrutement spécifique des fonctionnaires, il faudrait vider parfois de leurs meilleurs éléments les services de police judiciaire, des renseignements généraux et de la DST. Ce système, qui coûterait cher en moyens et en hommes, risquerait de couper cette direction des autres services et particulièrement des services locaux, la privant de renseignements essentiels.

Un organe unique

La nécessité d'un organe unique se fait sentir, mais il ne peut être utile et efficace que si l'organisme est léger, souple et ne constitue pas une administration parallèle, les différents services existants étant maintenus. Il doit être composé de quelques techniciens, dont la compétence et la motivation dans ce domaine est certaine. Il doit être permanent afin que l'on ne connaisse plus, par exemple, la création improvisée d'une cellule de crise auprès de tel ou tel ministre dès que survient le détournement d'un avion ou l'enlèvement d'un particulier. Si l'initiative doit être la prérogative des politiques, l'exécution et le choix des moyens doivent concerner les seuls techniciens. Cet organisme recevrait l'information, et le renseignement, procéderait à son traitement. Ses instructions s'imposeraient aux services locaux et il serait à même d'apprécier tout manquement à l'obligation d'information.

Une telle structure ne peut trouver place qu'auprès du premier ministre, car le pouvoir de l'unifier serait son autorité à l'égard de l'autre, sans copier le modèle américain du conseil national de sécurité, qui a une compétence quasi exclusive sur l'ensemble des problèmes liés à la notion de menace, c'est une structure semblable, mais plus limitée dans ses compétences, qu'il faut envisager de créer, cet organisme ne doit, en aucun cas, avoir des responsabilités dans l'exécution des missions opérationnelles, car, en cas d'échec légitime ou de bavure, la responsabilité du premier ministre ne doit pas être engagée et entraîner une exploitation politique abusive.

L'aboutissement de tout travail

d'enquête donne naissance à une procédure judiciaire et seule la réussite de cette phase permet de concrétiser le travail effectué en amont. L'oublier, comme cela se fait parfois, ne peut donner lieu qu'à désapprobation pour tous ceux qui concourent à ces missions. Actuellement chaque acte terroriste fait l'objet d'une procédure judiciaire distincte auprès du tribunal compétent localement, c'est-à-dire que pour chaque affaire un procureur de la République s'acquitte de son rôle, un juge d'instruction mène son information et un tribunal correctionnel - ou une cour d'assises - juge. On a cherché par ce moyen à banaliser ces infractions, estimant qu'elles devaient relever de la même répression que n'importe quel autre crime ou délit.

Si cette procédure n'a posé que peu de difficultés jusqu'à lors d'affaires de terrorisme autonomiste ou régionaliste, il n'en est pas de même lorsque l'on est en présence de groupes terroristes uniques commettant des attentats en divers points du territoire national. Dans une telle situation, on assiste à une pluralité d'enquêtes, de poursuites, d'informations et, éventuellement, de jugements. Il nous semble donc utile de proposer la création d'un organisme unique de poursuite et d'information à l'échelon national, regroupant des magistrats spécialisés. Cette structure aurait compétence d'attribution pour tout acte de terrorisme d'une certaine gravité.

Un arsenal complet

Qui doit, ensuite, juger les affaires de terrorisme ? Aujourd'hui, c'est surtout le rôle des tribunaux correctionnels pour les délits et des cours d'assises pour les crimes. Est-ce satisfaisant, par rapport au système antérieur de la Cour de sûreté de l'Etat ? Pour les infractions de terrorisme les plus courantes (dégradation par explosif, infraction à la législation sur les armes), la juridiction correctionnelle est adaptée. Elle évite d'offrir une tribune à des prévenus qui la recherchent et n'en fait pas les otages d'une juridiction d'exception. N'oublions pas que la plus grande majorité des actes de terrorisme sont constitués de délits

et non de crimes : à Paris, depuis la dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat, sur 152 attentats, 127 ont donné lieu à des procédures correctionnelles.

Quant aux cours d'assises, s'il est souhaitable de faire juger les auteurs d'actes criminels graves par les juges et les jurés du lieu où a été commis le crime, il ne faut pas oublier que, parfois, le risque de pression sur les témoins ou les membres du jury oblige à renvoyer l'affaire devant une autre cour d'assises. Cette difficulté est de nature à affaiblir le dispositif judiciaire si la règle générale de compétence connaît beaucoup d'exceptions. Pourquoi le tribunal correctionnel ou la cour d'assises territorialement compétente ne serait-il pas saisi par l'ordonnance de renvoi du juge d'instruction de la structure spécialisée ou par le chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, siège en juridiction du second degré pour tout recours contre les décisions des magistrats instructeurs ?

Ce système ferait l'économie d'une importante réforme législative des procédures pénales. En effet, l'arsenal juridique nécessaire à la répression des activités terroristes est déjà très complet, l'article 93 du code pénal disposant que ceux qui auront commis un attentat dont le but aura été de porter le massacre ou la destruction dans une ou plusieurs communes seront punis de la réclusion criminelle à perpétuité. Il n'est donc pas nécessaire d'envisager de définir ce qu'est l'infraction terroriste : ou bien le texte retenu sera trop imprécis, donnant lieu à une interprétation dangereuse, ou il sera trop précis, risquant de ne pouvoir être appliqué pour certaines infractions.

Autant de réformes simples à organiser, n'engageant aucun coût nouveau. Elles ne demandent qu'un investissement en hommes et en volonté, car n'oublions pas qu'il appartient d'abord à la communauté, mais surtout à l'Etat, de manifester sa détermination à lutter contre le terrorisme. La méthode préventive par négociations ayant échoué, il est urgent de prévoir le temps de la riposte.

LES IMAGES A LA TÉLÉVISION

Les explications de FR 3, A 2 et TF 1

La diffusion à l'antenne, le jeudi 19 décembre, des images filmées en direct, et sous la contrainte par FR 3-Nantes dans la matinée, ont suscité divers commentaires.

Ainsi, à FR 3, pour M. Alain Manev, responsable de l'information, l'équipe de journalistes « n'a fait que son travail ». Un policier lui ayant déclaré : « Ils réclament la télévision », l'équipe s'est alors rendue dans le prétoire. « Nous n'avons pas diffusé ce document par goût du sensationnel », a conclu M. Manev, mais parce que c'est un document. Cela ne m'a posé aucun problème de déontologie.

A Antenne 2, M. Paul Nahon, directeur adjoint de la rédaction, a tenu des réserves : « Nous avons trois fois passé les images de FR 3

au journal de 13 heures, après réflexion, décidé de ne pas les repasser à l'antenne à 20 heures, pas plus que celles que nous avons reçues dans l'après-midi. Les gangsters ont exigé, sous la menace, que l'équipe de FR 3 vienne tourner. C'est inadmissible. Nous ne voulons pas céder au chantage. Mais à TF 1, M. Maurice Albert, secrétaire général de la rédaction, s'est refusé à jouer les « moralisateurs de l'information ». « C'est un document exceptionnel, a-t-il précisé, nous ne pouvions pas faire autrement que de le passer (...). Nous sommes là pour informer les téléspectateurs de ce qui se passe dans le monde. Nous nous sommes fixés une fois pour toute comme règle de ne pas faire d'autocensure ».

En conscience

Les journalistes et les téléspectateurs des chaînes de télévision doivent-ils céder au chantage de la menace de diffuser des images qui multiplient l'impact du terrorisme ou des prises d'otages ? C'est une question de déontologie que chacun doit trancher en conscience.

La loi du 29 juillet 1982 ne confie en effet aucune responsabilité particulière aux journalistes de la radio et de la télévision. Ils ne sont plus, comme le voulait Georges Pompidou, « le voir de la France ». Aux termes des articles 18, 71 et 93 de la loi, ils sont des journalistes comme les autres et soumis aux règles déontologiques générales de la profession. Les directions des chaînes ou des journaux télévisés n'ont pas davantage d'obligations légales. La Haute Autorité de la communication audiovisuelle doit seulement veiller au respect de la personne humaine et de sa dignité, de l'égalité entre les femmes et les hommes, et de la protection des enfants et des adolescents (article 14). Elle n'est pas chargée du contrôle de la déontologie des journalistes du service public.

Ainsi, pour la petite Colombie, dont on a pu voir l'agorria à l'écran, la Haute Autorité a reçu beaucoup de protestations. Les « sages » avaient chacun leur avis personnel, mais l'institution n'avait pas à prendre parti.

Un petit matin du mois d'août 1944

M. Dantenville n'est montré sur ce chapitre catégorique : « Je sais, moi, que les six cents malheureux du convoi du 11 août 1944 ont entendu le même cri rauque, un petit matin, à l'appel et sans bagages », et qu'il avait pour tous la même signification. Il y a eu ce jour-là une nuit de temps, de l'absence de méthode, de destination fatale dans cette tragédie. Est-il possible que le souvenir de leurs noms mêmes et de leur sort affreux soient troublés, déformés en raison de critères juridiques discutables ? Ne pouvons-nous, au moins, leur offrir, au-delà de la mort, le droit d'être tous entendus par les vrais juges de leur époque, la cour d'assises et ne pas, avant terme, sur un point aussi sensible, établir une partition ?

De même, le rapporteur, comme l'avocat général, comprennent mal que les magistrats lyonnais aient déclaré irrecevable la constitution de partie civile contre Barbie de la veuve de Maurice Gompel, professeur au collège de France, juif, arrêté et torturé jusqu'à la mort, en déclarant à son sujet que l'accusé pouvait avoir des motifs de le tenir pour un résistant et que, du même coup, le crime devenait un crime de guerre aujourd'hui prescrit et non un crime contre l'humanité, imprescriptible.

C'est comme si la chambre d'accusation demandait aujourd'hui à Maurice Gompel de venir d'outre-tombe lui préciser à

DEVANT LA CHAMBRE CRIMINELLE

L'avocat général conclut « avec beaucoup de conviction » à l'arrêt de renvoi du procès de Klaus Barbie

AN terme d'un débat de six heures, essentiellement juridique, mais dans lequel l'émotion et l'histoire ont aussi trouvé leur place en raison même de sa nature, M. Henri Dantenville, avocat général, a conclu, jeudi 19 décembre, « avec beaucoup de conviction », à la cassation de l'arrêt du 4 octobre 1985, par lequel la chambre d'accusation de Lyon a renvoyé Klaus Barbie devant la cour d'assises de Rhône.

Il lui apparaît, en effet, que cette décision, en écartant du champ des poursuites un certain nombre de faits, au motif que ceux qui en furent les victimes étaient des résistants et non « des juifs innocents », s'est engagée dans une voie qui ne saurait être, à mon sens, approuvée, ni dans les déductions qu'elle a cru devoir tirer d'une ébauche d'explication historique ni sur le plan du droit, en l'occurrence international, dont elle a réduit et rétréci la véritable portée.

La chambre criminelle doit rendre son arrêt vendredi 20 décembre.

En conclusion comme il l'a fait, l'avocat général ne donnait pas pour autant son avis à tous les moyens de cassation invoqués par les parties civiles qui avaient formé des pourvois. Ainsi, il s'est refusé à suivre l'argumentation de M. Claire Waquet pour qui les crimes de guerre seraient imprescriptibles, au même titre que les crimes contre l'humanité, étant définis, eux aussi, par des textes internationaux et pour lesquels le tribunal international de Nuremberg a condamné, en 1947, un certain nombre de dignitaires nazis.

Car l'avocat général n'estime pas que les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité sont de même nature, mais que partageant en cela le point de vue de M. Anatole Lyon-Caen et François Rygier, M. Dantenville a soutenu qu'un crime de guerre pouvait aussi constituer un crime contre l'humanité, dès lors que la victime avait été déportée par les nazis dans un des camps dont la vocation était l'extermination et la négation de la personne humaine. Ce qui l'amène à cette formule : « La véritable partie plaignante à votre barre, c'est la civilisation, c'est l'humanité ». Aussi bien, en refusant cette évidence, la chambre d'accusation de Lyon a réduit « la dimension de l'humanité, elle a restreint intellectuellement l'ampleur du crime ».

C'est que la motivation des magistrats lyonnais a choqué tout autant M. Christian Le Goussier, secrétaire général de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, qui avait déjà fait part de « réserves » qu'il éprouvait, que l'avocat général. Et si ce dernier avait à dire expressément les conséquences qu'il se voyait la chambre criminelle doit en tirer, le conseiller-rapporteur avait laissé entendre par plus d'une phrase qu'il estimait, lui aussi, que des raisons de casser apparaissent bel et bien.

En fait, ce qui heurte la conscience de l'un et de l'autre, c'est la façon dont la cour de Lyon, par son raisonnement, a opéré une distinction parmi les déportés embarqués sur ordre de Barbie le 11 août 1944, dans les mêmes conditions et vers la même destination concentrationnaire, que ce soit le Struthof ou Auschwitz, à la différence que l'un d'eux qui étaient des résistants pour la seule raison que ces derniers, s'étant comportés en combattants, leurs adversaires pouvaient estimer que leur condamnation était utile à la conduite de la guerre.

C'est dans cet esprit qu'il a donc demandé à la chambre criminelle, en cassant l'arrêt rendu par la chambre d'accusation de Lyon, de donner du crime contre l'humanité « la définition précise qu'aucune cour suprême au monde ne lui a encore donnée ». Mais cette définition ne devrait pas se limiter au cas de Klaus Barbie. « Vous avez une autre mission à remplir, plus permanente, plus universelle. Il faut que la définition que vous donnez soit responsable au présent, et de nature à défendre l'avenir. Le crime contre l'humanité a-t-il disparu il y a quarante ans ? Mon propos n'est pas de le dire. Mais je pose la question, en demandant bien sûr au plan des idées, de savoir si la notion de système d'Etat d'exception d'Etat dont nous avons tant parlé, n'est pas quelquefois trop restreinte déformée ? »

N'existe-t-il pas des forces, a ajouté M. Dantenville, des organisations dont les pouvoirs peuvent être plus grands et les actions plus vastes que ceux de certains pays institutionnellement représentés à l'ONU ? Il faut prendre garde, car l'œuvre humaine peut être égale en horreur, mais sous d'autres aspects, celles dont nous venons de parler. Certaines formes de terrorisme international ne sont-elles pas en train de nous en donner l'exemple ?

Cette péroraison qui, sur le coup, a surpris, peut n'être pas sans effet. JEAN-MARC THÉOLLEVRE.

quel titre il avait été torturé », devait s'écrier M. Dantenville.

L'avocat général, comme M. Le Goussier, devait faire une autre remarque. Dans son arrêt, la chambre d'accusation n'a pas manqué de rappeler minutieusement l'innocence nazie de Klaus Barbie depuis 1935, de relever son appartenance à la SS et à la Gestapo, organisations détestées l'une et l'autre criminelles par le tribunal de Nuremberg. Elle fait apparaître ainsi son adhésion à la doctrine nazie, à la politique étatique du III^e Reich dont il fut un exécutant volontaire et zélé, adhérent sans réserve à la doctrine. Mais elle n'en a pas tiré les conséquences. Elle n'a pas vu ou pas voulu voir que, par là même, Barbie appliquait cette politique étatique dont le but était l'extermination, l'annihilation de tous ceux qui n'adhéraient pas au système ou que le système lui-même classait dans la liste des êtres inférieurs à éliminer.

Pas de choix entre les victimes

Or, pour l'avocat général, dès lors que se trouvent réunis les éléments intentionnels concernant l'auteur du crime, c'est-à-dire son idéologie, et que des moyens d'action abominables pour le commettre sont employés, le crime contre l'humanité est caractérisé. « Je n'admets pas, devait-il ajouter, quand un pareil stade se trouve atteint, qu'un choix juridique soit fait entre les victimes ». A quoi il a ajouté cette formule : « Le crime contre l'humanité est un crime de guerre ce que l'assassinat est un meurtre. Il résulte de circonstances aggravantes qui sont dans ce cas l'intention destructrice délibérée érigée en système, pas seulement pour supprimer des êtres, mais encore pour leur nier toute humanité ».

C'est dans cet esprit qu'il a donc demandé à la chambre criminelle, en cassant l'arrêt rendu par la chambre d'accusation de Lyon, de donner du crime contre l'humanité « la définition précise qu'aucune cour suprême au monde ne lui a encore donnée ». Mais cette définition ne devrait pas se limiter au cas de Klaus Barbie. « Vous avez une autre mission à remplir, plus permanente, plus universelle. Il faut que la définition que vous donnez soit responsable au présent, et de nature à défendre l'avenir. Le crime contre l'humanité a-t-il disparu il y a quarante ans ? Mon propos n'est pas de le dire. Mais je pose la question, en demandant bien sûr au plan des idées, de savoir si la notion de système d'Etat d'exception d'Etat dont nous avons tant parlé, n'est pas quelquefois trop restreinte déformée ? »

N'existe-t-il pas des forces, a ajouté M. Dantenville, des organisations dont les pouvoirs peuvent être plus grands et les actions plus vastes que ceux de certains pays institutionnellement représentés à l'ONU ? Il faut prendre garde, car l'œuvre humaine peut être égale en horreur, mais sous d'autres aspects, celles dont nous venons de parler. Certaines formes de terrorisme international ne sont-elles pas en train de nous en donner l'exemple ?

Cette péroraison qui, sur le coup, a surpris, peut n'être pas sans effet. JEAN-MARC THÉOLLEVRE.

La violence en direct

(Suite de la première page.)

Il n'a plus cette « logique » des faits divers qui firent le succès des premiers « canards » du dix-neuvième siècle ; il n'est plus le dégrèvement d'une communauté, l'envers de ses normes, la transgression qui révèle les fantasmes refoulés du corps social. Paradoxe d'une société de communication, d'un âge d'or médiatique, où le crime révèle l'absence de communication et la triomphe de l'absurde.

Une porte de sens ouverte par Jean Baudrillard, dans un numéro de *Traverses*, la revue du Centre Pompidou. « En fin de compte, écrit-

il, le terrorisme n'échange jamais que sa propre vie contre celle de l'otage (...). La prise d'otage n'a jamais pour fin la négociation : elle produit de l'irréchangeable [cet acte] vérifiant par là à l'extrême une situation banale, la nôtre, celle de la perte historique de la scène de l'échange, de la règle de l'échange, du contrat social. Innommable, le crime dit ce qui a disparu, « cette bonne vieille altérité de la relation, ce bon vieux investissement du sujet dans le contrat et l'échange rationnel, lieu à la fois de la rentabilité et de l'espoir ».

EDWY PLENEL.

ipesup
1ère classe préparatoire
aux concours HEC + ESSEC
Institut privé de Préparation
aux Etudes Supérieures
16, rue du Cloître-Notre-Dame
75004 Paris - 43-25-63-30
HEC - ESSEC... SCIENCES-PO...

**médecine
pharmacie**
Encadrement
annuel
par matière
MEDECINE... PHARMACIE...

**CLASSE PRÉPARATOIRE
A SCIENCES PO**
le moyen le plus sûr pour
RÉUSSIR
enseignement
supérieur privé

CEPES
A temps complet, d'octobre à juin
57, C. Ch. Laffitte, 92 Neuilly. Tél. 47-22-94-94 - 47-45-09-19

**Le Monde DES
PHILATÉLISTES**
Tout ce qu'il faut savoir
pour mieux gérer votre
patrimoine philatélique.
**LE PÈRE NOËL • LA
COMÈTE DE HALLEY**
Cher votre marchand de journaux

Renaissance des santons

De tradition gallo-romaine, les crèches pétrées d'argile.



DIEU est-il provençal? Les avis sont partagés. Mais toujours est-il que c'est ici sous les pinèdes, dans les mas, au pied des collines bleutées, ou au bord du Rhône, que Noël a pris ses vrais quartiers. Nulle région de l'Hexagone ne célèbre avec autant d'affectivité, et cela depuis des siècles, la Nativité.

Voici à Arles le Salon international des santonniers installé dans les superbes salles romaines du cloître Saint-Trophime. Une exposition unique en France qui présente plus de cent trente crèches, groupes de santons et figures de collection. Cette manifestation est ouverte aux œuvres des maîtres santonniers mais aussi à celles des amateurs passionnés par ces petits bonshommes qui se pressent autour de San Jose (Joseph) et de la Santo Vierge.

L'hommage du profane au sacré. Ils sont tous là : l'ange Bouffarès, le tambourinaire, les boumians (bohémien), le Ravi, le rémouleur, le fileuse, l'homme au fagot, le boulanger, le meunier, le berger, le Pistachier, et, enfin, l'aveugle. Sans oublier, bien sûr, monsieur le maire, le garde-champêtre et le joueur de vielle. Une belle balade dans un monde merveilleux et naïf qui ne doit cependant pas faire oublier que « faire la crèche » est d'abord un acte de foi. A l'opposé de ce folklore envahissant qui depuis plusieurs années a tendance à pren-

dre le relais de la tradition chrétienne.

Le visiteur qui pousse la porte du Salon n'oubliera pas de siffler les personnages de Geneviève Silvestre, Simone Jouglas, Roger Jouve et Marcel Carbonel. Il remarquera également, bien que sa mise en valeur soit négligée, une très belle Nativité venue d'un couvent d'Aix-en-Provence. Enfin, il s'arrêtera devant l'œuvre originale de Bernard et Jacqueline Wall. Il s'agit d'une crèche traditionnelle posée sur un mamelon cerné par une autoroute, piqué de poteaux électriques et frôlé par un réservoir à gaz.

Les premiers santons à faire la conquête d'Arles furent des figures votives en argile, en pierre ou en bronze fabriquées par les Romains. La représentation de la Nativité apparaît sur certains sarcophages paléochrétiens que l'on peut voir au musée Fernand-Benoît. Ce thème est repris au douzième siècle par les sculpteurs romans, qui dessinent le célèbre portail de la primatiale Saint-Trophime et les chapiteaux du cloître attenant.

Dès la fin du treizième siècle, la crèche venue d'Italie envahit les églises de Provence. On estime, en effet, que c'est à Graciosa, petit village des Abruzzes, que la Nativité fut représentée pour la première fois. Une initiative due à François d'Assise, dont

la mère, on s'en souvient sur les berges du Rhône, était native de Tarascon. Les crèches familiales s'imposent au dix-septième siècle et sont l'œuvre de verriers vénitiens installés à Nevers.

Elles sont en verre filé, coquillage ou verroterie. Flairant le filon, les ateliers arlésiens s'emparent, à leur tour, de l'idée. Très coûteuses, on ne trouve ces Nativités que dans les demeures des riches Provençaux. Certains bourgeois, à la bourse moins ronde, acquièrent, eux, des œuvres confectionnées avec du mastic, de la mie de pain ou du liège.

La crèche descend dans la rue avec l'apparition du santon d'argile. Celui-ci même que nous connaissons aujourd'hui. « La pratique populaire de confectionner la crèche s'est véritablement développée à partir de la Révolution », affirme M. Gérard Gamet dans son livre *La Crèche provençale*. Il ajoute : « Le santon est un enfant de 89 ». Les personnages chers à Mistral et à Pagnol se manifestent pour la première fois en 1803 à la foire de Noël de Marseille. L'inventeur de ces statuettes, qui n'ont guère changé depuis, est Jean-Louis Agnel, qui façonne un santon (en provençal, *santon* signifie « petit saint ») dans de l'argile. Une terre que l'on trouve partout en Provence.

L'idée maîtresse d'Agnel est de pouvoir obtenir la multiplication du modèle par moulage : ses pre-

miers moules datent de 1798, et sont visibles au musée du Vieux-Marseille. Désormais, les foyers les plus modestes pouvaient acheter ces « santons d'un sou » créés à partir des divers personnages hauts en couleur du Midi, et en route pour déposer leur offrande aux pieds de l'enfant Jésus. Un art populaire est né.

Bouteilles millésimées

On revient de loin. Lors d'une séance à la Convention, le député Chaumette, dans une violente diatribe, réclame, en effet, la suppression de la messe de minuit « reste des orgies des Egyptiens ». Le 24 décembre 1792, raconte André Bouyala d'Arnaud, conservateur honoraire de la bibliothèque de la ville de Marseille, on ordonne la fermeture des églises à 17 heures. Mais les Parisiens donnent l'exemple au pays et se moquent des arrêtés pris par les admirateurs de la déesse Raison. Ils chassent les gardes municipaux, et, dans toutes les paroisses de la capitale, relate un novelliste, « on messu effrontément ».

Aujourd'hui la Nativité et les santons sont partout. Près des autels et sur la cheminée du salon. Dans les gares et les aéroports. Glissés entre deux bouteilles millésimées. Chez les riches et chez les pauvres. Victoire de l'Incarna-

tion ou de Jean-Louis Agnel? Mais la crèche la plus authentique est celle qui échappe au folklore. Jean Giono raconte : « Je vis [j'avais quatre ans, et le spectacle me bouleversa au point que, par la suite, je l'imitai] la crèche qu'avait faite un soir sinistre de décembre 1899 une pauvre fille assez mal estimée dans le quartier (et même très décriée, chez laquelle on m'avait défendu d'aller, et où je courais quand même sur mes petits pieds parce qu'elle était jolie, triste et parfumée de poudre de riz à la vanille) ».

Il précise : « Cette pauvre fille (dont on disait qu'elle avait mauvaise vie) n'avait pu s'acheter qu'une vingtaine de santons en plus des personnages divins et des rois... Sur la table nue de la cuisine, à même les carreaux (et les trous) de la toile cirée, elle avait posé l'enfant, sans étoile ni comète, et, tout autour, bien serrés contre, dans la même misère rois et peuples mêlés ».

Alors que le travail du bois d'olivier et la vannerie vivent des jours difficiles en Provence, le santon connaît, lui, une véritable renaissance. On peut voir notamment au Salon ouvert à Arles les œuvres de jeunes artistes (comme celle de Jacques Walser par exemple), qui ne manquent ni d'imaginaire ni de délicatesse. La majorité de ces santonniers — environ une centaine — sont installés à Aix-en-Provence, à Auba-

gne, à Marseille ou dans le pays d'Arles. Un artisanat qui reste familial. Les grands ateliers se révèlent exceptionnels.

Le maître santonnier s'astreint à un effort de création permanent. Il pétrir, moule, démarque et livre lui-même. Une vocation anachronique, radicalement différente de ce que vit notre époque. Le souci du Syndicat des santonniers est de défendre l'authenticité de cet artisanat et de la tradition. Mais aussi que ce métier d'art soit — enfin — reconnu comme tel. Les derniers vrais artistes de Noël, que l'on oublie une fois l'Épiphanie passée, souhaitent que la ville d'Arles ouvre un musée pour permettre aux visiteurs des quatre saisons de découvrir leurs œuvres. La « fille du Rhône » saura-t-elle les entendre? Souhaitons-le.

L'espoir au cœur, les santonniers, la nuit de Noël, jettent dans la cheminée une grosse bûche arrosée de vin cuit. Et le chef de famille lance : « A l'an que ven! E se sian pas mal, siéguen pas men... » (A l'an qui vient! Et si nous ne sommes pas plus, que nous ne soyons pas moins.)

JEAN PERRIN.

● Salon international des santonniers, Cloître Saint-Trophime, 35, place de la République, 13200 Arles. Ouvert tous les jours, jusqu'au 5 janvier 1986, de 9 à 12 heures et de 14 à 19 heures. Il est également ouvert aux artistes italiens, canadiens, néerlandais, marocains et anglais.

APRÈS NEW YORK... LA TANZANIE...
ENCORE UN VOYAGE A PRIX ASSOCIATIF!

DÉPARTS 20 DÉC - 3 et 22 JANV. 86

PARIS KILIMANDJARO

A partir de **2960 F** Aller Retour

A LA PORTE DU KENYA

Séjour photos. Raids aventure. Ascension du Kilimandjaro. Les grands lacs et les plages de l'Océan Indien.

54, rue des Écoles. Paris 5^e. Tél. : (1) 46.34.21.17.
2, place Wagram. Paris 17^e. Tél. : (1) 47.63.22.58.

le point
MULHOUSE

Noël toute l'année

Le Salon d'Arles présente uniquement des créations originales. Il n'est pas une exposition-vente. Pour les acheteurs, il existe la Foire aux santons qui a lieu en décembre, à Marseille, aux côtés de Mailhan. Les curieux peuvent découvrir, toute l'année, des crèches et des santons :

— Musée des arts et traditions populaires, route du Maître-Gandhi, bois de Boulogne, Paris-16^e.

— Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, 75001 Paris.

— Musée du Vieux-Marseille, Maison Diamantée, rue de la Prison.

— Musée du terroir marseillais, château Gombert, Marseille.

— Musée Arlesien, rue de la République, Arles.

Enfin, à Aubagne, le syndicat d'initiative présente une crèche animée par les personnages de Marcel Pagnol.

CET HIVER AIR HAVAS BAS LES PRIX!

Palma	à partir de 1 130 F*
Tunis	à partir de 1 465 F*
Marrakech	à partir de 1 690 F*
Tel-Aviv	à partir de 2 150 F*
New York	à partir de 2 490 F*
Montréal	à partir de 2 990 F*

* Tarif A.R. pour un séjour minimum de 7 jours - Conditions générales dans le catalogue Air Havas.

En vente chez Havas Voyages - 58, rue de la Paroisse, 78000 VERSAILLES - Tél. : 49 50 64 19 et dans les 248 agences Havas Voyages.

HAVAS VOYAGES

TELEVISION

Noël, sans plus...

Opéras, opérettes, cinémas et galipettes. De Pavarotti en « Casse-Noisette » sur glace, Noël cette année est gentil, mais sans grand éclat ! Voici cependant une sélection honnête.

Dramatiques, séries...

HELLO EINSTEIN, lundi 23 et 30, 20 h 35, A2.

Il n'y a que le titre de pétillant ! Cette coproduction internationale, qui raconte l'histoire du plus grand physicien du siècle, est simple comme une BD mais d'un... éducatif !

L'AFFAIRE CAILLAUX, vendredi 20, 20 h 35, A2.

Troisième épisode. Le plus grand fait divers du début de ce siècle transformé en une bonne série dramatique avec l'atmosphère, les mœurs de l'époque. Le regard n'est pas politique, mais il y a ce qu'il faut de rebondissement et de passions pour tenir en haleine. Marcel Bozzuffi et Brigitte Fossey, magnifiques !

ESCLAVE ET PHARAON, jeudi 26, 20 h 35, A2.

Quinze siècles avant Jésus-Christ. Un très jeune pharaon (et son armée en déroute dans le désert), sauvé par un esclave. Une fable sur le pouvoir, l'histoire aussi d'une amitié. La complicité de la jeunesse, vaincue par les « dieux », la jalousie et les structures sociales. Un drame superbe filmé dans des couleurs de sable, illuminé par l'éclat bleu des bijoux !

L'ÉNIGME BLANCHE, jeudi 26, 20 h 55, FR 3.

Quatre hommes et une femme enfermés dans un huis clos de neige : un chalet de montagne isolé. Jean Meurt, emporté par une avalanche, mais est-ce bien la montagne qui l'a tué ? Ce n'est pas un mystère policier à l'Agatha Christie, mais un récit psychologique où les relations entre les personnages, des amis de toujours, se compliquent à souhait. Tout en finesse, cette histoire des amitiés illusoires qui ne résistent pas à la passion, à l'ambition, est menée

de main de maître. Jeu exceptionnel des acteurs, notamment Jean Rochefort, Claude Rich et Bulle Ogier.

Divertissements, variétés

LE MOULIN ROUGE, lundi 23, 22 h 10, TF 1.

Le Moulin Rouge des loges à la scène, en passant par les coulisses. Voyage organisé, en suivant le guide Jean-Pierre Cassel, avec comme bouquet final l'apparition du fantôme des lieux : Toulouse-Lautrec.

BYE BYE SHOW BIZ, vendredi 27, 21 h 30, TF 1.

L'histoire du music-hall, revisitée par l'équipe folle du Grand Magic Circus. Hommage et dérision, les gags s'enchaînent à toute vitesse. Le stress, pas le stress...

LES RACONTEURS D'HISTOIRES, vendredi 27, 22 h 55, FR 3.

Des conteurs professionnels (Michel Boujenah, Bernard Haller, Darry Cowl, Sylvie Joly...) réunis autour d'une bonne table s'en donnent à cœur joie, en alternance avec des séquences des meilleurs sketches de Coluche, Michel Galabru, Raymond Devos, etc.

Opéra, musique

LUCIANO PAVAROTTI, dimanche 22, 20 h 35, A2.

C'est le Falstaff du bel canto, l'Orson Welles du lyrique ! Il est immense, énorme, boulimique, agile, triomphal. Trois heures avec le légendaire Pavarotti, au « Grand Éclatier » de Jacques Chancel.



LA SERVATRONA, dimanche 22, 23 h 10, lundi 23, 14 heures, sur Canal Plus.

Une grande première pour cet opéra bouffe de Pergolèse qu'accompagne l'Ensemble musical du Limousin dirigé par Jean-Michel Hassler : le mariage du lyrique et de l'image de synthèse. Une image tridimensionnelle (du tout nouveau à la télévision) associée aux techniques de l'incrustation. Un album de dessins aux couleurs acides, au bleu dominant. Un beau travail d'équipe.

CINOPÉRA, mercredi 25, 22 heures, TF 1.

Pour les fous du lyrique et les timbrés du cinéma. C'est un vrai festival qui propose Eric Lipmann, Levon Sayan et Daniel Toscan du Plantier : dix extraits de films d'opéra : des plus « kitsch » comme la Favorite, de Donizetti, avec Sophia Loren (doublée par Palmira Vitti Marini) ou Pailasse, de Leoncavallo, avec une toute jeune

Gina Lollobrigida (Onella Finelli lui prête sa voix)... à des plus récents comme Carmen, Don Giovanni ou La Traviata vue par Franco Zeffirelli. Il y en a pour tous les goûts.

POUR CEUX QUI AIMENT BACH, jeudi 26, 20 h 35, TF 1 (retransmission simultanée sur France-Musique).

Trois heures avec Bach : une folie ? Pas du tout. On ne voit pas le temps passer. On baigne dans le bonheur. Les sceptiques s'en convaincront. S'ils doutent encore, il leur restera à écouter Herbert von Karajan raconter ses souvenirs, ses passions, ses projets.

Documents

ZÉNITH SPÉCIAL, jeudi 26, 19 heures, en clair, sur Canal Plus.

Portes entrouvertes sur Kensington Palace et la vie privée

(publique aussi) du couple princier britannique. Pour tout savoir (ou presque) de l'intimité de Lady Di et du prince Charles.

LES CINÉMATOGRAPHES LUMIÈRE, du lundi 23 au vendredi 26, vers 20 h 25, A2.

Quelques-uns des films tournés par les frères Lumière il y a presque un siècle ! Menacés de décomposition, quelques cinq cents films ont été restaurés, rénovés, retirés, par les archives du film grâce à l'appui financier d'Antenne 2. On les verra chaque jour présentés sous forme de chronique après le journal de 20 heures. Émouvant.

Enfants

PUNKY BREWSTER, tous les après-midi, vers 16 heures, TF 1.

Abandonnée par ses parents dans un caddy, Punky, non seulement se débrouille toute seule mais prend en charge son tonton. Un feuilleton malicieux.

ÉMILIE JOLIE, mardi 24, 20 h 35, TF 1.

Un conte musical tendre, léger, un peu fou. Emilie Jolie rêve et la fantaisie devient son royaume. Sur des mélodies pleines de charme, Philippe Châtel a conçu un anti-Chantal Goya. Un grand succès repris au Cirque d'Hiver. Costume de Thierry Mugler.

L'HISTOIRE D'UN SOLDAT, mercredi 25, 18 h 45, A2.

Il était une fois un petit soldat qui rencontra le diable et lui céda son violon... Cet ancien conte russe pour enfants, transformé en feu d'artifice par Igor Stravinsky dans les années 20 sur un livret du poète suisse Ramuz, est devenu aujourd'hui un dessin animé attachant grâce au talent du dessinateur new-yorkais Robert Blechman. La musique est interprétée

par le Los Angeles Chamber Orchestra, dirigé par Gérard Schwarz. La poésie des villages russes, puis la trépidation des grandes villes des années folles, avec des clips d'art déco, au jazz et au ragtime. Le tout avec des dessins en pastel, style Sempé. Et la voix de Serge Gainsbourg en diable.

LES CYGNES SAUVAGES et LA REINE DES NEIGES, samedi 21, à 7 h 35 et 14 heures, sur Canal Plus.

Deux dessins animés soviétiques où triomphent l'innocence, les cœurs généreux et chevaleresques.

DOT et LE PÈRE NOËL, mercredi 25, 8 h 20, sur Canal Plus.

Encore un dessin animé venu, cette fois, d'Australie. Un voyage magique à travers la Russie, l'Allemagne, l'Angleterre et le Japon pour y découvrir comment se fête Noël, là-bas.

LA FANTASTIQUE HISTOIRE DE BUGS BUNNY et LE PLUS BEAU CADEAU, mercredi 25, 14 heures et 15 h 30, sur Canal Plus.

Le 25 décembre est décidément jour de gala sur la quatrième chaîne qui propose, encore, ces deux films d'animation aux enfants. Ils découvriront, dans le premier, un Bugs Bunny inhabituel, plus insolent que nature ; dans le second, un conte de Noël intemporel que les plus grands apprécieront aussi.

LES TRIPLÉS, du lundi 23 au vendredi 3 janvier, 20 h 30, en clair sur Canal Plus.

Comment l'esprit vient aux bambins... Une série bien de chez nous.

(Choix fait par Catherine Humblois, Anita Rind et Alain Woodrow).

Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Siclier.

■ A VOIR
■ GRAND FILM

DIMANCHE 22 DÉCEMBRE

Les Fourberies de Scapin ■

Film français de Roger Coggio (1980), avec R. Coggio, M. Galabru, TF 1, 20 h 35 (110 mn).

La pièce de Molière menée à fond de train (décapage, mise en scène) dans les décors de la réalité sociale de Naples, au dix-huitième siècle. Coggio en valet contestataire. Un divertissement culturel.

San Francisco ■

Film américain de W. S. Van Dyke (1936), avec C. Gable, J. Mac Donald (v.o. sous-titrée, N.) FR 3, 22 h 30 (110 mn).

Un patron de boîte de nuit de Barbary Coast s'prend d'une jeune fille qu'il a engagée comme chanteuse. Encore un bel exemple de l'âge d'or hollywoodien du romantisme. Clark Gable perd ses nouvelles insouciance devant la pureté de Jeanette MacDonald, qui chante aussi à l'Opéra. Et puis, il y a le tremblement de terre de 1906. Une reconstitution hallucinante.

LUNDI 23 DÉCEMBRE

Heidi ■

Film suisse de Luigi Comencini (1982), avec E. Sigmund, H. Gretler (N.) TF 1, 20 h 35 (95 mn).

L'amour et l'intérêt que Comencini porte aux enfants donnent à cette adaptation (tournée en Suisse, montagnes, fleurs et forêts) du roman suédois de Johanna Spyri une émotion vraie.

Rue des Cascades ■

Film français de Maurice Delbez (1984), avec M. Robinson, D. Jacquot (N.) FR 3, 18 h 5 (90 mn).

Un jeune garçon de Mémélmontant est jaloux d'un musicien noir installé chez sa mère.

D'après le roman de Robert Sabatier, Alain et le Nègre. Croquis populiste.

Le Champion

Film américain de Franco Zeffirelli (1979), avec J. Voight, R. Schroder, FR 3, 20 h 35 (125 mn).

Un gamin de huit ans veille sur son père, boxeur déchu, et retrouve sa mère qu'il croyait morte. Avec King Victor, en 1931, c'était du grand mélo. Avec Zeffirelli, c'est de l'émotion à chichis, un roman-photo pour un petit cabot.

MARDI 24 DÉCEMBRE

Le Roi et l'Oiseau ■

Film français de Paul Grimault (1979), avec les voix de J. Martin, P. Mazzotti, A2, 22 h 35 (90 mn).

Un roi tyrannique veut épouser de force une bergère qui aime un petit ramoneur. Un oiseau défend leur liberté. Version définitive, retravaillée, admirable, d'un film d'animation de long métrage tiré par Jacques Prévert et Paul Grimault d'un conte d'Andersen au début des années 50. Le triomphe du « réalisme poétique » en dessins animés.

Géant ■

Film américain de George Stevens (1955), avec E. Taylor, J. Dean, FR 3, 23 h 45 (200 mn).

Au Texas, l'employé d'un ranch devient millionnaire du pétrole, sur les terres d'une famille qu'il déteste. Interminable saga, inspirée d'un roman d'Edna Ferber. James Dean dans son dernier rôle. Il y a aussi Liz Taylor et Rock Hudson.

L'Homme qui rétrécit ■

Film américain de Jack Arnold (1958), avec G. Williams, R. Stuart (v.o. sous-titrée, N.).

FR 3, 0 h 45 (200 mn).

La taille d'un homme atteint par un nuage radioactif diminue constamment. Conte de science-fiction par Richard Matheson. Le film prend une allure de cauchemar par les trucages (très réussis).

MERCREDI 25 DÉCEMBRE

Les Aventures du capitaine Wyatt ■

Film américain de Raoul Walsh (1951), avec G. Cooper, M. Aldon, A2, 14 h (96 mn).

1840, en Floride. Une longue poursuite entre une expédition militaire américaine et des Indiens séminoles, au milieu des marais grouilant de serpents et de crocodiles, tient constamment en haleine.

Le Guépard ■

Film italien de Luchino Visconti (1962), avec B. Lancaster, A. Delon, FR 3, 22 h 25 (185 mn).

Après le débarquement de Garibaldi en 1860, un vieil aristocrate sicilien prend conscience de la fin de sa classe et assure l'avenir de son neveu par un mariage bourgeois. Même si Visconti n'a pas son pareil pour reconstituer une époque et peindre, lucidement, l'évolution historique, son cœur bat pour les grandes familles nobles. Le film est superbe. Burt Lancaster aussi.

VENDREDI 27 DÉCEMBRE

Les Chasses du comte Zaroff ■

Film américain d'Ernest B. Schoedsack et Irving Pichel (1932), avec L. Banks, J. McCrea (v.o. sous-titrée, N.) A2, 22 h 55 (95 mn).

Des naufragés sont recueillis sur une île par un chasseur dont la grande passion est la chasse au gibier humain. Ce film d'aventures glissant vers le fantastique et l'horreur fut, en son temps, d'une extraordinaire audace.

CANAL+

SCANNERS ■. — Film américain de David Cronenberg (1980). Le 21/22 à 0 h 35, le 22/23 à 3 h 20.

Epouvante à sensation.

L'AS DES AS ■. — Film français de Gérard Oury (1982).

Le 22 à 18 h, le 25 à 9 h 30, le 26 à 22 h.

Le nazisme tourné en dérision.

LES CHARIOTS DE FEU ■.

— Film anglais de Hugh Hudson (1980). Le 22 à 21 h, le 25 à 22 h 50, le 27/28 à 0 h 05.

Dans les années 20, deux colégiens d'Oxford, un juif et un catholique, deviennent champions de course à pied. Reconstitution très soignée.

RÉVEILLON CHEZ BOB ■.

— Film français de Denys Granier-Deferre (1984). Le 24 à 20 h 30, le 26 à 9 h 05.

Un trio harassé passe la nuit de la Saint-Sylvestre à errer dans un grand ensemble...

LES RIPOUX ■. — Film français de Claude Zidi (1984).

Le 25 à 21 h.

Un flic à l'ancienne et un jeune policier. Amusant.

PARTENAIRES ■. — Film français de Claude d'Anna (1984). Le 26 à 20 h 35.

Un couple de comédiens règle ses comptes pendant les entractes d'une pièce.

LE TRIPOTEUR ■. — Film français de Jack Pinoteau (1957). Le 27 à 21 h.

Cette comédie burlesque fut le triomphe de Darry Cowl.

REPRISES

Pour les films suivants, lire nos commentaires parus dans nos suppléments précédents.

LES FAUVES ■. — Film français de J.-L. Daniel (1983). Le 21 à 8 h 40, le 22/23 à 1 h 25, le 27 à 22 h 35.

L'ÉTÉ PROCHAIN ■. — Film français de N. Trintignant (1984). Le 21 à 10 h 10, le 24 à 8 h 55, le 26 à 15 h 30.

LE GÉNÉRAL DE L'ARMÉE MORTE ■. — Film italien de L. Tovar (1982). Le 21/22 à 2 h 20, le 24 à 15 h 30, le 25/26 à 0 h 50.

LES APRÈS-MIDI DE PAMELA MANN ■. — Film américain de H. Paris (1974). Le 21/22 à 4 h, le 25/27 à 0 h.

LIQUIDEZ L'INSPECTEUR MITCHELL ■. — Film américain d'A. McLaglen (1978). Le 21/22 à 5 h 10, le 24 à 14 h.

AMITYVILLE ■. — Film américain de S. Rosenberg (1979). Le 22 à 7 h 55, le 23 à 10 h.

CONAN LE BARBARE ■. — Film américain de J. Milius (1982). Le 22 à 9 h 50, le 24 à 22 h 05, le 27 à 14 h.

L'AMI DE LA FAMILLE ■. — Film français de C. Pinoteau (1957). Le 22/23 à 0 h, le 24/25 à 0 h 10, le 26 à 10 h 25.

L'INCROYABLE ■. — Film français de J. Boyer (1958). Le 23 à 8 h 40, le 27 à 16 h 05.

LES CAVALIERS DE L'ORAGE ■. — Film franco-yougoslave de G. Vergès (1983). Le 23 à 16 h.

VOUS N'AUREZ PAS L'AL-SACE ET LA LORRAINE ■.

— Film français de M. Monnet (1977). Le 23 à 20 h 35, le 26 à 14 h, le 27 à 8 h 55.

سكرا من الامهل

	Samedi 21 décembre	Dimanche 22 décembre	Lundi 23 décembre
TÉLÉVISION FRANÇAISE 1	<p>8.00 Bonjour la France. 9.00 Partez gagnant. 9.45 5 jours en Bourse. 10.00 Reprise : Performances (diff. le 18 décembre). 10.30 Reprise : Les trois premières minutes (diff. le 18 décembre). 11.00 Haut de gamme, magazine musical (diffusé en simultané sur France-Musique). 12.02 Tournez... manège.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.35 La séquence du spectateur.</p> <p>14.10 Dessin animé : Tout doux Dinky.</p> <p>14.20 Série : Pour l'amour du risque.</p> <p>15.15 Le merveilleux voyage de Nils Holgersson.</p> <p>15.45 Casaque et bottes de cuir. Magazine du cheval et tiré à Vincennes.</p> <p>16.15 Temps X : Une génération sans doute. Le magazine de la science-fiction présente un reportage sur les jeunes adultes de demain.</p> <p>17.10 Série : Sandokan.</p> <p>18.05 Trente millions d'amis.</p> <p>18.30 La route bleue. Magazine de la sécurité routière.</p> <p>18.40 Magazine auto-moto.</p> <p>19.15 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>19.20 Jeu : Anagram.</p> <p>19.40 Cocorococoboy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Tirage du Loto.</p> <p>20.40 Série : Les Colonnnes du ciel. D'après l'œuvre de Bernard Clavel, dialogue J. Prats. Avec J.-M. Richier, J. Philippe, G. Axel.</p> <p>L'action se passe au dix-septième siècle, pendant la guerre de Trente Ans, une guerre qui pousse la population à fuir à travers le comté. Une communauté se réfugie dans le pays de Vaud autour du docteur Blondel.</p> <p>22.15 Droit de réponse : Les pieds dans le plat. Émission de Michel Polak.</p> <p>Avec les journalistes H. Gault, H. Viard, les chefs A. Daguin (l'Hôtel de France), G. Blanc (la Mère Blanc), M. Massia (Restaurant du Marché), les directeurs A. Funaro (Prunier-Madeleine), J.-P. Bucher (groupe Flo), D. Majoncky (Chamagril), le docteur J. Adroit, chef des services vétérinaires d'hygiène alimentaire, P. Vias, du service de la répression des fraudes, C. Pralus, le « père » du sous-sol, D. Carré-Carlat, première femme-journaliste de France, etc.</p> <p>0.00 Journal.</p> <p>0.15 Ouvert le nuit.</p> <p>Série : les Incorruptibles (rediff.).</p>	<p>8.00 Bonjour la France. 9.00 Émission islamique. 9.15 A Bible ouverte. 9.30 La source de vie. 10.00 Présence protestante. 10.30 Le jour du Seigneur. 11.00 Messe à Chevilly-Larue (Val-de-Marne), prédicateur Père François Kabasse. 12.00 Télé-foot 1.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.25 Série : Starzky et Hutch.</p> <p>14.20 Les habits du dimanche.</p> <p>15.00 Sport dimanche.</p> <p>Partage professionnel à Bercy ; Tiercé à Vincennes.</p> <p>16.45 Scoop à la une. Avec Enrica Macias.</p> <p>17.45 Les amis du monde. Pour faire le portrait d'un moine.</p> <p>18.00 Feuilleton : Dallas.</p> <p>19.00 Sept sur sept. Magazine de la semaine de J. Lauzi et Anne Sincère, présenté cette semaine par Jean Lauzi.</p> <p>Invité : le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma : les Fourberies de Scapin. Film de Roger Coggio.</p>	<p>9.20 ANTOPE 1 : 9.30 Canal FIT. 9.45 La Une chez vous : 10.00 Challenges 85 ; 10.30 Croque vacances : 11.30 Les jours heureux ; 12.02 Tournez... manège.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.50 Dessin animé : les Aventures de Tintin (et à 14.40).</p> <p>13.55 Série : La petite maison dans la prairie (rediff.).</p> <p>14.45 Déesse Noël. Dessin animé, feuilleton, variétés.</p> <p>15.45 Feuilleton : Deux ans de vacances (rediff.).</p> <p>17.35 La chance aux châteaux.</p> <p>18.05 Salut les péchés loups (et à 19.15).</p> <p>18.25 Mini-journal pour les jeunes.</p> <p>18.45 Feuilleton : Santa Barbara.</p> <p>19.20 Salut les péchés loups.</p> <p>19.40 Cocorococoboy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma : Heidi. Film de Luigi Comencini.</p>
ANTENNE 2	<p>8.55 Journal des sourds et des malentendants. 9.15 Gym tonique. 9.50 Reprise : Apostrophes (couleurs, saveurs et saveurs, diff. le 20). 11.00 Le journal d'un siècle, de L. Bédot. Édition 1931. 12.00 A nous deux.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.25 Série : Cannon.</p> <p>14.15 Superpétrole.</p> <p>Alba ; Bruno Grimaldi ; Sun City ; Mylène Farmer ; The Korgis ; The Communards.</p> <p>14.50 Les jeux du stade.</p> <p>Tennis : Finale de la coupe Davis (RFA-Suède, à Munich).</p> <p>17.00 Les carnets de l'aventure.</p> <p>« Saxophones et stalactites » (une aventure spéléomusicale) ; « Tant qu'il y aura des eaux » (un rêve de spéléologie autour des grottes du Jercors).</p> <p>18.00 Récré A2.</p> <p>Dorothée et le trésor des Carabes ; Les mondes engloutis ; Téléchat.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.10 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Jeu : La trappe.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Variétés : Demain, c'est dimanche. Émission de G. Louvin, animé par les Charlots et Déniré Nobuch.</p> <p>Around de Mireille Mathieu : le groupe Aha, François Valéry, Renaud.</p> <p>21.55 Les histoires d'Ono'Willie ; Ivanhoé.</p> <p>N° 14 : Femmes en armes. (Rediff.)</p> <p>22.25 Musique : Les enfants du rock.</p> <p>Rock'n'roll graffiti, avec Claude François, Patricia Carli, Ray Charles, Bach Yen et les Beatles ; Portrait de Laurent Voulzy ; Ballade intimiste avec celui qui est « né dans l'gris par accident » ; Rock around the clic : Photographes et musiciens.</p> <p>0.10 Journal.</p>	<p>9.30 Informations et météo. 9.45 Les chevaux du tiercé. 10.00 Récré A2. 10.30 Série : Un seul être vous manque ; 11.30 Entrez les artistes.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.20 Tout le monde le sait.</p> <p>14.30 Série : Le juge et le pilote.</p> <p>15.20 L'école des fans.</p> <p>16.15 Dessin animé.</p> <p>16.30 Kiosque à musique.</p> <p>17.00 Série : Madame le juge.</p> <p>De P. Gondroyer. Avec Simone Signoret (rediff.).</p> <p>18.30 Feuilleton : Maguy.</p> <p>19.00 Stade 2.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Le grand échiquier : Luciano Pavarotti. De J. Chazot.</p> <p>Trois heures avec l'un des monstres sacrés de l'Opéra. Accompagné par l'Orchestre de l'Opéra de Paris, sous la direction de Anton Guadagno, Luciano Pavarotti interprète des œuvres de Donizetti, Verdi, Cui, Puccini.</p> <p>On le retrouvera aussi dans deux extraits de films : avec Livio Bori, organiste, le chanteur l'« Ave Maria » de Schubert. (Lire notre sélection.)</p>	<p>6.45 Télématin. 10.30 ANTOPE 1 : 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2 : 11.35 Itinéraires, de S. Richard : Farfins on le monde noir ; 12.00 Journal et météo ; 12.10 Jeu : L'accélération des neufs.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.30 Feuilleton : Le crime de Mathilde. D'après le roman de Guy de Maupassant (1^{er} épisode).</p> <p>14.00 Aujourd'hui la vie. Chasseurs de pierres.</p> <p>14.55 Série : Switch.</p> <p>15.45 C'est encore mieux l'après-midi.</p> <p>17.30 Récré A2.</p> <p>Image, image : Super Doc ; Latex et Lireli ; Dorothée et le trésor des Carabes ; Tchaou et Greda.</p> <p>C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.10 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Jeu : La trappe.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 Les cinématographes : Lumière. (Lire notre sélection.)</p> <p>20.35 Série : Hello Einstein. De B. Rubinstein et J.-F. Grillon, réal. L. Igles. Avec R. Pichay, M. Esdra, Y. Bessac. (1^{re} partie.)</p> <p>(Lire notre sélection.)</p> <p>22.25 Michel Audiard, 40 ans de cinéma. Émission d'A. Halimi.</p> <p>Un portrait du plus célèbre dialoguiste français, disparu en juillet dernier, à travers les souvenirs des artistes qui l'ont connu : Lino Ventura, Michel Serrault, Jean Carmet, Annie Girardot, Bernard Blier, etc. De très nombreux documents et extraits de films pour illustrer cet hommage.</p> <p>0.00 Journal.</p>
FRANCE RÉGIONS 3	<p>12.15 Connexions, magazine de l'ANPE et de l'ONISEP ; 13.30 Action, magazine de la Fédération nationale de la Mutualité française ; 15.00 Émissions pour les jeunes (Téléfilm : Gros Cubes. Des voleurs s'emparent d'un camion sans savoir que deux enfants sont cachés à l'intérieur ! De la poursuite, du suspense ; 15.55 Fleurs d'été...).</p> <p>16.15 Liberté 3. Magazine des associations.</p> <p>17.30 Émissions régionales.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions. Sauf à 18 h 55, où l'on verra sur tout le réseau la Pamphère rose ; à 19 h 55, les recettes de Gil et Julie.</p> <p>20.04 Disney Channel.</p> <p>Cocktail de dessins animés et de programmes de Disney Channel.</p> <p>La grande soirée familiale : les aventures de Winnie l'ourson, Mickey, Zorro, Donald et, trésors de la soirée, les DTV, les vidéo-clips, montages inédits de dessins animés sur les plus grands « tubes » des vingt dernières années.</p> <p>21.50 Journal.</p> <p>22.15 Feuilleton : Dynastie.</p> <p>Le problème de l'identité du père d'Amanda reste entier, sans parler de l'affaire crapuleuse nœudée par Alexis.</p> <p>23.05 Musiclub.</p> <p>« Puer Natus est », d'Olivier Messiaen, diffusé simultanément en stéréo sur France-Musique.</p>	<p>9.00 Debout les enfants ; 10.00 Musique ; 12.00 Surf casting ; 12.25 Jazz off, avec Patrice Caratini ; 12.35 Parc régional ; Corse.</p> <p>13.00 Paris-Kiosque.</p> <p>14.20 Chanson-puzzle.</p> <p>15.00 Émissions pour les jeunes.</p> <p>17.30 Émissions.</p> <p>Avec Night Mare, Ubik, Sting...</p> <p>18.00 Culture Clap.</p> <p>Magazine de la culture qui bouge, réalisé par D. Populus ; invité : Francis Mayor ; au sommaire : la musique en chiffres, le design sonore.</p> <p>18.30 Jeu : Documents secrets. Avec Pierre Bellemare.</p> <p>19.10 Émission pour les jeunes.</p> <p>RFO hebdo.</p> <p>20.00 Série : Beverly Hills.</p> <p>20.35 Macadam.</p> <p>Show Pascal Daniel, avec X. Bonnefoy, J.-F. Darras, C. Lahaye, N. Dren.</p> <p>21.30 Espace francophone.</p> <p>Magazine d'expression française de D. Gallo.</p> <p>Deuxième partie d'une série consacrée à la francophonie dans le Pacifique. L'histoire de la Nouvelle-Calédonie du dix-neuvième siècle à nos jours.</p> <p>22.05 Journal.</p> <p>22.30 Cinéma de minuit : San Francisco. Film de W.-S. Van Dyke (cycle : hommage à Clark Gable). Prélude à la nuit.</p> <p>« Pauvre diable... C'est Noël » de C. Gouguène, par P. d'Hollander, V. Geminiani et le compositeur.</p>	<p>15.00 Émissions pour les jeunes.</p> <p>Le Noël de Pégé-Male et le berger de la Lande.</p> <p>16.00 Télévision régionale.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions, sauf à 16 h 55, où l'on verra sur tout le réseau le film de Maurice Delbez : Rue des Castors ; à 17 h 35, Actualité de jadis ; à 17 h 45, La mémoire aux images ; à 18 h 55, la Pamphère rose ; à 19 h 55, Un journaliste un peu trop voyant.</p> <p>19.55 Dessin animé : les Entrecuets.</p> <p>20.05 Tous en piste (un différé du cinquième Grun).</p> <p>20.35 Cinéma : le Champion. Film de Franco Zeffirelli.</p> <p>22.35 Journal.</p> <p>23.00 Théâtre : Sarah et le cri de la langouste.</p> <p>De J. Murrell, mise en scène et adaptation de G. Wilson, enregistré au théâtre de l'Œuvre à Paris en octobre 1982. Avec D. Seyrig et G. Wilson.</p> <p>« Mémoire », titre original de la pièce, met en scène Sarah Bernhardt à la fin de sa vie, et son secrétaire Georges Pitou. Georges Wilson (le secrétaire) va ainsi mimer les personnes à qui l'actrice a eu affaire (sa mère, son jeune mari, un terrible impresario...) pour relancer ses souvenirs. Le dialogue est vif, gai, brillant, les numéros d'acteurs de Wilson et Delphine Seyrig sont irrésistibles.</p> <p>0.45 Prélude à la nuit.</p> <p>« Voies », de Claude Debussy, par P. Roger au piano.</p>
PÉRIPHÉRIE	<p>RTL, 20 h, Anno Domini, de V. Labello ; 21 h, Télématin : le code Rébecca ; 22 h 40, Charles Aznavour au Châtelet.</p> <p>TMC, 20 h, Feuilleton : Knight rider ; 21 h, Série : Masada ; 22 h 35, Monte-Carlo zoom ; 22 h 55, Sky Trax.</p> <p>RFB, 20 h, Le jardin extraordinaire ; 20 h 55, Le Cavalier électrique, film de S. Pollack ; 22 h 30, Jeu : Le mot de la fin.</p> <p>TSE, 20 h 5, Feuilleton : Magny ; 20 h 30, Polar du samedi soir : Banco, film de G. Englund ; 22 h 25, Concert USA for Africa ; 23 h 15, le film de minuit : Johnny Guitare, de N. Ray.</p>	<p>RTL, 20 h, Anno Domini ; 21 h, Télématin : le code Rébecca ; 21 h 45, Journal ; 21 h 55, Grand écran (actualité du cinéma).</p> <p>TMC, 20 h, Série : Madame et ses flics ; 21 h, Série : Masada ; 22 h 30, Forum RMC ; 22 h 55, Sky Trax.</p> <p>RFB, 20 h 5, Attachez vos ceintures ; 21 h 10, Téléfilm : Quatre Plumes blanches.</p> <p>TSE, 20 h 5, Série : Maître du jeu ; 20 h 50, Autant en emporte le vent, film de V. Fleming.</p>	<p>RTL, 20 h, Anno Domini ; 21 h, Nemo, film de A. Salignac ; 22 h 40, Journal ; 22 h 50, Les concerts du Chevalier Rock.</p> <p>TMC, 20 h, Solstice d'été, film de R. Rosenthal ; 21 h, les Fourberies de Scapin, de Molière ; 22 h 55, Sky Trax.</p> <p>RFB, 20 h, Ecran-témoignage : Torsion, l'homme-éponge, film de J. Darak, suivi d'un débat : le culte du corps.</p> <p>RTB-TÉLÉ 2, 20 h 5, Magazine : le temps retrouvé (quels rendez-vous à la cuisine ?) ; 20 h 35, Théâtre vallois : Deux enfants ne se souviennent pas ; 21 h 35, Chansons souvenirs.</p> <p>TSE, 20 h 5, Le cinéma change ; 21 h 15, Victor Victoria, film de B. Edwards.</p>

Mardi
24 décembre

9.20 ANTIOPE 1 : 9.30 Canal FIT ; 10.15 La Une chez vous ; 10.30 Croque-vacances ; 11.30 Les jours heureux ; 12.02 Tourné... manège.

13.00 Journal.

13.50 Dessin animé : Les Aventures de Tintin (et à 14 h 40).

13.55 Série : La petite maison dans la prairie (redif.).

14.45 Destination Noël.

Dessins animés, variétés, feuilletons.

16.30 Feuilleton : Deux ans de vacances (redif.).

17.30 La chance aux chansons.

18.00 Salut les petits loups (et à 19 h 15).

18.30 Mini-journal pour les jeunes.

18.45 Feuilleton : Santa-Barbara.

19.40 Cocoricocoboy.

20.00 Journal.

20.30 **Emilie Jolie.**
Conte musical de P. Chastel, mis en scène R. Fortin, avec E. Navarro, P. Gregory, G. Garcia...
(Lire notre sélection.)

21.50 **Noël vagabond.**
Émission de R. Giguère et M. Sora. En direct de la Maison de l'Art à Marseille.
Des extraits de la « Pastorale Maurel », avec le pianiste Pierre Barbizet et son fils Yvan, le comédien Marcel Maréchal, l'écritain Yvan Audouard, l'éditrice Joanne Laffitte, les chanteurs Daniel Balavoine, Anne Sylvestre, Nicole Croisille...

23.55 Messe de la Nativité.

Mondovision, en direct de la basilique Saint-Pierre de Rome.

1.30 Dix mille chanteurs à Bercy.
En juillet dernier, une chorale de dix mille jeunes chanteurs donnait une série de concerts à Bercy.

Mercredi
25 décembre

8.30 Croque-vacances ; 9.00 Foi et traditions des chrétiens orientaux ; 9.00 Orthodoxie ; 10.00 Présence protestante ; 11.00 Le Jour du Seigneur : messe, en Eucharistie, depuis l'abbatiale Saint-Sauveur de Montivilliers (Seine-Maritime), prédicateur Père André David ; 12.00 Mondovision en direct de Rome : bénédiction Urbé et Orbi, par le pape Jean-Paul II ; 12.35 Tourné... manège.

13.00 Journal.

13.30 Dessin animé : Les aventures de Tintin (et à 14.25).

13.35 Série : La petite maison dans la prairie (redif.).

14.30 Destination Noël (et à 15.35).

Dessins animés, variétés, feuilletons.

15.25 Quarté en direct de Vincennes.

16.20 **Téléfilm : le Facteur de Fontcabrette.**
De R. Bernard, avec M. Sarcey, S. Martina, M. Amyl... (redif.).
Ce facteur d'un petit village de Provence voudrait n'apporter que des bonnes nouvelles, mais il y a ces lettres anonymes, celles du percepteur... Le facteur de Fontcabrette agit en conséquence. Il prend des risques énormes, mais c'est Noël, l'histoire ne peut donc que bien se terminer.

17.35 La chance aux chansons.

18.05 Salut les petits loups (et à 19 h 15).

18.35 Mini-journal pour les jeunes.

18.50 Série : Santa-Barbara.

19.35 Loto sportif.

19.40 Cocoricocoboy.

19.53 Tirage du Tiro-o-tac.

20.00 Journal.

20.30 Tirage du Loto.

20.35 Spectacle sur glace : Casse-noisette.
Musique de Tchaïkovski, par l'Orchestre philharmonique national, avec D. Hamill, R. Cousins, L. Green, E. Reed...
Une fable qui commence dans la couleur locale réaliste d'un milieu bourgeois et se termine dans le monde de l'imaginaire. Un ballet féerique dansé par les plus grands patineurs du monde.

22.00 **Cinopéra.**
Émission d'Eric Lipmann, Levon Sayan et Daniel Toscani du Placard.
(Lire notre sélection.)

23.30 Journal.

23.45 Boîte à jazz.

Jeudi
26 décembre

9.20 ANTIOPE 1 ; 9.30 Canal FIT ; 10.30 Croque-vacances ; 11.30 Les jours heureux ; 12.02 Tourné... manège.

13.00 Journal.

13.50 Dessin animé : les Aventures de Tintin (et à 14 h 35).

13.55 Série : La petite maison dans la prairie (redif.).

14.40 Destination Noël.

Dessins animés, variétés, feuilletons.

16.30 Feuilleton : Deux ans de vacances (redif.).

17.30 La chance aux chansons.

18.00 Salut les petits loups (et à 19 h 15).

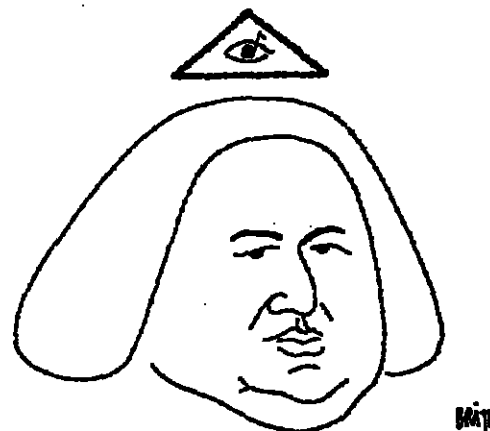
18.30 Mini-journal pour les jeunes.

18.45 Série : Santa-Barbara.

19.40 Cocoricocoboy.

20.00 Journal.

20.35 **Pour ceux qui aiment Bach.**
Émission d'E. Lipmann, réal. J.-P. Barizien (en simultané avec France-Musique).
(Lire notre sélection.)



23.40 Journal.

23.55 Boîte à jazz.

TÉLÉVISION
FRANÇAISE

1

6.45 Télématin. 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2.

11.35 Les carnets de l'aventure : La peur contre la gloire (saut à moto dans les gorges du Verdon). 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : l'Académie des neuf.

12.45 Journal.

13.30 Feuilleton : Le crime de Mathilde.

14.00 Aujourd'hui la vie.

L'éternel retour de la comète.

15.00 Série : Switch.

15.50 C'est encore mieux l'après-midi.

17.30 Récré A 2.

Image imagine : C'est chouette : Latulu et Lireli ; Dorothée et le trésor des Caraïbes ; Le carnet de bord de l'école en bateau ; Les mondes engloutis...

18.30 C'est la vie.

18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19.15 Émissions régionales.

19.40 Jeu : la Trappe.

20.00 Journal.

20.25 Les cinématographes Lumières.
(Lire notre sélection.)

20.35 **SPECIAL MARDI CINÉMA.**
De P. Tchernia et J. Rouland.
Noël au balcon : une sélection de « Caméras invisibles » européennes : Voyage au pays des dessins animés : Popeye, Tom et Jerry, les délinquants inventions du cinéaste Charlie Bowers...

22.35 **Cinéma : le Roi et l'Oiseau.**
Film d'animation de Paul Grimault.

23.55 **Variétés : Le cinéma chante.**
De C. Defaye, A. Bloch, C. Cécin.
Les plus grandes stars du cinéma mondial interprètent les chansons des films qu'elles ont tournés ; des vedettes du music-hall qui ont fait du cinéma seront les invités de cette soirée de gala organisée par la télévision suisse romande. Avec, entre autres, Nastassja Kinski, Robert Charlebois, Marlene Jobert, Alain Souchon, Shirley Maclaine...

6.45 Télématin. 9.15 Récré A 2 (Heidi ; Latulu et Lireli ; Tchaou et Grodo ; Caméra off : Johan et Piriout ; Bibifoc ; l'Empire des Cinq ; X'or ; Les Shadoks...). 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'Académie des neuf.

12.45 Journal.

13.30 Feuilleton : le Crime de Mathilde.

14.00 **Cinéma : les Aventures du capitaine Wyatt.**
Film de Raoul Walsh.

15.40 SVP Disney.

16.45 Récré A 2.

Les Pouppies, Clémentine, Pour faire une chanson, Noël à l'Elysée.

18.45 Dessin animé : Histoire d'un soldat.
(Lire notre sélection.)

19.40 Jeu : la Trappe.

20.00 Journal.

20.30 Les cinématographes Lumières.
(Lire notre sélection.)

20.35 **Téléfilm : le Révolté.**
De J. Bouchaud, réal. D. Losset, avec M. Barrier, J.-P. Bagot...
La nuit de Noël de cinq agents de police et de ceux qu'ils rencontrent. Situations cocasses et hautement improbables ! Opérette : Ciboulette.

21.55 **Cinéma : l'Opéra de Monte-Carlo.**
De R. Hahn, d'après R. de Fiers et F. de Croisset, avec le concours de l'Opéra de Monte-Carlo et de l'Opéra de Montpellier, et M. Robinson, F. Perrot, J. Jansen, A. Normand, A. Host... (En simultané avec France-Musique).
Nouvelle conception d'une opérette très populaire où les dialogues ont été modifiés. Toute l'histoire est revue et racontée par son auteur, Reynaldo Hahn, et l'on assiste à la création de l'œuvre.

0.10 Journal.



6.45 Télématin. 10.30 ANTIOPE. 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2 ; 11.35 La télévision des téléspectateurs ; 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : l'Académie des neuf.

12.45 Journal.

13.30 Feuilleton : Le crime de Mathilde.

14.00 Aujourd'hui la vie.

Des auteurs et vous.

15.00 Série : Switch.

15.50 C'est encore mieux l'après-midi.

17.30 Récré A 2.

Image imagine : Mes mains ont la parole ; Terre des bêtes (le koala) ; Les mondes engloutis...

18.30 C'est la vie.

18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19.15 Émissions régionales.

19.40 Jeu : la Trappe.

20.00 Journal.

20.25 Les cinématographes Lumières.
(Lire notre sélection.)

20.30 D'accord, pas d'accord (INC).
Les produits de Noël.

20.35 **Téléfilm : Esclave et Pharaon.**
De P. Mounier, scénario et dialogues G. Brach.
(Lire notre sélection.)

22.00 Magazine : Actions.
De M. Honorin, F.-M. de Vireux et G. Morin.
Au sommaire : Parlons d'argent (les démarches à faire pour obtenir des déductions fiscales) ; coup de pouce à une entreprise ; donnant-donnant (trois accords sociaux d'entreprise) ; le choix des téléspectateurs ; titres en jeu ; complément d'enquête.



23.15 Journal.

23.35 Sports : Hockey sur glace.
Le Tournoi de Paris.

ANTENNE

2

15.00 **Téléfilm : Prune-des-Bois.**
De Marc Lévy.
Une bande de joyeux petits lurons découvre un bébé dans la forêt. Après avoir baptisé le bébé Prune-des-Bois, ils décident de s'en occuper eux-mêmes...

16.25 Émissions pour les jeunes.

17.00 **Télévision régionale.**
Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 heures, où l'on verra, sur tout le réseau, Une vie en chanson ; à 17 h 15, Dynastie ; à 18 h 55, la Panthère rose ; à 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

19.55 Dessin animé : Les Entrecatchés.

20.05 Tous en piste (en direct du Cirque Gruss).

20.30 La dernière séance.
Actualités de 1956 : Eddy Mitchell annonce le premier film ; à 23 h 50, réclames de l'époque ; Tom et Jerry ; Tex Avery ; Attraction ; annonce du deuxième film.

20.35 **Premier film : Géant.**
De George Stevens.

0.20 Journal.

0.45 **Deuxième film : L'homme qui rétrécit.**
De Jack Arnold.

2.05 Prélude à la nuit.
Laudate pueri, de Mendelssohn, interprété par les Chœurs Harfa de Varsovie.

14.55 Émissions pour les jeunes.

17.00 **Télévision régionale.**
Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h 5, où l'on verra sur tout le réseau La vie en chansons ; à 17 h 15, La fièvre des mandibules ; à 17 h 30, Fraggle rock ; à 18 h, Dessine-moi une chanson ; à 18 h 5, Une nuit de Noël à Stori-cheheim ; à 18 h 55, Croque-soleil ; à 19 h, Crèche ; à 19 h 5, Cosmic Christmas ; à 19 h 30, La grève de sapins ; à 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

19.55 Dessin animé : les Entrecatchés.

20.05 Tous en piste.

20.30 Benny Hill.

20.55 **Variétés : Les totems du Breton.**
Émission de J.-L. Fouquier et J.-P. Capdevielle.
Avec le groupe Téléphone, Yves Simon, Bill Baxter, Diane Tell, Angel/Maimone Entreprise...

21.55 Journal.

22.25 **Cinéma : le Guépard.**
Film de Luchino Visconti.
Nouvelles du « Monde ».
Une série de sept émissions adaptées de nouvelles parues dans nos colonnes. Ce soir, « Les Deux Nouveaux », d'Alain Elkann (Italie).
L'approche de Noël deux nourrices organisent la rencontre de deux êtres solitaires, un petit garçon obèse et amoureux et un vieux professeur aveugle et lunaire.

0.15 Prélude à la nuit.
« Air » de Gluck, par les Douze Violons de France.

15.00 Émissions pour les jeunes.

17.00 **Télévision régionale.**
Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 heures, où l'on verra sur tout le réseau Une vie en chansons ; à 17 h 30, Edgar, le détective cambrioleur ; à 18 h 55, la Panthère rose ; à 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

19.55 Dessin animé : les Entrecatchés.

20.05 Tous en piste.

20.30 Benny Hill.

20.55 **Téléfilm : l'Enigme blanche.**
D'après le roman de R. Gouze, adapt. C. Veillot, réal. P. Kassowitz, avec J. Rochefort, B. Ogier, C. Rich, B. Cremer...
(Lire notre sélection.)

22.30 Journal.

22.55 Concert : Murray Head.
Enregistré au Palais des sports de Toulouse, le 13 octobre 1984.
Chansons tendres et romantiques, avec parfois un soupçon de mélancolie.

23.45 **Nouvelles du « Monde ».**
Une nuit agitée de Pierre Grispari (France).
Le soir de Noël, la permanence d'un commissariat de quartier. A mesure que la nuit s'avance, on voit surgir d'étranges personnages...

0.00 Prélude à la nuit.
Dans ma maison, Paris at night, la Pêche à la baleine, de J. Kosma, par J.-C. Benoît, chant, et B. Ringissen, piano.

FRANCE
RÉGIONS

3

• RTL, 20 h, Les Trois Mousquetaires, film de R. Lester ; 21 h 50, Mégaaventure en Terre sainte ; 23 h 55, Messe de minuit, à la cathédrale Saint-Pierre de Rome, célébrée par le pape Jean-Paul II.

• TMC, 20 h, Une gelée à Harlem : Gospel Caravan ; 21 h, Cancon, film de W. Lang ; 22 h 55, Les Quatre Saisons, de Vivaldi ; 23 h 55, Messe de minuit (en direct de Saint-Pierre de Rome).

• RTL, 20 h, Bilet de faveur : Cyrano de Bergerac, d'E. Rostand ; 23 h 25, Chansons de Noël ; 23 h 55, Messe de minuit (en direct de Saint-Pierre de Rome).

• TSR, 20 h 15, A la poursuite de l'étoile, film de E. Otmé ; 22 h 20, The Love of God (programme de gospel) ; 23 h 10, Vêpres ; 23 h 55, Messe de minuit (en direct de Saint-Pierre de Rome).

• RTL, 20 h, Anno Domini ; 21 h, Michel Sardou en concert ; 21 h 55, Rétrospective de l'année 1985.

• TMC, 20 h, Show Henri Salvador ; 21 h, la Belle de Cadix, opérette de F. Lopez ; 23 h, Sky Trax.

• RTL, 20 h, Série : les Enfants de septembre ; 20 h 30, Don Giovanni, film de J. Losey.

• TSR, 20 h, la Dame du désert, conte musical ; 21 h 30, Un diable de musicien ; 23 h, Brigadoon, film de V. Minnelli.

• RTL, 20 h, Anno Domini ; 21 h, les Quatre Mousquetaires, film de R. Lester ; 22 h 50, Journal.

• TMC, 20 h, Série : Espion modèle ; 21 h, le Retour de la panthère rose, film de R. Edwards ; 23 h 5, Sky Trax.

• RTL, 20 h, New York 1997, film de J. Carpenter ; 21 h 40, Le monde du cinéma ; 22 h 55, Un autre regard.

• RTL-TELE 2, 20 h, Histoire : Elle n'a régné que deux fois (à l'occasion du 50^e anniversaire de la mort de la reine Astrid) ; 20 h 50, Document musical : la Momoie au fil du temps ; 21 h 50, Concert : Musique et paix (Bruckner).

• TSR, 20 h, Temps présent : le mythe Elvis Presley ; 21 h 10, Série : Dynastie ; 22 h 15, le Rock du bain, film de R. Thorpe (avec E. Presley).

PÉRIPHÉRIE

**TÉLÉVISION
FRANÇAISE**

ANTENNE
2

**FRANCE
RÉGIONS**

PÉRIPHÉRIE

SAMEDI 21 DÉCEMBRE

DIMANCHE 22 DÉCEMBRE

France-Culture

LUNDI 23 DÉCEMBRE

MARDI 24 DÉCEMBRE

France-Musique

LUNDI 23 DÉCEMBRE

MARDI 24 DÉCEMBRE

MERCREDI 25 DÉCEMBRE

JEUDI 26 DÉCEMBRE

MEMBERS DE DÉCEMBRE

JEUDI 26 DÉCEMBRE

JEAN-PIERRE LÉVY 27 DÉCEMBRE

1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 26

VENDREDI 27 DÉCEMBRE

2.00	Les maîtres de France-Musique : Opéra de Paris identifiés.
7.10	Révéler maîtres, œuvres de Telemann, Schickelhard, Lully, Offenbach, Corneille, Beethoven...
9.06	Le monde de la musique : Anglaises, les voix des célestes.
12.00	Le temps du jazz : nouveau retour sur Coleman Hawkins.
12.30	Le monde de la musique : le 23 mars au Grand auditorium : œuvres de Mendelssohn, Donizetti, Fauriel, Gounod, par le Grand Théâtre, P. Müller, voir le 1. F. Bus, plus.
13.40	Les sonnettes de Scarlatti, par Scott Ross.
14.02	Reprises contemporaines : collections des musiques d'aujourd'hui, œuvres de Boucourechiev et Mavro.
15.00	Histoire de la musique.
16.00	Le monde de la musique : France-Musique : concert à Carnegie Hall, jazz avec Goodman, Duke Ellington, Ella Fitzgerald...
18.02	Les chants de la tradition, magazine du monde de la musique traditionnelle et populaire.
18.30	Jazz d'aujourd'hui : dernière édition.
19.10	Le monde en dialogue, magazine de musique ancienne.
20.04	Avant-concert.
20.30	Concert (donné le 12 décembre à l'église Saint-Servais) : « Fauriel, Beethoven et de Schütz, « Suite du 2 ^e ton », de Le Bique « Fauriel » en 1 ^{er} mineur », de Beethoven, « A Solo Ortu » de Grigny, « Passacalle » en ut mineur « Fauriel » de J.S. Bach, « Suite BWV 1023 » de J.S. Bach, « Fauriel » au 30 ^e min », de J.S. Bach, et fugue en ut mineur de Saint-Servais par Jean Charles Adriaux à l'église.
22.20	Les maîtres de France-Musique : Les Pêcheurs de perles ; 30 h musique traditionnelle, le jazz.

Classique

« Le Couronnement de Poppée »,
par Malgoire

Authentique ? Apocryphe ? Le Couronnement de Poppée n'en finit pas de faire problème pour le petit monde de la muséologie. En tout cas, en l'absence de document radical en faveur de la seconde thèse, il convient de s'en tenir à la théorie la plus vraisemblable (en l'état actuel du dossier). Le Couronnement paraît bien être le fruit d'un travail d'atelier, l'équivalent de ce que les peintres du temps appelaient une *scuola* (à Venise ou ailleurs), un ouvrage supervisé par Monteverdi et qui, comme tel, ne peut pas être cet opéra en quatre d'actes que certains enlèvent allègrement au vieux maître pour l'attribuer à Cavalli, Marini ou quelques autres. Car la marque du génie est là, indiscutable, qui en fait le « chef-d'œuvre absolu des théories monteverdiniennes », ainsi que l'a très bien observé Jean-Claude Malgoire.

Aussi bien, celui-ci se propose seulement de suivre une piste : celle du manuscrit de Naples (qui dure près de quatre heures). Travail d'interprètes, comme il le souligne, et non de muséologues : cet enregistrement est comme le duplicata de la production, restée mémorable, de l'Atelier de Tourcoing dans la mise en scène de Martinoty qui ironisait et distillait personnages et sentiments, mais dans un tourbillon d'imagination, de liberté, d'intelligence.

Au vertige baroque d'Hammoncourt, peut-être trop « shakespearien », Malgoire répond en jouant également à fond le jeu du théâtre. Sans doute est-il marqué par le

scottisme fondamental de la vision de Martinoty. Reste que dans un même élan même si la Grande Ecurie sonne dans une perspective moins opulente, sinon moins convaincante, que les virtuoses du Concertus Musicus. Le chant, d'ailleurs, est peut-être le meilleur atout du présent album, avec un encadrement anglo-saxon, comme il se doit (le ténor de John Elwes, le Sébastien de Grégory Reinhardt).

Mais la jeune génération de chez nous fait mieux que donner le change. Parfaitement armée quant à la technique, Colette Alliot-Luguez, Philippe Cantor, Michel Laplante, Gérard Lesne et Dominique Visse — celui-ci affûté comme une lame dans les rôles de l'Amour et du Valet — réussissent d'étonnantes caractérisations psychologiques et prouvent qu'il faut désormais compter avec eux dans la réinterprétation de l'opéra primitif.

Équilibrant au plus juste les exigences de l'expression et le pouvoir de la musique, cette version nouvelle, la plus complète aussi de la discographie, peut être légitimement présentée à l'approche d'Hammoncourt, qui dit sans doute toute l'urgence du drame et sa charge d'émotion, mais dans une perspective moins réaliste et en définitive moins vraisemblable que la Française.

ROGER TELLART.

● Quatre disques CBS, 14 M 39 723.

« La Femme sans ombre »
par Karl Böhm

Böhm dans Richard Strauss, qu'il a si bien compris et dont il a tant contribué à faire comprendre l'œuvre, Böhm dans l'au-delà de sa maturité (1977), définitivement assuré dans ses certitudes : la rigueur primant la fantaisie, la discipline d'ensemble primant l'affirmation des individualités, le respect de ce qui est écrit freinant les éventuelles inventions de qui fit « à neuf ». Mais aussi Böhm dans l'accomplissement de ses thèses longtemps éprouvées : l'attention méticuleuse, presque maniaque, aux détails ; l'économie austère de moyens et d'effets ; le murmure d'une vision intérieure préférée aux éclats du spectaculaire. Du coup, cette œuvre sonore qu'est toujours peu ou prou l'opéra straussien, sans rien oublier de ses violences, bruit de nuances et de délicatesses qu'on cherche souvent en vain ailleurs.

Enregistrée en public, cette *Frau ohne Schatten*, l'une des œuvres les plus allégoriques de Strauss (un livret de Hofmannsthal à la limite de l'étouffement symbolique) et l'une des plus cruelles pour les voix (des tessitures tendues, écartelées, essoufflantes), trouve là l'une de ses plus stupéfiantes exécutions. L'urgence de la scène, l'intensité donnée par des chanteurs de format

ALAIN ARNAUD.

● Trois disques DG, 415 472.

L'œuvre d'orgue de Vincent Lübeck

Parmi les continuateurs de Buxtehude, chef de file de l'école d'orgue nord-allemande, Vincent Lübeck (1658-1740) eut une carrière glorieuse à la tribune de Saint-Nicolas de Hambourg, surtout célèbre pour la qualité de ses concerts spirituels du samedi.

Comme son aîné, Lübeck se complait dans les grandes architectures des Préludes et fugues, agitées de bourrasques, de traits tourmentés qui n'ont rien à envier à la vitalité buxtéhudienne. Et la facture de l'écriture est d'un maître, avec ses thèmes superbement classés, ses rythmes conquérants et ce savoir-faire contrepointique, qui hausse, par exemple, *Prélude et fugue en sol mineur* aux dimensions du chef-d'œuvre. Sans oublier la

virtuosité hautement baroque du choral *Ich ruf zu dir Herr Jesu Christ*, où Lübeck soutient la comparaison avec Bach lui-même.

Reste à présent à saluer les fulgurances, le lyrisme et le spiritualité éperdue de la version sublime — il n'y a pas d'autre mot — que Michel Chapuis signe en 1970 sur l'orgue historique d'Altanbruch (près de Cuxhaven). Ce disque habité, qui fait honneur au chef de file de l'école d'interprétation française, réapparaît aujourd'hui, avec des sonorités plus fraîches que jamais pour une seconde carrière au catalogue.

R. T.

● Astrée-Aurville, AS 92.

Chant grégorien pour la fête de Noël

La tradition bénédictine du plain-chant est voisine en Allemagne de ce qu'elle est chez nous. En d'autres termes, le chœur de moines de l'abbaye de Münsterschwarzach, dirigé par le Père Godhard Joppich, privilège la même esthétique sereine et harmonieuse que son homologue fameux de Saint-Pierre de Solesmes.

Bien évidemment, la liturgie de Noël à travers la propre des première et troisième

messes du jour — impose un climat festif qui ajoute aux certitudes du fidèle le regard ébloui de l'enfance. Et les qualités de musicalité et de discipline des interprètes ne se démentent pas tout au long de ce bel enregistrement, tout frémissant d'humaine tendresse, de joie naïve.

R. T.

● Archiv Produktion, 410 658.

Deux quatuors inédits de Sibelius

Avant d'aborder l'orchestre, Sibelius composa et fit entendre durant ses années d'études un assez grand nombre d'œuvres de musique de chambre qui ensuite restèrent inédites et ne furent plus jouées de son vivant.

Comme souvent en pareil cas, on est en train de les redécouvrir, ce qui nous vaut d'abord deux *Quatuors à cordes* écrits en 1888-1890, et respectivement en la mineur (sans opus) et en si bémol majeur (opus 4). Ces ouvrages en quatre mouvements, et avoisinant chacun la demi-heure, ressemblent assez peu au quatuor *Voces Intimes* de 1909, la seule partition de chambre de grande envergure de la maturité de Sibelius, mais n'en constituent pas moins un très précieux enrichissement du répertoire. Sans doute n'est-il pas toujours aisé d'en deviner l'auteur, mais chaque nouvelle audition rend ces quatuors plus attachants.

C'est de la musique dense et bien écrite, débordant d'idées, évoquant parfois en passant Schubert ou Brahms, au parfum scandinave assez discret, et rejoignant souvent la tradition française la plus épurée. Typiques de Sibelius apparaissent néanmoins les fins abruptes de certains mouvements (adagio du Quatuor en la mineur, presto-vaive de celui en si bémol).

Ce très beau disque, interprété par le Quatuor de l'Académie Sibelius, fait partie d'un groupe de trois

MARC VIGNAL.

● Sibelius, distr. Disco-Shop, FAD 345.

● England-Kokkonen, distr. Disco-Shop, FAD 335.

● Sallinen, distr. Disco-Shop, FAD 346.

« Slave to the Rhythm », de Grace Jones

Slogan ou profession de foi ? « Esclave du rythme » est en tout cas la formule choc qui titre l'album en forme de biographie de Grace Jones. Il faut porter la suffisance avec une belle aisance pour se livrer à ce genre d'exercice sans risquer de ployer sous un tir fourni de quolibets. Du jamais entendu. Sur deux faces, Grace Jones met sa vie, son histoire, en vedette selon un parcours orchestré par Trevor Horn.

Illustrés à travers des interviews de Miss Citroën et une narration de Ian McShane, la naissance en Jamaïque, la rencontre avec Jean-Paul Gaudé, la découverte du milieu de la mode, la musique, le cinéma, ont été mis en musique par le génial producteur de Frankie Goes To Hollywood, Propaganda et l'écurie ZTT. A charge pour l'auditeur de savoir si la substance du jeu en vaut la chandelle. La Grace philosophe : « L'action n'est pas la vie, mais une façon de gaspiller une force » ; ou encore, « la morale est la faiblesse de la cervelle ».

ALAIN WAIS.

● Pathé Marconi, 240447 1.

Jazz

Humour

Le grand livre rouge de Raymond Moretti et Franck Ténor. Des peintures où l'éclatant des couleurs paradoxalement s'unit à la rigueur, à la méticuleuse précision du trait. Tout le talent de Moretti. Et un très beau texte de Franck Ténor, qui, d'abord, en dit plus en quelques lignes sur la musique afro-américaine que beaucoup d'auteurs de traités opulents, et qui, tout au long de l'ouvrage, puissamment illustré, raconte l'histoire d'une

musique du point de vue de l'observateur et de l'acteur qu'il fut au fil des années.

Un humour, une intelligence, une passion — et une raison — peu communs semblent confiés au luxueux boîtier, comme une leçon de vie destinée à être préservée, maintenue à l'abri, pour l'avenir.

LUCIEN MALSON.

● Editions Israël, 104 ter, boulevard Voltaire, 75011 Paris.

RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

SAVOIE
STATION SAINT-JEAN-D'ARVES. Alt. 1500 m. 4 km. 1000 m. de la gare. Domaine skiable relié avec Corbier. Tél. 79-59.72.44.

COTE D'AZUR
Mer 600 m. Petit Studios. Parking. Pisc. 2 pers. 100 F/sem., 2 sem. 1715 F., 4 sem. 2770 F. (d'oct. à avr.). Promotion du 4 au 25/11 - 5%. ROUSSELET. 153, boul. Kennedy, 06600 ANTIBES. Tél. 93-61-68-30.

DES DISQUES A OFFRI



J.S. Bach. PASSION SELON ST MATTHIEU

La Chapelle Royale, dir. Philippe Herreweghe

(3 disques-existe en CD) HMC 1155/57

Anthoine de Bertrand. AMOURS DE RONSARD

Ensemble Clément Janequin

(existe en CD) HMC 1147

Cavalli. XERSE. Concerto Vocale,

dir. René Jacobs

(4 disques-existe en CD) HMC 1175/78

Charpentier. MÉDÉE. Les Arts Florissants,

dir. William Christie

(3 disques-existe en CD) HMC 1139/41

Charpentier. OFFERTOIRE DE LA MESSE ROUGE

La Chapelle Royale, dir. Philippe Herreweghe

(existe en CD) HMC 1185

Charpentier. ORATORIO DE NOËL. Les Arts Florissants,

dir. William Christie

(existe en CD) HMC 5130

Charpentier. PASTORALE. Les Arts Florissants,

dir. William Christie

(existe en CD) HMC 1082

F. Couperin. LEÇONS DE TÉNÈBRES. Concerto Vocale,

dir. René Jacobs

(existe en CD) HMC 1133

DANSES DE HONGRIE. Clemencic Consort, R. Clemencic

(existe en CD) HMC 1003

LA FOLIA DE LA SPAGNA. Atrium Musicae de Madrid,

dir. Gregorio Paniagua

(existe en CD) HMC 1050

RENÉ JACOBS & KONRAD JUNGHÄNEL In Concert

HMC 1183

Lejeune. MESLANGES. Chansons & Fantaisies de violes

Ensemble Clément Janequin

HMC 1182

Lully. GRANDS MOTETS. La Chapelle Royale,

dir. Philippe Herreweghe

(existe en CD) HMC 1167

MÉLODIES sur des Poèmes de VICTOR HUGO

Felicity Lott

(existe en CD) HMC 1138

Mendelssohn. MOTETS. La Chapelle Royale

dir. Philippe Herreweghe

(existe en CD) HMC 1142

PHILATÉLIE n° 1927

Les Terres Australes et...
Antarctiques françaises autour
leurs émissions annuelles pour le
1^{er} janvier 1986. Elles comprennent
sept timbres « poste » et quatre
« poste aérienne » pour la
somme de 52,90 F. Impression
taille-douce à Périgueux.

1,00 F, bleu, vert, noir ; fulmar
antarctique ; dessin et gravure de
Claude Andréotto ;

1,00 F, bleu, vert, noir ; fulmar
antarctique ; dessin et gravure de
Claude Andréotto ;

1,00 F, bleu, vert, noir ; fulmar
antarctique ; dessin et gravure de
Claude Andréotto ;

1,70 F, brun, noir, olive ; pétrels
géants ; dess. et grav. d'Andréotto ;

Le Monde DES
PHILATÉLISTES
Tout ce qu'il faut savoir
pour mieux gérer votre
patrimoine philatélique.

LE PÈRE NOËL • LA
COMÈTE DE HALLEY

Chez votre marchand de journaux

1,90 F, bleu, brun ; schinodermes (oursins) ; dessin et gravé
par Jacques Combet ;

2,10 F, bleu, brun ; schinodermes (oursins) ; dessin et gravé
par Jacques Combet ;

2,10 F, bleu, brun ; schinodermes (oursins) ; dessin et gravé
par Jacques Combet ;

2,10 F, bleu, brun ; schinodermes (oursins) ; dessin et gravé
par Jacques Combet ;

2,30 F, vert, jaune et noir ; Co-
tilis phénix ; dess. et gravure de
Georges Bémont ;

5,00 F, bleu foncé et clair,
rouge ; Polar-Björn, navire ; dess.
Marko, grav. Haley ;

6,20, vert, rouge, Lycopodium
saururus ; dessin et gravé par Jac-
ques Gauthier ;

4,60 F, noir, jaune, orange
(P.A.) ; goéland dominicain ; dess.
et grav. d'Andréotto ;

14,00 F, noir, rouge, rose
(P.A.) ; IAGO (1985-1986), dess.
et grav. de Gauthier ;

14,00 F, noir, rouge, rose
(P.A.) ; IAGO (1985-1986), dess.
et grav. de Gauthier ;

14,00 F, noir, rouge, rose
(P.A.) ; IAGO (1985-1986), dess.
et grav. de Gauthier ;

14,00 F, noir, rouge, rose
(P.A.) ; IAGO (1985-1986), dess.
et grav. de Gauthier ;

14,00 F, noir, rouge, rose
(P.A.) ; IAGO (1985-1986), dess.
et grav. de Gauthier ;

14,00 F, noir, rouge, rose
(P.A.) ; IAGO (1985-1986), dess.
et grav. de Gauthier ;

2,10 F, brun foncé, gris, rouge ;
14,00 F, gris brun, foncé, rouge ;
dess. et grav. de Béquet.

● CARMAN (Rus) : cinquantième
de la télécommunication, quatre
valeurs de 5, 10, 25 et 50 cents. Maquette
de G.-L. Vassiliev.

ADALBERT VITALYOS.

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.

En toute simplicité

Nouvelles adresses pour gastro-nomades.

C'EST la saison des prix. Le Prix Taittinger (souvent appelé « Goncourt de la cuisine » — les Dix ont quelquefois, il est vrai, couronné des romans sans intérêt !) a donc été décerné à Michel Koth, chef de partie au Ritz, pour un « saumon avec garniture de champignons, huîtres, brocolis et truffes ». Pauvres huîtres, pauvres truffes qui sont si savoureuses au naturel !

A été décerné également le Trophée des Sources, patronné à Vichy (ville peu gastronomique) par les Relais et Châteaux. Le lauréat, Bernard Trémel, proposait un bar en arlequin à l'arête (sic). Ce malheureux fils d'Amphitrion (je parle du poisson) est coloré de poireaux, carottes et navets, puis entouré de palets de pommes fondantes, de

darioles crémeuses de homard, de pommette de mousse de champignons. Comus soit loué, la recette donnée n'utilise pas les filets de merlan de l'étonné des produits !

Lisant le Gault-Millau et tombant par hasard sur le *Chabichou* de Courchevel, je vois que ces messieurs ont été enthousiasmés par un foie gras de canard mis en terrine d'artichauts avec ris de veau et servi accompagné de petites chips de légumes en vinaigrette de noisette. Je propose un prix pour cet autre chef.

« Et surtout, faites simple ! », répétait Curnonsky !

Justement un lecteur de Quimper qui, depuis le temps qu'il me lit, se présente avec raison comme « un vieux ami », me soumet une

idée : « Pourquoi pas un prix destiné à récompenser les véritables restaurants de cuisine régionale ? »

Il faut agir, souligne-t-il, « faute de quoi nos enfants n'auront plus le choix qu'entre pizza et magret — même pas le steak-frites de nos pères ! »

Chiche ! Les lecteurs, aussi bien, sont souvent d'excellents juges. Et leurs adresses sont intéressantes. Telle celle des *Quatre Saisons* (21, rue du Faisan à Conlonges-sur-Autize, près de Niort). La mouclade notamment a enchanté mon correspondant.

Mais voici quelques adresses nouvelles, justement, que je livre au jugement de mes correspondants gastronomes : Le Ciga-

lon, 4, rue Hélène-Boucher à Voisins-le-Bretonneux (78180), tél. : 30-43-77-29, où s'est installé le bon M. Gras parti de ses Sauternes de Provence dans le XV^e. Le *Médéval*, place Balzac à Provins (77160), tél. : 64-00-01-19. Le *Dauphin*, 11 bis, rue Jean-Jaurès à Toulon, tél. : 94-93-12-07, où vient de s'installer le jeune Alain Biles que nous connaissons chez Lasserre et à la Tour d'Argent. Enfin le *Sauve pleureur*, au quartier Beaugregat à Montoux (84170), tél. : 61-01-35, où « végété » Michel Philibert faute de clientèle pour la pissaladière de loup au beurre de thym et son rognon de veau au miel de lavande.

LA REYNIÈRE.

Les bons mariages

Un esthète des goûts : Jacques Puisais.

« *Un fou du goût* » taise — enfin — ses papilles et sa mémoire tenie sa plume : Jacques Puisais, le pédagogue onomastique, le professeur en sensations gustatives, le physiologiste épiqueur, entreprend de nous raconter ses régimes. Et cet esthète d'un nouveau genre nous invite, nous incite, au voyage dans ce triangle de nos Bermudes quotidiennes : le cerveau, la cave et les fourneaux.

Quel vin avec quel plat ? Vieille et — bientôt — absurde question. L'inverse d'abord. Partir à l'aventure ensuite. Tout centrer sur le vin en somme, et inventer à deux ou à plusieurs les plus beaux mariages qui soient. Un bourgogne rouge 1984 ? Des rillons de Tours, une sainte-mère fraîche, des boudins noirs grillés. Un antique baryte grand cru ? Des grains de mus-

cat, un roquefort, un gâteau au chocolat noir !

Deux cent cinquante-huit pages de souvenirs personnels (malheureusement trop pauvrement illustrés), un superbe carnet de table et — du reste — écrit par un artiste de la table. Par un croisé aussi, parti depuis longtemps en guerre contre les alliances toutes faites, contre la suprématie de l'assiette sur le verre. Un rabelaisien moderne aussi, grand prêtre en gueule qui, de son église chinoise, bâtit depuis quelques années déjà les fondements d'un nouvel art de vivre à table. Donc de vivre.

J.-Y. N.

« Le Goût juste des vins et des plats », de Jacques Puisais, 258 pages. Volume relié sous jaquette, 18,5 x 27 cm. Flammarion, 250 francs.

Les Tables de la Semaine

Restaurant Poquefin

Mon déjeuner : saumon uni-téral à la ciboule, aiguillette de canard au miel d'acacia et navets, roquefort « Goulet » et son verre de porto. Un régal ! La carte courte et intelligente de Michel Guillaumin, l'amabilité de Maggy, son épouse, ont ressuscité cette ex-Barrière de Verger l'instant. Le filet de thon rouge cru aux herbes (52 F), le gîte de bœuf en salade (45 F), la dégustation des foies gras au torchon (87 F), le rôti de daurade, lardons et choux verts (75 F), le ris de veau au vin de noir (80 F) et, en cette saison, la chasse.

Avec aussi d'excellents desserts et une carte des vins correcte. C'est petit, confortable sans excès de tape-à-l'œil. On vit ici de bonne soupe sinon de beau langage, 6 Molière !

• Restaurant Poquefin, 17, rue Molière (1^{er}), tél. 42-96-22-19. Fermé samedi midi et dimanche.

Le Céladon

Mon repas : brouillade aux œufs de saumon, la marmite du pot-au-feu et sa garniture, soupe de fruits frais. En quelques années, Jean-Claude Lhonoré (et son frère Frédéric en pâtisserie) se sont imposés, faisant du restaurant de l'hôtel Westminster (mais avec entrée particulière) une des grandes maisons gourmandes de Paris. Ce pot-au-feu « roturier » (le milieu de plats plus sophistiqués mais tout aussi copieux) est une splendeur. Excellents pains aux noix et raisins « maison ». Beau menu (190 F net) fromage et dessert. Dans un cadre vert céladon, on le devine. Saluons ce chef qui sait cuire juste à sa fricassée de grenouilles (ce n'est pas évident !, imagine des rillettes

de colvert en fine daube au boudin noir, et sait raison garder quant aux portions.

• Le Céladon, 15, rue Danton (2^e), tél. 42-61-57-46. Fermé samedi et dimanche.

La Toque

Mon déjeuner : pâté chaud de marcellin, torte rôtie aux échalotes, fromages, mille-feuille léger de la Toque. Jacky Joubert, en s'installant patiemment à son comptoir, a démontré sa sagesse. Son succès l'a encouragé à mieux parer sa salle jusqu'à en faire un bistrot d'élégance, et jamais peut-être sa carte n'a été si tentatrice, sa cuisine si parfaite.

De l'animé de haddock (45 F) au soufflé chaud de haddock beurre blanc et morilles (70 F), du panaché de terrines de gibier à la confiture d'oignons (50 F), au civet de marcellin grand veneur (70 F), du panaché poissons-crustacés aux pâtes fraîches (70 F), à l'agneau rôti au thym (55 F), rien à reprocher à la qualité du prix, la finesse de l'exécution, la quantité dans l'assiette. Un menu et un choix de cafés.

• La Toque, 16, rue de Tocqueville (17^e), tél. 42-27-97-75. Fermé samedi et dimanche.

Et puisque les guides viennent de paraître, l'idée est amusante de comparer les jugements :

Le Restaurant Poquefin est doté d'une étoile au *Bottin Gourmand* et d'une toque au *Gault-Millau*. Le Céladon de deux étoiles et de deux toques. La Toque d'une étoile et de deux toques. Et Michelin 1985 ne donne aucune distinction à la Toque non plus qu'à Poquefin. Quant au Céladon il ne figure qu'indiqué, avec l'hôtel ! Décidément, il était temps que M. Trichot prenne sa retraite !

Le Croquant à Cannes

Nous sommes ici loin des plats autochtones, puisque Peytoux est un vrai croquant du Périgord. L'été, c'est peut-être moins attrayant, mais en cette saison ses confits, son foie gras, ses escargots aux câpres, ses pommes sarladaises et ses millefeuilles aux pruneaux vous régaleront. Comptez 250 F.

• Le Croquant, 18, boulevard Jean-Hilbert, tél. (93) 39-39-79. Ouvert le soir seulement, sans lundi.

La Réserve à Cros-de-Cagnes

Loulou Bertho, lui, est un sage : il ferme en juillet-août. Mais, amis des pêcheurs et de la simplicité, il vous montrera à choisir les poissons qu'il vous servira simplement grillés ou cuits au four, après une soupe de poissons inégalable et avant la tarte chaude. Comptez 250 F.

• La Réserve, 91, boulevard de la Plage, tél. (93) 31-00-17. Fermé samedi soir et dimanche.

Le Feu follet à Mougins

Bien sûr, il y a aussi, en face, le Relais du chef Surmain, où vous vous régalez (sauf dimanche soir et lundi) de grande cuisine et de petits vins bien choisis (comptez 400-450 F) mais voici, fille et gendre, une halte à prix doux de plats du pays, de poisson sauce mouginoise à la tarte paysanne. Menus 80-120 F.

• Le Feu follet, place de la Mairie, tél. (93) 90-15-78. Fermé dimanche soir et lundi.

Le Gourmet lorrain à Nice

Cuisine classique, toute simple, mais parfaitement apte à faire valoir les admirables bouteilles de la cave, une des plus rares caves de France et à des prix très honnêtes. Alors, offrez-vous ça ! Comptez 200 F.

• Le Gourmet lorrain, 7, avenue Santa-Fior, tél. (93) 84-90-78. Fermé dimanche soir et lundi.

Rôtisserie de Saint-Pancrace

Déposez-vous, elle ferme le 5 janvier ! J'en reparlerai plus longuement au printemps, mais ne manquez pas cette promenade (8 kilomètres de Nice), tant pour la vue que pour la cuisine de L.-P. Robert et les vins proposés par l'excellent sommelier Antoine Luciano. La volaille aux pâtes fraîches et le foie gras est alors en situation. Comptez 250-300 F.

• Rôtisserie de Saint-Pancrace, tél. (93) 84-43-69. Fermé le lundi.

Issantier à Saint-Martin-du-Var

Là encore, la fermeture est proche (10 février), mais quelle belle maison aux portes de Nice (27 kilomètres), quel charmant accueil de M^{me} Issantier et quelle belle cuisine de Jean François ! Les légumes du pays n'ont pas de respect du produit (poissons et viande) qui fait des simples noisettes d'agneau sautées une merveille. Excellents desserts. Un menu (deux plats, fromage et dessert) à 190 F. Un blanc Châteauneuf de Bellet (M. de Charnac) vaut ses 145 F. Comptez à la carte 350-400 F.

• Issantier, 202, route de Digne, tél. (93) 08-10-65. Fermé dimanche soir et lundi.

L. R.

Rive gauche

Tarif de restaurants chinois
Jouissances gastronomiques
PONT DU CIEL
près de l'avenue de Saint-Denis
65, rue de la Harpe (75005) 577 68 98

FAITES VOS INVITATIONS
SANS VOUS RUINER
le soufflé
Se cuisine française
et ses soufflés
38, rue du MONT-THABOR
(coin de la place Vendôme)
Réservation : 42-40-27-18
Fermé le dimanche

Rive droite

chez georges

restaurateur

« à la porte maillot »

tél. : 45-74-31-00

vous souhaite

une bonne et heureuse année

Il y a des femmes qui vous servent à dîner
jusqu'à 3 heures du matin.

Huîtres, fruits de mer, coquillages, toute l'année, chouchoute de la nuit, chouchoute paysanne.

LE BAYERN
La grande brasserie bavaroise de Paris
avec orchestre bavarois tous les soirs.
Salle de 10 à 150 personnes.
Place de Châtelet.
Réservation : 42-34-44-44

LA CHAMPAGNE
La grande brasserie de la nuit.
Vieux de la nuit et de la journée.
10 bis, place Châtelet, Paris 1^{er}.
Réservation : 42-34-44-44

CHEZ HANSI
La grande brasserie d'Asie.
1 place de la Tour Eiffel, Paris 15.
Réservation : 42-34-44-44

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

MERCUREY A.O.C.

Vente directe
12 bouteilles 1982 : 420 F TTC franco dom.
TARIF SUR DEMANDE - Tél (69) 47-12-84
Louis Mercurey, vigneron, 71500 Mercurey.

BORDEAUX blanc, rouge

Demandez tarif : de RAIGNIAC,
ch. de Fabbay, 33580 SAINT-JERME.

ALSACE BOECKEL

DÉCOUVREZ
SES VINS FINS
ET GRANDS CRUS
Tarif sur demande
BP 63 - 67140 MITTELBERGHEIM
Tél. : (03) 88-06-91-02

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

Auvergnates

ARTOIS ISIDORE ROUZEYROL,
13, r. d'Artois, P. 42-25-01-10. F. sam. dim.

Bistrot à vins

JACQUES MELAC, 42, r. Léon-Prost, 11^e.
F. dim. lun. Noct. mardi, jeudi. 43-70-99-27.

Bourguignonnes

CHEZ PIERROT, 18, rue E.-Marcel,
45-06-47/114. F. sam. dim. Cuisine bourguignonne.

Bretonnes

TY COZ, 33, r. St-Georges, 48-78-42-95.
F. dim. lun. dim.

Françaises traditionnelles

RELAIS BELIMAN, 37, r. François-I^{er},
47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cuisine traditionnelle.
F. samedi, dimanche.

Lyonnaises

LA FOUX, 2, rue Clément (6^e). F.
dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.

Sarladaises

LE SARLADAIS, 2, rue de Vienna,
45-22-23-62. Cassoulet 74 F. Confit 74 F.

Sup-ouest

LE FICHET, 174, r. Odéon, 46-27-45-28.
F. dim. Grillade, Pâté, P.M.R. 130 F.

Poissons de rivière

LE REPAIRE DE CARTOUCHE,
47-00-25-86, 8, boulevard des Filles
du-Caire (11^e). F. sam. midi, dim.

Poissons de mer et poissons

ATHANOR, 43-44-45-15, 4, r. Comador, 1^{er}.
F. dim. lun. dim.

Fruits de mer et poissons

TOUR DE LYON, 1, rue de Lyon
(12^e), face à la gare. 43-43-88-30.
Poissons, grillades. Banc d'œuvres réfrigérées.

Ala Bonne Table

45-39-74-91
42, r. Faint. PARKING. Spéc. POISSONS.

Bresiliennes

GUY, 6, rue Mabillon, 6^e.
43-54-87-61.

Chinoises-thaïlandaises

DIEP, 22, r. de la Paix, 43-56-23-96.
25, rue P.-Carron, 45-63-59-76.
Nouvelles spécialités thaïlandaises dans le
quartier. Gastronomie chinoise, vietnamienne.

Danaises et scandinaves

142, av. des Champs-Élysées, 43-59-28-41.
COPENHAGUE, 1^{er} étage.
FLORA DANICA et son agréable jardin.

Espagnoles

EL PICADOR, 80, bd Batignolles,
43-87-28-87. F. lun. dim. Env.
135 F.

Ethiopiennes

ENTOTO, 143, r. L.-M.-Nordmann, 13^e.
Dorowati, Beyengetou av. l'Indjara.

Indiennes-pakistanaïses

MAHARAJAH, 15, r. Chaplain (6^e).
F. lun. dim. 43-25-12-84. Métro Vavin.
PRINX KALI 84 : meilleur curry de Paris.

Indiennes-pakistanaïses

MAHARAJAH, 72, bd St-Germain,
43-54-26-07. F. lun. dim. M^{me} Manbert.
PRINX KALI 84 : meilleur curry de Paris.

Islam-araab

ESLAM-ARAB, 11, r. Houdon, 13^e.
43-57-76-76. T.L.I. DANDORI-CRISTY.

Italiennes

L'APPENNINO, 61, rue Amiral-
Mouchet, 13^e. 45-89-08-15. F. dim.,
lun. dim. EMILIE ROMAGNE.

Marocaines

AISSAFIS, 5, rue Ste-Barbe, 45-48-07-22.
20h à 0h. 15.

Marocaines

COUSCOUS, PASTILLA, TAGINES.
F. dim. lun. dim. à part 17 h. Carte Menu.

Vietnamiennes

NEM 66, 66, rue Lauriston (16^e).
47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine
légère. Grand choix de grillades.

Salons pour déjeuners d'affaires
et banquets

ALSACE A PARIS 43-26-89-36. T.L.I. 9, pl. St-André-des-Arts (6^e).
Nuit et Saint-Sylvestre, 370 F et 380 F l.c. avec champagne.

Ouvert après minuit

GUY 6, rue Mabillon, 6^e.
Tél. : 43-54-87-61
Cuisine et atmosphère bresiliennes

صحن من اللاحل

COMMUNICATION

Bravo, la radio !

Bravo, la radio ! Vous avez vu le résultat de ces sondages publiés mercredi par le CESP ? Formidable ! Quelle forme, quelle vitalité ! 27 millions d'auditeurs fidèles l'an passé, 29 millions cette année. La triomphe sur toute la ligne. Les stations FM continuent de faire un meilleur, et passent de 23,6 % à 28,6 % d'audience cumulée ; l'onde lointaine se porte comme un charme, puisque France Inter, RMC et Europe 1 regagnent chacune des auditeurs et représentent donc espoir. La première se félicite d'avoir pénétré dans la « diffusion » : RMC se flatte de connaître en un an la plus grande progression ; tandis que M. Jacques Abergel, le directeur de la troisième, n'exclut pas, dans l'euphorie générale, de pouvoir battre prochainement sa rivale RTL. Laquelle, malgré un très léger tassement, conserve toujours en tête des sondages. « Le média se porte bien, se réjouit Philippe Labro, directeur des programmes de RTL. Si nos contenus remontent, c'est parfait. Les monopoles ont toujours des défauts. »

Ah ! quel climat, jeudi, dans les stations ! Les auditeurs de

pressés vivraient entre les scores ? C'est bien, non ?... Nous sommes la radio la plus écoutée des quinze-vingt-cinq ans, entre 21 heures et 21 h 30... » « Avez-vous remarqué la progression étonnante de l'animateur X... ? Plus 0,4 % sur les résultats du printemps ! » On butrait du champagne, on retrouverait la « pêche ». C'est bon, la concurrence, c'est sain, et ça stimule.

Au moment où la télévision est mise sur la sellette, provoquant des débats, des conflits, et de gros appétits, trillent la passion des tribunes du Sénat et la fougue de quelques députés bourgeois déçus, la radio prend une douce revanche. Elle a connu sa période de folie, mais la sécheresse provoquée par l'ouragan des radios libres n'est pas encore calmée que tout bouge à nouveau. Il y a du dynamisme, de la souplesse et de la jeunesse dans ce média-là. Et si les « kids », dit-on, sortent des fous de l'âge, la radio est bien toujours leur média.

ANNICK COJEAN.

M. Bernard Miyet ne dirigera pas la « 5 »

M. Bernard Miyet a refusé, jeudi 19 décembre, le poste de directeur général de la « 5 » que lui proposait son président, M. Jérôme Seydoux. M. Bernard Miyet a longtemps hésité entre cette offre et son souhait de continuer sa carrière diplomatique (il est conseiller des affaires étrangères). M. Miyet a précisé qu'il était candidat à un poste à l'étranger : son nom avait été avancé pour un poste de consul général en Californie.

En décembre 1984, après son départ de la présidence de la SOFIRAD, M. Miyet avait été chargé par Jean Riboud, alors PDG de Schlumberger, d'une mission de réflexion sur la télévision privée. Après le 15 août et la mort de Jean Riboud, il avait repris le projet d'un réseau multivilles pour le compte de MM. Seydoux et Berlusconi, contribuant de manière importante à la naissance de la « 5 » ; il avait notamment étudié de manière approfondie le réseau de fréquences, en disponibilité et en quai.

FR 3 se décentralise dans l'Oise

Installé dans un immeuble de la banlieue de Beauvais, le bureau de l'équipe décentralisée de FR 3 Oise a été inauguré jeudi 19 décembre en présence de MM. Pierre Ribaud, directeur régional FR 3 Nord-Pas-de-Calais - Picardie, Pierre-Yves Morvan, rédacteur en chef de FR 3 Picardie, ainsi que diverses autres personnalités. L'équipe beauvaisienne est constituée de deux journalistes disposant d'un matériel de reportage moderne (caméra Betacam).

Une subvention de 600 000 F a été accordée par le conseil général de l'Oise pour la liaison hertzienne réalisée par TDF. La municipalité de Beauvais a mis à la disposition de FR 3 un appartement pour l'installation.

tion de l'équipe (budget 10 000 F), qui a été aménagée grâce à la somme de 750 000 F allouée par FR 3. La section du Syndicat national des journalistes de FR 3 Picardie a réagi en estimant que « la liberté de choix de la station se trouve limitée dès lors que les collectivités locales sont appelées à participer au financement des équipements mis en œuvre ».

Ph. L.

M. Cassignol directeur général des NMPP

L'avenir et la continuité. Deux axes clés pour les Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP), après la nomination de M. Etienne-Jean Cassignol au poste de directeur général adjoint, par le conseil de gérance des NMPP réuni le 19 décembre. Auparavant directeur général de Hachette Industrie et l'un des trois représentants de Hachette au conseil de gérance, M. Etienne-Jean Cassignol succède à Jean Bardon récemment décédé (le Monde du 5 décembre). Sa nomination (adoptée à l'unanimité) a été proposée au conseil de gérance par Hachette, qui assure statutairement la désignation du directeur général. Le choix s'est porté sur M. Cassignol en raison de « sa grande compétence technique et professionnelle » et de « son sens des contacts » : le nouveau directeur général constituerait même, selon les mots d'un représentant de Hachette au conseil de gérance, « le mariage de l'ordinateur et du cas-soulet ». La nomination de M. Cassignol, qui devrait prendre ses fonctions en mai 1986, « garantit l'avenir des NMPP au plus haut niveau technique ».

Entre-temps, l'intérêt de la direction générale sera assuré par M. Jean Hamon, qui représente la continuité de la politique menée aux NMPP par Jean Bardon. Actuel secrétaire général, M. Hamon a en effet été nommé directeur général adjoint par le conseil de gérance. Le numéro deux des NMPP voit d'ailleurs son mandat prolongé au-delà de ses soixante-cinq ans.

Y.-M. L.

[Né le 17 septembre 1930 à Carcassonne (Aude), M. Etienne-Jean Cassignol obtient en 1950 un doctorat en sciences physiques. Il est aussi ingénieur diplômé de l'école nationale supérieure d'électrotechnique, d'électronique et d'hydraulique de Toulouse (ENSIETHT). D'abord coopérant au Brésil, il est ensuite maître de conférences puis professeur à la faculté des sciences de Toulouse de 1956 à 1966. Favorable à la liaison Université-industrie avant la lettre, il commence lui-même une carrière industrielle. En

1966, il est directeur général de Motorola semi-conducteurs (qui est alors le plus grand fabricant mondial de composants) puis prend en 1973 la direction générale de Jégo. En 1975, il devient directeur général adjoint de Dacellier-Bendix-Air Equipment (DBA) et en 1980 président du directeur du groupe Maître-VDO. En avril 1981, il est directeur général de la branche distribution de Hachette et devient en novembre l'un des représentants du groupe au conseil de gérance des NMPP, en remplacement de M. Philippe Llodier. Il était directeur général du groupe Hachette Industrie depuis juillet 1984.]

[Né le 27 novembre 1920 à Paris, M. Jean Hamon est licencié en lettres et diplômé du Centre de préparation à l'administration des affaires (CPA). En 1945, il est entré au secrétariat général des messageries françaises de presse et à la création des NMPP ; en 1947, secrétaire général adjoint des affaires sociales, avant d'être devenu le secrétaire général de 1960 à 1966. En 1967, il est secrétaire général des NMPP avec rang de directeur depuis mars 1974. Depuis janvier 1980, il est secrétaire du conseil de gérance. Il a, en outre, été administrateur de la caisse Gugenberg en 1952, puis secrétaire général de la caisse des cadres de 1964 à 1966, et de nouveau de 1972 à 1974. Depuis 1976, il est constamment élu vice-président de cette caisse des cadres, dont il est président depuis octobre 1982.]

« M. Jean Gandois chargé d'une mission par M. Murdoch et le groupe Bruxelles-Lambert. - M. Jean Gandois a été chargé par Média International - filiale commune de la société New Corporation appartenant à M. Rupert Murdoch, et du groupe Bruxelles-Lambert (principal actionnaire de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion, la CLT - d'une mission d'étude et de conseil de trois mois sur les alternatives offertes par les satellites de télévision et les problèmes économiques, politiques et financiers qu'ils posent. Les résultats de l'étude de M. Gandois (qui a été notamment PDG de Soillat et de Rhône-Poulenc) serviront à M. Murdoch et à GBL pour définir leurs futurs choix stratégiques.

LA RIPOSTE DE LA CLT A LA « 5 »

Cristal télévision, des programmes pour les stations locales

Furieux d'avoir été écarté de la cinquième chaîne de télévision, la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) contre-attaque tous azimuts. C'est, d'un côté, le recours au Conseil d'Etat contre la cession de la « 5 », de l'autre, les candidatures répétées aux canaux de la télévision directe, à la station chaîne musicale, au rachat de Télé-Montecarlo, à l'entrée dans le capital de Canal Plus.

Aujourd'hui, la CLT investit le marché des futures télévisions locales en leur proposant un programme « clé en main » disponible par satellite dès le début janvier. Il ne s'agit pas de trouver un biais pour diffuser RTL télévision dans toute la France. Le pivot de l'opération est Cristal image - une filiale du groupe RTL et de sa régie, Information et Publicité (elle-même filiale d'Havas) - créée il y a deux ans

pour fournir des programmes aux réseaux câblés.

Cristal Télévision puise certes dans le stock des deux mille huit cents heures de séries et cent quatre-vingt-seize longs métrages achetés ou produits par la CLT, mais elle fera aussi appel à des productions extérieures. Dès le début de l'année, quatre heures de programmes quotidiens seront transmises par le satellite Télécom-1 comprenant fictions, variétés et trépas minutes d'informations nationales. Les stations locales pourront y ajouter leur programmation propre dans des plages horaires spécialement prévues pour des décrochages régionaux. A terme, le programme fourni par Cristal télévision sera de treize heures quotidiennes.

Ce système de « network » (réseau) à l'américaine rappelle celui déjà proposé par Satellite télé-

vision de M. Jean-Marc Berger, avec le groupe Bouygues, à cette différence près que Cristal télévision est donné gratuitement aux stations locales. La régie Information et Publicité se fait fort de trouver assez d'annonceurs pour financer entièrement l'opération et n'exclut pas de verser une partie de ses recettes aux télévisions locales affiliées pour les aider à construire leur autonomie et leur équilibre économique.

Cette offre risque de modifier toutes les hypothèses de développement des télévisions locales, qui semblaient quelque peu négligées par les pouvoirs publics depuis l'annonce de la cinquième chaîne. Encore faut-il qu'elles trouvent des fréquences satisfaisantes, la « 5 » bénéficiant, grâce à son contrat de concession, d'une priorité absolue dans ce domaine (1). Les dirigeants de RTL sont en contact depuis des mois avec de nombreuses collec-

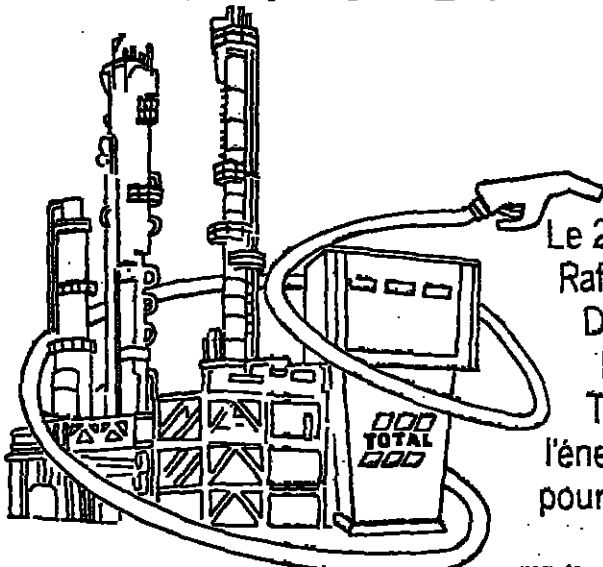
tivités locales sur des projets de réseaux câblés. Ils ont multiplié depuis quelques semaines les rencontres avec des responsables de la presse régionale et nationale. Plusieurs investisseurs sont déjà prêts à entrer au capital de Cristal télévision, dont le tour de table sera bouclé dans les prochaines semaines.

M. Jacques Rigaud, administrateur délégué de la CLT, a révisé, en outre, que la Compagnie avait posé sa candidature, le 19 décembre, à une fréquence locale sur Paris. L'entrée de la CLT au capital de Canal Plus est à l'étude ; une participation à l'augmentation du capital de la chaîne payante est réservée au groupe, qui devait prendre une décision dans les jours qui viennent.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(1) C'est la Haute Autorité de la communication audiovisuelle qui délivre les autorisations des stations locales.

Compagnie de Raffinage et de Distribution TOTAL FRANCE RAFFINAGE ET DISTRIBUTION FUSIONNENT POUR MIEUX VOUS SERVIR



Le 20 décembre 1985, la Compagnie Française de Raffinage et TOTAL Compagnie Française de Distribution fusionnent pour donner naissance à la Compagnie de Raffinage et de Distribution TOTAL FRANCE : la technique et le commerce de l'énergie pétrolière s'unissent encore plus étroitement pour offrir un meilleur service à tous les Français.

TOTAL FRANCE, 1^{ère} Compagnie de Raffinage et de Distribution en France, 1^{ère} filiale, par l'histoire et par la taille, de TOTAL Compagnie Française des Pétroles, est heureuse, à cette occasion, de vous présenter, en premier, ses vœux de bonne année.



1^{er} prix du logo 1985

صباحنا من الامم

MÉDECINE

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 19 décembre :

DES LOIS

• N° 85-1334 du 18 décembre 1985 autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, la République italienne, la République de la République de France, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États membres des Communautés européennes, et le Royaume d'Espagne et la République du Portugal, relatif à l'adhésion à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique du Royaume d'Espagne et de la République du Portugal.

• N° 85-1335 du 18 décembre 1985 autorisant l'approbation de la décision du conseil des Communautés européennes du 7 mai 1985 relative au système des ressources propres des Communautés.

• N° 85-1336 du 18 décembre 1985 autorisant l'approbation de l'accord intervenant au sein du conseil des Communautés européennes les 23 et 24 avril 1985 entre les représentants des gouvernements des États membres relatif au versement à la Communauté d'avances non remboursables pour 1985.

UNE LISTE

• Des candidats déclarés titulaires du brevet de préparation militaire supérieure.

UN ARRÊTÉ

• Du 20 novembre 1985 fixant la liste de classement au concours commun d'entrée aux écoles normales supérieures de Saint-Cloud et de Fontenay-aux-Roses (section des lettres, session 1985).

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 20 décembre :

UNE LOI

• N° 85-1342 du 19 décembre 1985 modifiant l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif et l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics administratifs, ratifiées et modifiées par la loi n° 84-7 du 3 janvier 1984, modifiées par la loi n° 84-1050 du 30 novembre 1984.

UN ARRÊTÉ

• Du 16 décembre 1985 relatif au traitement automatisé des déclarations annuelles prévues aux articles 87, 88, 240 et 241 du code général des impôts.

UNE CIRCULAIRE

• Du 9 décembre 1985 relative à la mise en œuvre du transfert de compétence en matière d'enseignement. Etablissements d'enseignement privé : mise en place des commissions de concertation.

DES DÉCRETS

• N° 85-1343 du 16 décembre 1985 instituant un système de transfert de données sociales.

• N° 85-1344 du 16 décembre 1985 modifiant le contenu et les modalités de dépôt des déclarations prévues aux articles 87, 88, 240 et 241 du code général des impôts.

• N° 85-1347 du 19 décembre 1985 modifiant le décret n° 82-1109 du 23 décembre 1982 modifié portant attribution des autorisations spéciales d'importation et de livraison à la consommation intérieure de différents produits dérivés du pétrole (tableaux I à XI) et le décret n° 82-1110 du 23 décembre 1982 autorisant certaines sociétés à importer et à mettre à la consommation, pour leur propre compte et usage exclusif, divers produits dérivés du pétrole.

• N° 85-1348 du 18 décembre 1985 relatif aux procédures disciplinaires dans les collèges, les lycées et les établissements d'éducation spéciale.

• N° 85-1349 du 12 décembre 1985 relatif aux établissements privés à but non lucratif admis à participer à l'exécution du service public hospitalier.

L'EAU

NUMÉRO SPÉCIAL - L'association l'enfant d'abord consacre le dernier numéro de sa revue (qui porte le même nom) à l'eau, ses plaisirs, ses dangers, son comportement. Elle comporte notamment un cahier médecine-sport qui indique les contre-indications médicales à la baignade et présente les interventions de dix médecins et spécialistes. Un encart recense les lieux dangereux ou pollués. Le numéro spécial (décembre) : 30 F. Abonnement (six numéros) : 170 F. Vente en kiosque.

* L'Enfant d'abord, 12, rue Vivienne, 75002 Paris, tél. : (1) 42-60-93-24.

LES PROGRÈS DE LA FÉCONDATION ARTIFICIELLE

La banque des ovules

Une équipe médicale australienne vient d'annoncer avoir réussi une fécondation *in vitro* avec une ovule conservée par congélation. Plus que tout autre chapitre de la médecine, le traitement de la stérilité se prête aujourd'hui à l'innovation et aux « premières ». Celle annoncée le 18 décembre par l'équipe médicale du Queen Elizabeth Hospital d'Adélaïde (professeur Warren Jones et Dr Christopher Chen) marque toutefois un important tournant dans la maîtrise de la reproduction humaine. Il s'agit là d'un véritable saut technique, qui ouvre toutes grandes les portes de la science-fiction. Car cette première apporte la pièce qui manquait au puzzle moderne des manipulations des cellules sexuelles humaines.

Depuis longtemps, on savait congeler et décongeler les spermatozoïdes, une technique qui permettait la réalisation de l'insémination artificielle, on avait ensuite appris - c'était en 1978 avec la naissance en Angleterre de Louise Brown - à maîtriser la fécondation *in vitro* et à implanter les embryons humains ainsi obtenus dans un utérus maternel. Plus récemment, en 1984, une équipe australienne avait réussi à congeler et décongeler des embryons humains. C'était la naissance, à Melbourne, de Zoe Leyland.

Avec l'annonce par l'équipe d'Adélaïde de la première fécondation-décongélation réussie d'un ovule humain, la boucle est fermée : tous les acteurs cellulaires de la reproduction humaine peuvent en effet aujourd'hui être stockés, conservés à volonté, et manipulés en laboratoire.

Pourtant, quelle que soit sa portée à venir, le résultat australien surprend, parce que les spécialistes internationaux ne pensaient pas, jusqu'à présent, pouvoir impunément congeler et décongeler des ovules humains. « La structure même de l'ovule et le fait que cette cellule soit en division, explique le professeur Jacques Testart (Hôpital Antoine-Bécère à Clamart), rendaient a priori la chose difficile. On courtait notamment le risque de cassure chromosomique. »

« Les seuls résultats connus dans ce domaine ont été obtenus chez la souris, et l'expérience montre que cela ne se passe pas très bien. Les rendements sont faibles, et on assiste à des phénomènes anormaux », nous a, pour sa part, déclaré M. Jean-Paul Renard (Institut national de recherche agroalimentaire, Institut Pasteur de Paris) inventeur de la technique de congélation-décongélation d'embryons à l'origine des six premières grossesses françaises « bébés éprouvettes congelés » (le Monde du 4 décembre).

L'équipe d'Adélaïde a-t-elle, pour réussir une première mondiale, pris des risques graves vis-à-vis des parents et de l'enfant à venir ? Une telle expérience était-elle médicalement justifiée ? Combien d'ovules ont été auparavant utilisés ? Les « donatrices » étaient-elles informées de l'utilisation qui était faite de leurs ovules congelés ? Les chercheurs australiens se bornent pour leur part à souligner qu'une telle technique allège les contraintes actuelles imposées par la fécondation

in vitro, en même temps qu'elle en diminue le coût « 80 % des ovules humains survivent à la congélation et 85 % d'entre eux peuvent être fécondés et se diviser normalement », explique le docteur Chen, soit un taux de survie équivalent au double de celui obtenu à partir de la congélation d'embryons. »

Ce nouveau projet de recherche viendra une nouvelle fois questionner le comité national d'éthique qui n'a toujours pas répondu à la question sur l'utilisation future des embryons humains conservés par congélation. D'une manière plus générale, il est clair que la première australienne - parce qu'elle illustre parfaitement la prodigieuse accélération des recherches et des possibilités médicales dans ce domaine - devrait inciter les pouvoirs publics à mettre au plus vite en place des dispositifs de contrôle. L'un des principaux caractéristiques des recherches effectuées dans ce domaine est en effet d'éloigner toujours un peu plus le malade - homme ou femme - souffrant de stérilité de l'utilisation qui peut être faite de ses cellules germinales. Les médecins et les biologistes de demain pourront, si l'on n'y porte pas remède, jouer d'un enlèvement à l'aveugle : celui de disposer, de manipuler et de conserver à volonté ou presque les acteurs cellulaires de la reproduction de l'espèce humaine.

JEAN-YVES NAU.

ENVIRONNEMENT

UNE ÉCOLE DE PILOTAGE DANS L'ESSONNE

« Hélios » en suspens

« L'installation d'une école d'hélicoptères à Vauhallan (Essonne) n'est pas décidée », dit-on dans l'entourage de M. Jean Anroux, ministre de l'Urbanisme, du Logement et des transports. « Le maître a demandé à M. Olivier Philippon, préfet de la région Île-de-France, d'assurer les concertations nécessaires avec les collectivités locales. »

Une dizaine de maires du plateau de Saclay s'étaient émus, le 28 novembre, d'apprendre par la bande le projet d'installation dans la commune de Vauhallan d'une piste balisée destinée à l'apprentissage des pilotes d'hélicoptères venus d'Issy-les-Moulineaux. Vauhallan, commune de mille sept cents habitants de la banlieue sud de Paris, a conservé un caractère rural prononcé. Une abbaye bénédictine en activité voisine le terrain retenu par les techniciens de l'aviation civile pour effectuer trente-deux mille mouvements d'hélicoptères par an. Les maires du plateau de Saclay ont donc publié une motion où ils critiquent ce qu'ils appellent une décision « venue d'en haut ».

M. Pierre Cécaldi-Pavard, sénateur CDS de l'Essonne, a déposé une question écrite dans laquelle il s'interroge de savoir si une étude de nuisances a été réalisée. L'affaire remonte au 3 juin 1985, date à laquelle le ministre chargé des transports a conclu à la nécessité du transfert de l'aéroport de Guyancourt, dont les cent vingt-quatre mille mouvements annuels semblaient incongrus à un certain nombre d'élus de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines où il se trouve.

Selon les projets élaborés par l'administration, l'aviation légère déménagerait sur l'aéroport d'Evry et pourrait en partie sur l'aéroport des Mureaux. L'aéro-modélisme trouverait refuge à Toussus-le-Noble. L'école d'hélicoptères pourrait s'installer soit à Vauhallan, soit à Achères (Yvelines).

Tout à son désir d'émouvoir la fermeture de Guyancourt, que les aéro-clubes et certaines communes voisines critiquent vigoureusement, l'administration a surtout cherché à utiliser des terrains appartenant à la puissance publique et pour lesquels la lourde procédure de l'expropriation n'était pas nécessaire. Le plateau de Saclay appartenait en grande partie à l'Agence forestière et technique de la région Île-de-France. Il était tentant d'utiliser cette opportunité pour installer une plate-forme d'entraînement.

Malheureusement, il s'agit aussi d'une zone où les pouvoirs publics ont implanté des établissements techniques et scientifiques de haut niveau. L'école polytechnique, l'école supérieure d'électricité, l'école des hautes études commerciales et le Centre d'études moléculaires s'y trouvent. Cette vocation universitaire et de recherches a attiré dans les communes demeurées vertes - Bièvres, Saclay, Vauhallan,

Villiers-le-Bâcle, Jouy-en-Josas - des populations très combattives en matière de défense de leur environnement. Elles ont à leur actif l'abandon de quelques projets d'opérations immobilières et de routes, ainsi que la fermeture d'établissements comme les ball-trap. A l'évidence, une école d'hélicoptères aura du mal à y poser ses ailes.

AL. F.

SCIENCES

• Une explosion au CNRS : un mort. - Une violente explosion a provoqué la mort, le jeudi 19 décembre, à l'université d'Orsay, d'un technicien du laboratoire de physique des solides associé au CNRS. M. Mady, quarante-neuf ans, a été tué alors qu'il effectuait, à l'abri d'une boîte à gants, une réaction chimique, tandis que le responsable de l'équipe, choqué par l'explosion, a dû être hospitalisé. « A priori, cette manipulation n'est pas nouvelle et est à assez courante », a précisé le vice-président de l'université, M. Henri Condé. Il semble, pour l'heure difficile de connaître les circonstances précises de l'accident, et une enquête a été ouverte par le parquet, sous la conduite du laboratoire central de la préfecture de police.

Une mère porteuse rompt le contrat

Cela devait bien finir par arriver. Au mois de septembre dernier, une mère porteuse a refusé de restituer à un couple stérile le bébé qu'elle venait de mettre au monde. En outre, elle a également refusé de rendre les 20 000 F d'acompte qu'elle avait reçus directement du couple avant d'être inséminée.

« C'est son droit le plus absolu, nous a déclaré le docteur Sacha Geller, du Centre d'étude de la reproduction humaine de Marseille (CEFER). Toute femme est libre de garder son enfant. En acceptant de faire appel à une mère porteuse, un couple stérile doit savoir qu'il court un tel risque. » A propos de l'insémination forfaisaire touchée par la mère porteuse, le docteur Geller reconnaît qu'il a été imprudent

d'accepter que la mère porteuse rencontre le couple stérile. Mais, que voulez-vous, elle voulait lui « faire vivre » sa grossesse. Reconnaissant, les parents lui ont versé cet acompte de 20 000 F sur les 60 000 F qui devaient lui être remis à la naissance. Cela souligne, poursuit le docteur Geller, la nécessité d'une structure intermédiaire qui conserve par devers elle la totalité de cette indemnité jusqu'à la fin de la grossesse. Rappelons que, dans son projet de réforme du code pénal, M. Badinter prévoit de punir d'un an d'emprisonnement ceux qui s'entremettent moyennant finances entre une mère porteuse et une mère d'adoption.

F. M.

• Une équipe française met au point la fécondation intrapertinéale. - Une équipe médicale française (docteurs Manbès et Lesecq, clinique La Pergole, Vichy) a annoncé le 18 décembre avoir mis au point une nouvelle méthode de fécondation artificielle. Cette technique consiste schématiquement à injecter dans le péritoine de la femme (au niveau d'une région anatomique baptisée « cul de sac de Douglas »)

les spermatozoïdes masculins. On récupère ensuite le ou les embryons, qu'on place dans l'utérus de la femme. Cette technique, appelée fécondation intrapertinéale (FIP) a priori indiquée dans certains cas de stérilité masculine, pourrait toutefois ne pas être sans danger pour la femme (risque de grossesse extra-utérine). Les médecins de Vichy ont réussi dans trois cas sur vingt-quatre tentatives.

RELIGION

L'évêque interdit les pèlerinages

Mgr Jean Badré, évêque de Bayeux et de Lisieux, a publié, le jeudi 19 décembre, une ordonnance interdisant toute manifestation de culte sur la « Haute-Butte », un lieu-dit de Dozulé (Calvados) où une femme affirmait avoir été témoin de l'apparition du Christ et de la Croix. Plusieurs milliers de pèlerins fréquentent chaque année ce lieu. Une association, « Les amis de la Croix glorieuse », a racheté le terrain et envisage même d'y construire une très haute croix. Après enquête et approbation romaine, Mgr Badré a déclaré ne pouvoir « discerner les signes qui autoriseraient à déclarer authentiques les apparitions ». Il a notamment interdit aux chrétiens « toute propagande » et « collecte de fonds », et aux prêtres d'y célébrer le culte.

EDUCATION

Les syndicats et les immigrés

Les syndicats d'enseignants réagissent plutôt bien aux mesures annoncées jeudi 19 décembre par le ministre de l'éducation nationale sur la scolarisation des enfants de l'immigration. Le Syndicat national des instituteurs (SNI-PEGC, FEN) se déclare favorable aux orientations retenues, mais estime que « le ministre devra se donner les moyens de sa politique ». Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-CFDT) approuve sans réserve « le regard lucide et mesuré » de M. Barthe, mais regrette que le plan ministériel « réduise la portée et l'efficacité des propositions du rapport ». Enfin le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC) se félicite de la priorité accordée à l'apprentissage du français, mais critique la « perspective interculturelle » retenue par le ministre.

LE CARNET DU Monde

Naissances

- Anne LE GALL et Anthony NAHAS, sont heureux de faire part de la naissance de leur fils

Arthur Edwin, né le 7 décembre 1985.

4, rue Monsieur, 75007 Paris.

Décès

- M^{me} Karnick Alexanian, son épouse, Le docteur et M^{me} Jacques Alexanian, ses enfants, Harold, Cécile, ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. le professeur Karak ALEXANIAN, endormi dans la paix du Seigneur, le 19 décembre 1985.

Ses obsèques auront lieu le samedi 21 décembre, à 10 h 30, en l'église apostolique arménienne, 15, rue Jean-Goujon, à Paris-8.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. José Marey, M. Yves Rodriguez, M. Frédéric Kasprian, Le personnel des établissements Marey,

ont la douleur de faire part de la disparition de

M. André N. CHARHON, président-directeur général,

survenue le 19 décembre 1985.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 20 décembre, au cimetière parisien de Pantin.

Notre abonné, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont prêts de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

- M^{me} Raymond Couvignes, M. et M^{me} François-Patrice Couvignes, M. et M^{me} Yves Delaunay, M^{me} Ariane Couvignes, Christelle, Armand et Philippe, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond COUVIGNES, officier de la Légion d'honneur, sculpteur statuaire, premier grand prix de Rome,

leur époux, père et grand-père, survenue le 18 décembre 1985.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation au cimetière de Clichy (Oise), a eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue Darcel, 92100 Boulogne-Billancourt, 7, square de Breteville, 75155 Le Châtelier, 75008 Paris.

- Les personnels du service CNRS des champs magnétiques intenses, de Toulouse,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. le professeur Charles FERT,

leur ami et conseiller.

- Le laboratoire de physique des solides de l'université Paul-Sabatier, de Toulouse, et celui de l'INSA de Toulouse,

a la tristesse de faire part du décès, le 18 décembre 1985, de

M. Charles FERT, professeur émérite de l'université Paul-Sabatier, lauréat de l'Institut, officier de l'Ordre national de la Légion d'honneur, ancien élève de l'Ecole normale d'instituteurs de l'Aude, puis de l'Ecole normale supérieure de l'enseignement technique, agrégé de l'université, docteur ès sciences.

(Professeur à l'université Paul-Sabatier, sous-directeur du laboratoire d'optique électronique, qu'il a animé et développé jusqu'en 1983, à

crée, à cette date, le laboratoire de physique des solides, et le département de physique de l'INSA, dont il fut par la suite, non seulement le directeur, mais aussi l'inspirateur.)

Sa personnalité, ses travaux, lui ont valu une reconnaissance internationale.

- M^{me} Raymond Gründlinger et sa fille, font part du décès du

docteur Norbert GRÜNDLINGER,

survenu à l'âge de quatre-vingts ans, à son domicile, le 10 décembre 1985.

Les obsèques auront lieu à Corran (Corse-du-Sud) dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

49, rue Brandis, 13005 Marseille.

- M^{me} Emma Ferri, M. André Pougheon, font part du décès de

M. André POUGHEON,

survenu le 19 décembre 1985, dans sa cinquante et unième année.

69, avenue J. F. Kennedy, 94190 Villeneuve-Saint-Georges.

- André SAUVAGE, agrégé de l'université, maître-assistant honoraire

de l'université des langues et lettres de Grenoble,

nous a quittés le 2 décembre 1985. Selon sa volonté, l'urne funéraire a été déposée au cimetière de Corran, dans la plus stricte intimité.

Odetto Sauvage, Annie et Georges Pelletier, Yves et Claire Sauvage, Gaëlle et Anne, Emile et Yvonne Gallin, Et tous ses amis.

Corran-Montfleury, 10, avenue du Verger, 38700 La Tronche.

Remerciements

- La famille de Marie-Claude BÉRIOT-DASSONVILLE

remercie tous ceux qui par leur présence et leur témoignage se sont associés à leur deuil.

Anniversaires

- Ceux qui ont connu le professeur Raymond LEBOVICI,

et gardent fidèlement sa mémoire, auront une pensée pour lui aujourd'hui, troisième anniversaire de sa mort, le 20 décembre 1982.

Pour vos cadeaux de Noël

LANCEL

un choix naturel

Ouverture le dimanche 22 décembre

de 14 h 30 à 18 h 30

8 place de l'Opéra et 4 Rond-Point des Champs-Élysées

• Egalement ouverts : Palais des Congrès, Parly 2, Vélizy 2 et Créteil-Soleil

صلى الله عليه وسلم

EUROPE 1

**AVEC
7.706.000
AUDITEURS**

**LA STATION
QUI
PROGRESSE
LE PLUS**

**857 000 AUDITEURS
ONT CHANGÉ LEURS
HABITUDES D'ECOUTE**

CESP OCTOBRE 84 : 17,2
CESP OCTOBRE 85 : 19,1

* Audience cumulée

**LA STAR D'EUROPE 1
L'INFO DU MATIN
FAIT UN BOND !**

6H00-9H00 +16 %

**AVEC COLUCHE,
EUROPE 1 BAT UN
NOUVEAU RECORD**

16H30-18H00 +144 %

**LES AUDITEURS
D'EUROPE 1 FONT
LA DECOUVERTE
DE JEAN-PIERRE
ELKABBACH**

18H00-20H00 +60 %

**L'APRES-MIDI
SUR EUROPE 1**

13H30-20H00 +68 %

**EUROPE 1 UNE AUDIENCE
PLUS FORTE QUE L'ENSEMBLE
DES 1400 RADIOS LOCALES (R.L.P.)
EUROPE 1: 19,1
RADIOS LOCALES: 17,6**

Toujo

PRO

BALANCE

SERVICE

économie

LES PERSPECTIVES DE L'OCDE

Toujours modeste, la croissance internationale s'annonce plus saine

Entamée il y a trois ans, la reprise dans les pays industriels pourrait être entrée dans une phase de maturité plus tranquille. Avec la prudence soucieuse qui les caractérise, les experts de l'OCDE se gardent de toute conclusion franchement optimiste.

Outre le fait que la croissance, si elle paraît plus saine, s'annonce toujours modeste - 2,75 % en 1986 comme en 1985 et 2,50 % durant le premier semestre 1987, - les sujets de préoccupation demeurent de taille : contrastes inquiétants des balances des paiements courants des principaux acteurs de l'économie internationale, maintien à un niveau très élevé du chômage, menaces persistantes venant des pays sous-développés.

Pourtant, les auteurs des « Perspectives économiques » pour les dix-huit mois à venir constatent que les modes, les rythmes des développements du second choc pétrolier de 1979 ont partiellement périclité. Sous la pression des événements et non d'une saine sagesse, les gouvernements des principales nations industrielles ont, en cette fin d'année 1985, franchi une étape d'importance sur la voie de la concertation.

La décision du groupe des Cinq (1), le 22 septembre dernier, de piloter à la baisse un dollar surévalué compte tenu des données économiques fondamentales des États-Unis, les « propositions Baker » visant à améliorer la stratégie de lutte contre l'endettement du tiers-monde et à offrir aux pays débiteurs les moyens de renouer avec une croissance nécessaire à l'ensemble de la communauté internationale, constituent deux initiatives dont l'OCDE se « félicite », même si l'Organisation s'empresse de tempérer son enthousiasme en soulignant qu'il ne s'agit que d'un « premier pas » dans la bonne direction.

Cette volonté de mieux coordonner les politiques nationales à l'avantage d'intervenir à un moment où les mesures d'ajustement prises depuis cinq ans par les différents pays de la zone OCDE ont permis de rendre leurs économies plus souples et plus stables. L'évolution de l'inflation en est la preuve la plus évidente. Après avoir culminé à 13 % au début des années 80, la hausse des prix a été

notoire des États-Unis, la politique budgétaire des membres de l'Organisation est restée restrictive.

Les retombées de ces progrès restent pourtant très inégales. Les auteurs du rapport notent avec satisfaction une plus grande convergence des économies des pays industriels. Les écarts de 1984 étaient impressionnants : la croissance avait alors atteint 6,8 % aux États-Unis, 5,8 % au Japon, 2,3 % dans la Communauté européenne. Des rythmes qui s'annoncent moins syncopés pour les dix-huit mois à venir, avec 2,5 % pour les Américains, 3 % pour les Japonais et un peu plus de 2 % pour les Européens. Mais ces retrouvailles sur un niveau assez modeste d'expansion sont soustraites à un sérieux sujet d'incertitude : le décalage grandissant entre les balances des paiements courants des principaux pays de la zone.

Déficit américain et chômage

De 101,5 milliards de dollars en 1984, le déficit américain a atteint 128 milliards en 1985 et pourrait, selon les prévisions de l'OCDE, s'élever à près de 150 milliards en rythme annuel durant le premier semestre de 1986. Une poussée qui pourrait se révéler « insoutenable », le Japon et la CEE voyant, pour leur part, l'excédent de leur balance des comptes courants s'améliorer à 58 milliards pour le Japon durant le premier semestre de 1986 et à 27,75 milliards pour la CEE.

Un décalage porteur de tensions protectionnistes, alors que les auteurs du rapport prévoient une reprise du commerce mondial avec une progression des échanges de 4 % à 5 % sur dix-huit mois contre à peine plus de 2 % en 1985. Un décalage lourd de menaces aux États-Unis en particulier où le gonflement de la dette extérieure et le risque d'un retrait des capitaux qui ont afflué tant que le dollar paraissait triomphant - dopé notamment par des taux d'intérêt élevés - préoccupent tous les économistes.

Une baisse persistante du billet vert, à condition d'éviter son effondrement, constituerait une première

réponse internationale aux couleurs moins boursées qu'il y a un an. Ils ne peuvent masquer l'échec majeur de toutes les politiques menées depuis cinq ans, la persistance d'un chômage élevé sans espoir d'amélioration à court terme.

Au-delà des chiffres - un taux de chômage moyen de 8,5 % touchant 31,5 millions de personnes à la mi-1987 - l'évolution du marché de l'emploi a de quoi préoccuper plus d'un gouvernement et tout particu-

lièrement les Européens. Le chômage de longue durée, qui a baissé aux États-Unis et au Japon, s'est aggravé en RFA, en Grande-Bretagne, en Italie. Le nombre des jeunes de moins de vingt-cinq ans sans emploi atteint des niveaux inconnus, près de 50 % des chômeurs en Espagne, 34 % en Italie, 25 % en France. La modeste croissance économique et la lente reprise des créations d'emplois ne suffisent pas à résoudre le problème : pour

1986, l'Europe se voit promettre par l'OCDE un taux de chômage moyen de 11 % correspondant à plus de 19 millions de sans-emploi.

Tout en déplorant ce phénomène, les experts du château de La Muette, qui abrite discrètement les travaux de l'Organisation, se refusent à remettre en cause la stratégie élaborée depuis des années. Concentration internationale et rigueur économique restent les maîtres mots. Quitte à demander à ceux qui,

comme la RFA ou le Japon, disposent d'une marge de manœuvre de faire un effort en faveur de la relance et à leurs partenaires d'ouvrir plus durement à une stabilisation dont le marché de l'emploi ne peut que profiter. Dans des délais qui restent à définir.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) États-Unis, France, Grande-Bretagne, RFA, Japon.

France : le redressement accompli reste encore partiel

Raffermissement de la demande intérieure (consommation et investissements), net ralentissement de l'inflation, stabilisation du chômage, redressement des échanges extérieurs, « pour important qu'il soit, le redressement accompli reste encore partiel », note l'OCDE dans l'analyse qu'elle fait de la situation de la France à la fin de 1985.

« S'inscrivant dans le contexte général de désinflation, le rythme de hausse des prix est à peine inférieur en 1986 à la moyenne des pays de la CEE et dépasserait encore de plus de 2,5 points celui enregistré en Allemagne fédérale, principal partenaire commercial », écrit les experts de l'OCDE.

« Le niveau des coûts et des prix relatifs reste donc un facteur important de la vulnérabilité de la balance des paiements, et le respect de la contrainte extérieure continue de peser sur les possibilités de croissance de la demande et de l'emploi. La marge de manœuvre des autorités est également limitée par le déséquilibre persistant des finances publiques. »

L'analyse de l'OCDE souligne que, après avoir stagné, la consommation privée a nettement progressé au premier semestre, au prix d'une baisse marquée du taux d'épargne, et cela en anticipation des allègements fiscaux attendus pour la fin de l'année. Mais les investissements productifs se sont également raffermis, et les perspectives d'activité dans la construction améliorées. Au total, la demande intérieure, après avoir stagné pendant deux ans, a brusquement augmenté pour se hisser, ou presque, au niveau moyen de la demande intérieure dans les pays européens.

C'est là un changement important, puisque, en 1983-1984, les pouvoirs publics avaient fait en sorte de maintenir entre la France et les pays étrangers un écart de croissance négatif.

La croissance économique (au rythme du PIB) n'aura cependant pas dépassé 1 % en 1985, et, en dépit de la désinflation de l'inflation, la compétitivité externe de la France s'est affaiblie. Le volume

des exportations de marchandises a donc fléchi au premier semestre, malgré une demande étrangère soutenue (+5 %). Cependant, de bons résultats sur les services, notamment le tourisme, ont maintenu la balance des paiements correspondante (au voisinage de l'équilibre).

« La politique économique pour 1986 et 1987 vise à la modération des revenus nominaux, à la maîtrise des finances publiques et à la désinflation de la croissance des agrégats monétaires. »

Quelles sont les perspectives pour 1986 ? « La demande intérieure, écrit l'OCDE, devrait rester le principal souci d'une croissance encore modeste et insuffisante, pour empêcher une nouvelle montée du chômage, une fois que le principal dispositif d'aide à l'emploi, actuellement en vigueur, les TUC, aura exercé ses pleins effets. »

Les experts du château de la Muette poursuivent : « Avec le maintien d'une politique relativement stricte des modérations de

salaires et la légère baisse attendue des prix à l'importation (l'hypothèse est celle du dollar à 7,95 F), de nouveaux progrès importants devraient être obtenus dans le domaine de l'inflation. »

La hausse des prix pourrait ainsi revenir à un rythme annuel de 3 %, la reprise des investissements industriels devrait peu à peu se diffuser dans le secteur des services, mais la demande des entreprises resterait limitée par le niveau de l'endettement. Le logement devrait, lui, connaître une reprise après cinq années de baisse.

Enfin, « l'équilibre des comptes extérieurs devrait se consolider graduellement », malgré la disparition de l'écart de conjoncture entre la France et les pays européens. Si l'OCDE prévoit le maintien d'un déficit du commerce extérieur de l'ordre de 2,7 milliards de dollars en 1986, soit une vingtaine de milliards de francs, les paiements courants seraient, eux, excédentaires - 3,5 milliards de dollars, soit environ 28 milliards de francs.

PRODUIT NATIONAL BRUT (taux de croissance annuel)

	USA	JAPON	RFA	FRANCE	Moyenne OCDE
1985	2,25	5	2,25	1	2,75
1986	2,75	3,5	3,25	2	2,75

INFLATION (taux de croissance annuel)

	USA	JAPON	RFA	FRANCE	Moyenne OCDE
1985	3	2,25	2,25	5,75	4,75
1986	3,25	1,50	1,25	3,75	4,50

BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS (en milliards de dollars)

	USA	JAPON	RFA	FRANCE	Moyenne OCDE
1985	- 128	+ 48	+ 13	+ 0,75	- 73
1986	- 146	+ 57	+ 20	+ 3,50	- 64

ramenée à 4,75 % en moyenne en 1985, son taux le plus faible depuis seize ans. Plus significatif peut-être d'une prise de conscience généralisée des méfaits inflationnistes, la phase d'apaisement des prix est la plus longue de l'après-guerre.

Un phénomène encourageant qui recouvre des réalités parfois très différentes. La moyenne de hausse des prix atteint encore 35,5 % pour la Grèce, le Portugal, la Turquie et l'Islande, 3,5 % seulement pour les sept plus puissants pays de l'OCDE. Mais il reflète, outre une tendance toujours déprimée des cours des matières premières, une évolution souvent sensible du comportement des partenaires sociaux, lors des négociations salariales.

Modération des revendications, introduction de salaires à « deux vitesses » aux États-Unis pour les nouveaux arrivants et les anciens salariés, introduction de primes de rendement, tendance à l'aménagement, voire à l'abandon, des systèmes d'indemnité : au total, le coût du travail par unité produite est retombé de 7,6 % en moyenne durant la période 1973-1983 à 2,25 % en 1985 dans les sept principaux pays de l'OCDE. Autre élément de stabilisation, à l'exception

réponse. Un glissement de 10 % peut, en deux ou trois ans, se traduire par une amélioration de quelque 25 milliards de dollars de la balance des comptes courants. Autre solution, un rééquilibrage des rythmes de croissance : une baisse de 1 % des demandes intérieures américaines et canadiennes accompagnée d'une hausse de 1 % dans les autres pays de l'OCDE aboutirait à un redressement de 35 milliards en trois ans.

Jouer sur les taux de change et sur l'expansion, Japon et RFA étant à nouveau appelés à donner un coup de pouce à leur économie, ne semble pourtant pas suffisant aux auteurs du rapport. Une fois de plus, ces derniers plaident en faveur d'une baisse des taux d'intérêt, et par là même en faveur d'une reprise en main du budget fédéral américain dont le déficit tournera encore en 1986 autour de 3,5 % du produit national brut.

Recommandations, sujets d'encouragement et incertitudes : une baisse coordonnée du prix du pétrole de 25 dollars le baril, base de l'étude de l'OCDE, à 20 dollars aboutirait à 0,5 % de croissance supplémentaire pour les pays de la zone - dessinent un tableau de l'écono-

LES PRIX DU CREDIT LYONNAIS 1985 "INNOVER POUR EXPORTER"

LE LION RÉCOMPENSE SES JEUNES LOUPS

A

vec la participation de l'ANVAR, du CEPME et du CRÉDIT NATIONAL.

1^{er} PRIX NATIONAL :

COPERNIQUE S.A.
108 avenue Jean-Moulin - 78170 La Celle-Saint-Cloud

2^e PRIX NATIONAL :

Laboratoire BARBERET ET DUCLOUX SCS
Domaine de Paluel, La Londe - 83250 La Londe-les-Maures

3^e PRIX NATIONAL :

STATEC TECHNOLOGIES S.A.
37-39, allée du Closau - 93162 Noisy-le-Grand

Ces prix récompensent les PME et les PMI dont les projets industriels ont été jugés :

- les plus innovateurs
- et les plus riches de perspectives à l'exportation.



CREDIT LYONNAIS

LE PARTENAIRE DE VOTRE AVENIR

صكرا من الامم

صحة من الامم

CONJONCTURE

L'INSEE prévoit une évolution favorable
de la situation économique en France pour 1986

La situation économique de la France au cours du premier semestre de 1985 évoluera dans le prolongement des tendances enregistrées durant les derniers mois de 1984, prévoit l'INSEE dans sa note de conjoncture publiée ce jeudi 19 décembre. En maintenant les hypothèses inscrites dans la loi de finances de 1985 et en se basant sur un dollar à 8 francs et un prix du baril de pétrole équivalant à 26 dollars, l'Institut national de la statistique et des études économiques estime que la croissance du produit intérieur brut marchand continuera d'évoluer au rythme annuel de 1,5%.

Ses prévisions conjoncturelles sont faites à travers le mouvement des prix, qui ne devraient augmenter que de 1,3% au cours du dernier semestre de 1985 (4,7% sur l'année) et de 2% en glissement sur les six premiers mois de 1986.

Les entreprises comme les ménages devraient profiter de ce très net ralentissement de l'inflation. Les premières verront leurs résultats continuer de s'améliorer, l'inflation des coûts salariaux restant très modérée. Que ce soit en termes d'excédent brut d'exploitation ou en termes d'épargne, les sociétés retrouvent des niveaux voisins de ceux qu'elles connaissaient avant le premier choc pétrolier. Le taux d'autofinancement se situerait à la mi-1986 à un niveau proche de 90%.

Pour la première fois depuis quatre ans, l'investissement productif devrait progresser (+1%). Dans l'industrie concurrentielle, la reprise de l'investissement se poursuivrait à un rythme de 8%, après 9% en 1985.

Pour les ménages, l'INSEE prévoit que la hausse des salaires nominaux se fera sans gains de pouvoir d'achat. Les allègements fiscaux permettront cependant une augmentation des revenus disponibles en termes réels. La consommation devrait continuer de progresser à un rythme supérieur à 1,5% l'an si l'on

tient également compte des effets du remboursement en janvier prochain de l'emprunt obligataire.

Pour ce qui concerne les échanges extérieurs, l'INSEE s'attend à un léger excédent de la balance commerciale au premier semestre 1986, celle-ci tendant à s'équilibrer fin 1985. Du même coup, la progression du solde des transactions courantes devrait se poursuivre, mais elle tiendrait plus à l'évolution du solde commercial qu'à l'excédent des invisibles : l'excédent touristique (de l'ordre de 30 milliards de francs en 1985) aurait tendance à se réduire en raison de la baisse du dollar, baisse qui aurait l'avantage, en revanche, d'alléger le service de la dette extérieure.

Les hypothèses conventionnelles d'un taux de change du dollar à 8 francs et d'un prix du baril de pétrole de 26 dollars empêchent l'INSEE d'intégrer une baisse du prix du brut plus forte que celle qui était enregistrée fin novembre. Il n'est pas non plus possible, si la facture énergétique n'a été réduite que de 4% en 1985 par rapport à 1984, la diminution est beaucoup plus marquée entre le premier et le second semestre de cette année, puisqu'elle est de 20%. Sur le premier semestre 1986, le déficit énergétique mensuel moyen devrait se réduire de 3,5 milliards de francs par rapport aux six premiers mois de 1985.

Reste l'évolution du chômage, à propos de laquelle l'INSEE se prononce avec la plus grande prudence. Les prévisions, selon lui, ne peuvent être faites qu'à partir d'hypothèses distinguant les différentes classes d'âge : stabilité pour les demandeurs d'emploi de plus de cinquante ans ; augmentation d'environ 50 000 en six mois de ceux compris dans la tranche d'âge vingt-cinq à quarante-neuf ans ; croissance inférieure à 50 000 et peut-être nulle des chômeurs de moins de vingt-cinq ans selon l'effet des dispositifs tels que les TUC et les stages en entreprise. F.S.

ENTREPRISES

Thomson achète Air Equipment, filiale de Bendix

Contrepartie de la cession à l'américain Allied-Bendix de sa filiale Socapex (le Monde du 7 novembre 1985), le groupe Thomson reprend à celui-ci sa filiale française Air Equipment (450 millions de francs de chiffres d'affaires et mille personnes), spécialisée dans l'électronique aéronautique (le Monde du 2 novembre 1985). Elle s'intégrera dans l'ensemble Thomson-Lucas (déjà à 51% par Thomson et à 49% par le britannique Lucas) qui, avec ses autres filiales, notamment Bronzavia, dont Air Equipment se rapprochera « très étroitement », atteindra ainsi en 1986 un chiffre d'affaires de 1,4 milliard de francs pour trois mille cinq cents personnes. Par ce rachat, Thomson renforce son secteur électronique aéronautique qui, outre Thomson-Lucas, comprend la division avionique de Thomson-CSF. En 1986, ce secteur représentera un chiffre d'affaires de 7,5 milliards de francs et douze mille personnes.

Sacilor va émettre pour 12,8 milliards de francs d'obligations convertibles

Une assemblée générale extraordinaire du groupe Sacilor, le 19 décembre, a autorisé le groupe à émettre 12,8 milliards de francs d'obligations convertibles. Elles seront souscrites progressivement par le

Fonds d'intervention sidérurgique (FIS), organisme financier de l'Etat, et serviront à combler les dettes de Sacilor et à financer ses besoins d'ici à la fin 1987. Usiner a réalisé, il y a quelques semaines, la même opération qui sert à « boucler » l'aspect financier de la restructuration de la sidérurgie en accord avec la Commission européenne.

NOMINATIONS

● A la BNP, M. ALBERT COSTA DE BEAUREGARD, quarante-trois ans, ingénieur en chef au corps des mines, précédemment directeur des affaires industrielles et des participations, a été nommé président de la BANEXI, banque d'affaires du groupe BNP, dont il était vice-président. Il succède à M. Jean Peyrouse. M. Gérard Novis, directeur général adjoint de la BANEXI, a été nommé directeur général.

● A la délégation à l'économie sociale, M. MICHELLE FIGUEREAU, quarante-trois ans, a été nommée, en conseil des ministres, déléguée. Ce poste n'avait pas de titulaire depuis juillet 1984. M. Fiquereau a été secrétaire générale adjointe du syndicat du Trésor FO, avant d'entrer à la confédération en 1979, où elle fut chargée notamment des secteurs des femmes et du tourisme social. Elle fut, d'octobre 1981 à novembre 1985, présidente du Centre de coopération pour la réalisation d'équipements de loisir et vice-présidente de CODATEL (Coopération pour le développement et l'aménagement du tourisme et du loisir). Depuis le 1^{er} juillet 1985, elle était chargée de mission auprès du secrétaire d'Etat à l'économie sociale, M. Jean Gatal.

● Chez Japan Airlines, M. SUSUMU YAMAJI, 46 ans, a été nommé directeur général en remplacement de M. Yasunori Takai. M. Takai avait démissionné en août dernier après l'accident du Boeing-747 de la compagnie, qui avait entraîné la mort de cinq cent vingt personnes.

● Au groupe BSN, M. GEORGES LECALLIER, cinquante-quatre ans, a été nommé directeur général. Il aura succédé à M. Georges Lécailier, qui dirige la branche produits secs, la branche viande, assumé la direction générale des relations humaines et, enfin, la direction générale des produits frais. Il est remplacé dans cette dernière fonction par M. Claude Le Gouis, actuellement directeur de la zone Europe de la branche produits frais.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ less + plus	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-IL	7,700 7,7100	+ 40 + 50	+ 110 + 140	+ 330 + 400
S. can.	5,590 5,5130	- 42 - 24	- 55 - 22	- 56 + 35
Yen (100)	3,823 3,823	+ 23 + 37	+ 84 + 207	+ 302 + 441
DM	3,679 3,609	+ 97 + 109	+ 285 + 223	+ 636 + 680
Mark	2,727 2,723	+ 64 + 74	+ 134 + 149	+ 408 + 454
F. S. (100)	15,013 15,024	- 214 - 127	- 311 - 166	- 378 - 31
P. S.	3,679 3,623	+ 125 + 142	+ 275 + 300	+ 638 + 915
L. (1 000)	4,405 4,403	- 392 - 387	- 633 - 541	- 1,025 - 1,144
F. franc	10,905 10,970	- 294 - 251	- 554 - 488	- 1,482 - 1,384

TAUX DES EUROMONNAIES

	SE-IL	DM	Mark	F. S. (100)	P. S.	L. (1 000)	F. franc
1	8 1/8	8 1/4	8 1/16	8 3/16	7 7/8	8 1/4	8 1/4
3	4 7/8	4 1/2	4 1/8	4 1/4	4 1/8	4 1/4	4 1/4
6	5 5/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/4
12	5 3/4	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/4
18	5 3/4	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/4
24	5 3/4	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/4
36	5 3/4	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/4
48	5 3/4	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/4
60	5 3/4	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/4
72	5 3/4	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/4
84	5 3/4	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/4
96	5 3/4	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/4
108	5 3/4	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/4
120	5 3/4	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en francs de notation par une grande banque de la place.

ÉTRANGER

Aux Etats-Unis

Le président Reagan accepte la nouvelle législation sur l'agriculture pour limiter les retombées de la crise

Correspondance

Washington. - Le président Ronald Reagan n'a pas opposé son veto à la nouvelle législation sur l'agriculture approuvée par le Congrès après onze mois de laborieuses discussions (le Monde du 20 décembre). Certes, le Farm Bill ne donne pas entièrement satisfaction au gouvernement qui aurait souhaité une rupture plus nette avec l'ancienne législation datant de la crise des années 30 et dont le souci essentiel était de donner aux fermiers un maximum de protection. Mais, pour la première fois depuis 1939, le montant des programmes d'assistance sera réduit.

Dans ce contexte, le Farm Bill apparaît comme une réforme de structure importante impliquant un changement fondamental de philosophie politique allant dans le sens recommandé par le président Reagan d'une réduction substantielle de l'intervention de l'Etat.

L'adoption du Farm Bill peut donc être considérée comme un succès pour le président Reagan qui avait fait preuve d'un certain courage politique en s'attaquant aux protections favorisant, aux frais du contribuable, les producteurs agricoles. En 1981, l'assistance fédérale représentait 3,5 milliards de dollars pour atteindre 18 milliards de dollars en 1985, et sans doute 20 milliards de dollars en 1986.

Sans doute le président a dû composer avec les parlementaires des Etats fermiers et les groupes de défense des agriculteurs. Il avait dit qu'il opposerait son veto à toute législation impliquant des dépenses fédérales dépassant le limite de 50 milliards de dollars. En fait, pour les trois prochaines années, ces dépenses atteindront 52 milliards, bien au-dessus de

tout cas des 34 milliards que le gouvernement avait initialement envisagés.

Le texte de compromis adopté par les deux Chambres prévoit notamment de « geler » les prix de soutien pendant un an (la Chambre avait d'abord recommandé cinq ans, le Sénat deux ans) et les réduire ensuite de 5% annuellement pendant quatre ans. D'ici à la fin de la décennie, le ministre de l'Agriculture estime que la réduction des programmes d'assistance entraînera une diminution de la production avec pour conséquences une hausse des prix du marché et l'allègement des dépenses fédérales.

D'où la nécessité pour le gouvernement de ralentir l'inévitable évolution vers la concentration. Déjà les deux cent mille fermes les plus grandes assurent 60% environ de la production agricole, et les experts prédisent une réduction de 10% du nombre total des fermes. Dans le débat, le gouvernement n'avait pas manqué de souligner que les prix artificiellement fixés trop haut affectaient sensiblement la compétitivité des exportations déjà éprouvées par un dollar surevalué, par le développement de la concurrence et l'affaiblissement de la demande. Les revenus des exportations sont passés de 44 milliards de dollars en 1981, à 29 milliards cette année.

Aussi le Farm Bill prévoit-il qu'en plus du système des primes en nature et des 5 milliards de dollars en garanties aux prêts à court terme pour l'exportation, le gouvernement assurera directement 325 millions de dollars par an aux exportateurs américains de grain. Et cela officiellement pour répondre aux « pratiques déloyales de la concurrence ». On craint ici des difficultés avec les pays alliés, et des mesures de représailles. Mais la promotion des exportations est considérée comme une nécessité vitale. Ainsi la nouvelle loi prévoit-elle encore un nouveau programme de prêts de trois à dix ans représentant un milliard de dollars en 1986 et 500 millions les années suivantes, destinés aux acheteurs étrangers.

HENRI PIERRE.

OCDE

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE N° 38 - DÉCEMBRE 1985

Étude semestrielle qui présente les tendances et les prévisions concernant l'évolution de la production, de l'emploi, des prix et des balances des paiements courants au cours des dix prochaines années. Ces prévisions sont fondées sur l'hypothèse de la stabilité de chaque pays membre, compte tenu des incidences de l'évolution internationale sur chacun d'eux.

Ce numéro : F55

...ab. 1986 (N° 38, mai et N° 40, décembre) : F130

GESTION DU TAUX DE CHANGE ET CONDUITE DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE

Cette étude analyse le rôle du taux de change dans la formulation de la politique monétaire. Elle examine comment le choix de la politique monétaire affecte le taux de change, et inversement, le façonnent le gestion du taux de change influe sur l'évolution monétaire. L'étude évalue également les coûts et les avantages des différents instruments de la politique monétaire, ainsi que les implications qui en découlent pour la conduite de la politique monétaire.

F88

PARITÉS DE POUVOIR D'ACHAT ET DÉPENSES RÉELLES DANS LES PAYS DE L'OCDE

Par convention, dans les comparaisons économiques internationales on utilise les taux de change pour la conversion des monnaies. On obtient ainsi des données dans une unité commune qui permettent de comparer les performances des pays de l'OCDE à modifier leur approche de la politique monétaire, l'analyse étant plus particulièrement centrée sur les conséquences qui en découlent aussi bien du point de vue de la transmission de l'action des autorités que de la conception et de l'emploi des instruments de la politique monétaire.

F135

COÛTS ET AVANTAGES DES MESURES DE PROTECTION

Les Ministres ont pris connaissance avec intérêt du rapport de l'Organisation sur les Coûts et avantages des mesures de protection. Ce rapport fournit de nouveaux éléments montrant clairement que ces mesures n'apportent, au mieux, que peu d'avantages mais imposent des coûts très substantiels, particulièrement aux pays qui les prennent. Outre leur inefficacité dans le soutien de l'emploi, les restrictions commerciales ont aussi pour effet de retarder les ajustements indispensables.

(Communiqué du Conseil de l'OCDE au niveau ministériel - avril 1985)

F120

LE SECTEUR BANCAIRE ET LA POLITIQUE MONÉTAIRE

La fonction du système bancaire et financier exerce une influence majeure sur la formulation et la mise en œuvre de la politique monétaire. On verra dans ce rapport comment l'évolution des structures bancaires a conduit les pays de l'OCDE à modifier leur approche de la politique monétaire, l'analyse étant plus particulièrement centrée sur les conséquences qui en découlent aussi bien du point de vue de la transmission de l'action des autorités que de la conception et de l'emploi des instruments de la politique monétaire.

F135

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

Études annuelles, très détaillées, pour les pays de l'OCDE, des tendances et des politiques économiques. Série 1984-1985 : CANADA.

F20

Commandez dès maintenant les premières études à paraître dans la série 1985-1986 :

ETATS-UNIS, F24

ou abonnez-vous à la Série (20 à 22 études à paraître)

F400

CATALOGUE DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

Prête de compléter cette annonce et de la retourner, accompagnée de votre carte de visite à :

OCDE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES
2, rue André-Pascal - 75775 PARIS CEDEX 16

LE GIPEC VALORISE LA POLITIQUE SOCIALE DE L'ENTREPRISE

Un parc de 30 000 logements locatifs

1% LOGEMENT

1 000 logements de plus par an

Accès Minitel Gratuit : Information 1% banque de données messagerie

Assurance "Perte d'emploi" pour les emprunteurs

Date limite de versement du 1% 31 Décembre 85

GROUPEMENT INTERPROFESSIONNEL POUR LA PARTICIPATION A L'EFFORT DE CONSTRUCTION
253, rue Saint-Honoré - 75001 Paris - Tél. : 42.96.14.02

REPÈRES

SME : le mark à près de 3.07 F

Sur les marchés des changes où le dollar a légèrement glissé de 2,5150 DM à 2,52 DM et 7,71 F, le système monétaire européen est resté sous tension. Vendredi 20 décembre, le franc belge a été faible et le mark très fort, à 3,0890 F, contre 3,0670 F sur la place de Paris, où la Banque de France stoppe sa montée.

Investissements : les entreprises américaines jouent la baisse

Les dirigeants d'entreprises américaines envisagent une réduction de 1 % de leurs investissements en 1986, annonce le département du commerce. Fondées sur un sondage réalisé en octobre et en novembre, ces conclusions sont de mauvais augure pour l'économie américaine. Confrontée à la faiblesse prévisible pour les mois à venir de la consommation, cette baisse des investissements, après une progression de 5,6 % en termes réels cette année, selon les dernières estimations, pourrait accentuer le ralentissement de la croissance aux Etats-Unis. D'autant que les dispositions de la réforme fiscale qui pourrait être définitivement approuvée par le Congrès, l'an prochain, sont moins favorables aux investisseurs que la législation actuelle.

Conflits du travail : une remontée très relative

Au cours du mois d'octobre, les conflits du travail localisés ont touché 230 établissements, soit le même nombre qu'en octobre 1984. Mais 60 300 salariés ont cessé le travail, ce qui a entraîné la perte de 222 600 journées de travail, contre 56 200 salariés en grève et 155 100 journées perdues au même mois de l'année précédente. La remontée du nombre de journées perdues semble indiquer un léger allongement de la durée des conflits. L'augmentation des conflits du travail par rapport à septembre 1985 et à octobre 1984 demeure très relative. On continue à naviguer dans de très basses eaux : ainsi, pour les dix mois de 1985 qui sont pris en compte, la moyenne mensuelle des journées individuelles non travaillées s'établit à 69 000, contre 109 000 en 1984 (moyenne qui était déjà très faible par rapport aux années antérieures...).

Alimentation : la CEE interdit les hormones dans l'élevage

L'usage des hormones pour l'alimentation des bovins sera complètement interdit dans la Communauté à compter du 1^{er} janvier 1988. Le Royaume-Uni disposera d'un délai d'un an pour mettre en œuvre cette disposition. Cet accord politique est intervenu dans la nuit du jeudi 19 au vendredi 20 décembre entre les ministres de l'Agriculture des Dix. La décision a été acquiescée à la majorité qualifiée. Le Royaume-Uni s'était prononcé contre. L'accord doit encore être confirmé, mais il ne semble pas qu'il puisse y avoir le moindre problème. La Communauté devra négocier avec les fournisseurs extérieurs afin de s'assurer que les bêtes exportées vers le marché des Douze n'ont pas été élevées aux hormones. La conclusion de ces débats, qui durent depuis des années, constitue une incontestable victoire pour les organisations de consommateurs, mais aussi pour le Parlement européen, qui a efficacement relayé leur action.

AIGULEURS DU CIEL : LEVÉE DU MOT D'ORDRE DE GRÈVE

Dans la nuit du jeudi 19 au vendredi 20 décembre, les syndicats des aigilleurs du ciel ont décidé la levée de leur mot d'ordre de grève pour la journée du 20 après la décision du tribunal de Créteil, qui jugeait illicite ce mouvement. Cependant, le trafic aérien devrait être perturbé, les vols normaux ne devant reprendre que progressivement. La situation demeurant confuse, les voyageurs sont invités à se renseigner auprès des compagnies aériennes : Air France, 43-20-14-44 ; Air Inter, 45-39-25-25 ; TAT (au départ de la province), 05-05-50-05 ; UTA, 47-75-75-75.

Après l'occupation de l'usine SKF, la direction réclame des dommages et intérêts à la CGT. « Pour préjudices directs résultant des dégradations commises lors de l'occupation de l'entreprise », de mars 1983 à mai 1985, la direction de SKF a assigné en justice trois syndicats de la CGT et deux anciens salariés de l'usine d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne). L'affaire étant venue devant la première chambre civile du tribunal de Créteil, le 18 décembre, le jugement a été mis en délibéré et sera rendu le 22 janvier.

1,3 % et 1,1 % d'augmentation pour les retraites en 1986. Le gouvernement a décidé de relever les retraites de la Sécurité sociale de 1,3 % au 1^{er} janvier 1986, et de 1,1 % au 1^{er} juillet. L'augmentation de janvier comprend une remise à niveau de 0,2 %, calculée sur l'évolution du salaire moyen net, compte tenu des cotisations supplémentaires d'assurance-chômage.

« Société des cadres du Monde »

Les membres de la Société jouissent de nombreux avantages et sont éligibles au statut de cadre de la Sécurité, E. rue des Nations, 75427 Paris Cedex 08, dans la salle de rassemblement d'entreprises.

le LUNDI 8 JANVIER 1986

pour y tenir une assemblée générale ordinaire.

Ordre du jour :

- Renouvellement du bureau.
- Questions diverses.

La journée d'action de la CGT

La manifestation organisée par la CGT, le jeudi 19 décembre, afin de protester contre la loi sur l'aménagement du temps de travail aura été l'occasion pour la centrale syndicale de hausser encore le ton à l'égard du gouvernement. Si la manifestation n'a pas rassemblé la masse des salariés (8 000 à 10 000 personnes), elle a réuni des militants plus « durs ». Dès le départ, M. Henri Krasucki avait donné le ton en affirmant que son syndicat refusait « catégoriquement la loi » et ferait tout pour la rendre « inapplicable ».

En tête du cortège, une banderole affirmait l'opposition de la CGT à « la régression sociale du pouvoir et du patronat », dans les rangs on chantait : « C'est ça, la France, le chômage du Nord à la Provence, grâce à ce foutu gouvernement socialiste » et on scandait « Mitterrand, l'abus, non à la flexibilité ! », mais, arrivé face au cordon de CRS qui barrait l'accès à la place de la Concorde, les manifestants rejoints par les élus communistes scandaient : « Aux législatives, on se

troupera pas ». « Aux législatives, on s'en souviendra ». « Hier, la rose, aujourd'hui, la matraque ». La CGT restera « inflexible » et annonce pour les semaines à venir des actions plus importantes. Mais pourra-t-elle amplifier la mobilisation des salariés ? Le 19 décembre, on aura finalement enregistré peu de perturbations, les motifs d'ordre de grève ont été limités et ont touché essentiellement les fonctionnaires du secteur public et du secteur nationalisé.

M.-C. R.

ALGERIE - الجزائر

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET
DES INDUSTRIES CHIMIQUES ET PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUITES

AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE

OUVERT N° 7152/1J/MEC

L'Entreprise nationale des travaux aux Puits lance un avis d'appel à la concurrence, ouvert national et international pour la fourniture du matériel suivant :

— Pièces de rechange pour GRUES BANTAM.

Les soumissionnaires intéressés par cet avis d'appel peuvent retirer le cahier des charges contre paiement d'une somme de 400 000 DA à l'adresse suivante :

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUITES - 16, ROUTE DE MEFTAH - OUED SMAR EL HARRACH - ALGER/ALGÉRIE - DIRECTION DES APPROVISIONNEMENTS à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (05) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat de la Direction Approvisionnement à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans entête, portera la mention « APPEL A LA CONCURRENCE NATIONAL ET INTERNATIONAL - N° 7152/1J/MEC. « CONFIDENTIEL A NE PAS OUVRIR ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard 45 jours après la première parution de cet avis d'appel.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel à la concurrence.

TRANSMANCHE EXPRESS

Pourquoi Transmanche Express se distingue des projets concurrents ?
Il a été conçu par un transporteur qui ne s'intéresse pas seulement à la construction mais aussi, parce que c'est son métier, à l'exploitation de la liaison Transmanche, sur une longue durée. C'est pour cela qu'il est le plus compétitif et le mieux adapté aux besoins des usagers.

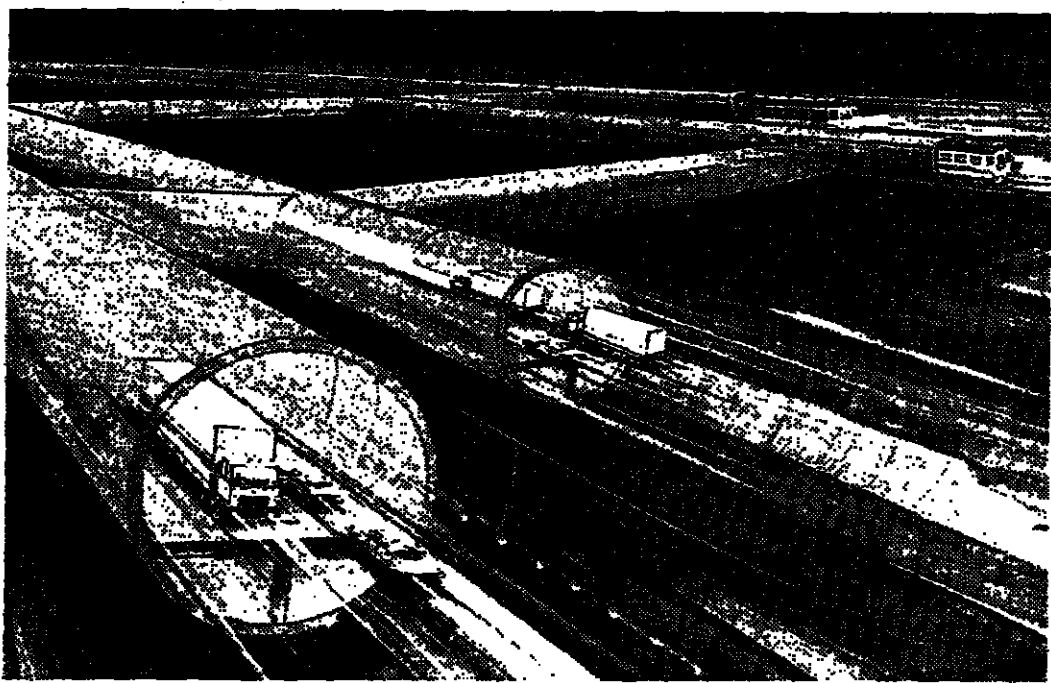
Un récent sondage montre que près de 50 % des personnes favorables à un lien fixe entre la France et l'Angleterre préfèrent le TRANSMANCHE EXPRESS (Mori-Grande-Bretagne - décembre 85).

■ Transmanche Express est un lien routier d'un seul tenant entre la France et l'Angleterre, sans risques d'intempéries, ni attente, ni train-navette.

■ Transmanche Express est aussi un lien ferroviaire qui reliera Paris à Londres par TGV en 3 heures. Deux tunnels séparés seront exclusivement réservés aux chemins de fer.

■ Transmanche Express est le projet le plus rentable et le moins cher pour les usagers.

■ Transmanche Express représente une importante source d'emplois et de débouchés pour les entreprises françaises.



■ Transmanche Express respecte le mieux l'environnement et offre la meilleure sécurité à l'usager.

■ Transmanche Express laisse à l'usager la liberté de choisir entre 3 possibilités : la voiture, le train et le train auto-couchette.

■ Transmanche Express, avec ses 4 tunnels, a la capacité d'absorber la totalité du trafic routier et ferroviaire des 50 années à venir.

■ Transmanche Express a des partenaires de premier ordre : le Crédit du Nord et le groupe SCREG en France, le Crédit Suisse First Boston en Grande-Bretagne.



CRÉDIT SUISSE FIRST BOSTON. **Crédit du Nord**



INFORMATIONS : A.N. ISKAROS - BRITISH FERRIES - 38, avenue George-V - 75008 Paris - Tél. : (1) 47.20.39.66 - Télex : 650055F

صكرا من الامل

500 نال

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DES EAUX DE FIGEH
Damascus Water Supply Authority, El Nasr Street, Damas (Syrie)

AVIS N° 9313

Système SCADA et de télécommunications
pour la distribution d'eau

Formulaires de préqualification

Par le présent avis, l'Établissement public des eaux de Figeh (Damascus Water Supply Authority) invite les entreprises générales ou jointes venturées internationales spécialisées dans les applications informatiques et projets de télécommunications à soumettre leurs offres en vue de la fourniture de matériel, installation et mise en service d'un système SCADA (Supervisory Control and Data Acquisition - Appareillage de surveillance et de commande) et d'un réseau de télécommunications conçu pour la ville de Damas, comprenant les installations de distribution, d'acheminement, de stockage, de pompage et de distribution.

Les questionnaires de préqualification seront envoyés par courrier avion ou remis en main propre aux sociétés désignées de soumettre une offre par écrit ou par télex, avant le 15 janvier 1986, à :

Major Projects Division
Établissement public des eaux de Figeh
El Nasr Street, Damas (Syrie) - Tél : FIGDAM 411312SY

Les formulaires et annexes doivent être remplis et remis au Secrétaire de l'ÉPEF, à l'adresse susmentionnée, le 3 février 1986 au plus tard, ou postés avant cette même date (le cachet de la poste faisant foi).

Le contrat correspondant devra être adjoint au 1986.

La part en devises étrangères du projet sera financée par un prêt de l'Arab Fund for Economic and Social Development (Koweït).

Après avoir étudié les différentes propositions, l'ÉPEF établira la liste des sociétés qui seront invitées à coter.

Ing. Rida MOURTADA,
président-directeur général.

ICN NANCY
L'UNIVERS-CITY

Il est en France une grande école de commerce de dimension internationale : ICN. Une université que le dynamisme d'une grande métropole a rendu possible. Nancy est, on le sait, délibérément tournée vers l'avenir.

Il est en France, la seule grande école de commerce de statut universitaire : ICN. Les Prépa, DEUG, DUT, BTS (Licences, Maîtrises, Ingénieurs - en 2^e année) doivent présenter le concours national de cet institut réputé.

Une réputation justifiée par FORMATION : tiers-temps-terrain intégral et le haut niveau des quatre spécialisations : Commerce-Marketing, Finance-Comptabilité (14 UV/16 à la MSTCF), Gestion des Systèmes d'Information, Affaires Internationales.

Don't forget! On entre à l'ICN par un concours spécial. Demandez vite la brochure détaillée par le bon ci-dessous.

ICN

POUR MIEUX CONNAÎTRE L'ICN

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Tél. _____

ICN : 4, rue de la Ravennelle - Case 01 n° 120. 54037 NANCY CEDEX - Tél. : 83.35.22.52

* sans frais. ** dans 30 villes.

SOCIAL

Les comptes de la Sécurité sociale pour 1986 :
des hypothèses risquées

Certes, tout suit la pente dessinée depuis plusieurs années : réduction progressive des excédents des régimes famille et maladie (allant jusqu'à la disparition totale dans le dernier cas) et creusement du déficit des retraites. Et, pour parvenir au résultat souhaité, le rapport, volontariste, suppose que tous les cotisants soient de la couleur favorable.

En vert, l'évolution des recettes : + 4,4 % en francs courants contre + 4,9 % cette année - c'est-à-dire une progression de 1 % en francs constants après une baisse de 0,7 % en 1985. Cela exige que l'on retrouve en 1986 non seulement les effets favorables de la désinflation constatés cette année sur les rentrées de cotisations et une progression du taux de recouvrement grâce à une amélioration de la situation des entreprises, mais aussi des hausses de salaires dépassant de nouveau légèrement les normes gouvernementales et enfin, sans le dire, une quasi-stabilité des effectifs salariés.

Car d'autres rentrées feront défaut : l'avancement des dates de versement des cotisations par les entreprises (5,5 milliards de francs en 1985) n'aura plus d'effet, et l'État cessera son versement compensatoire de l'ancienne taxe sur les tabacs (1,9 milliard de francs) ; les ressources nouvelles ou escomptées, surtaxe sur les assurances automobiles (1,3 milliard) et récupération des dettes italiennes (1,2 milliard), sont loin de les remplacer.

En rouge, au contraire, la progression des dépenses.

● Pour la Caisse nationale d'assurance maladie, la croissance des versements aux hôpitaux publics (+ 8,4 %) paraît cohérente avec les observations faites en 1985, même en tenant compte des charges nouvelles comme la sectorisation psychiatrique, qui représente 2 milliards de francs. Cela ne lève, pour autant les incertitudes sur la répartition des dépenses entre les régimes. Celles-ci peuvent entraîner un ou deux points supplémentaires, c'est-à-dire 1 ou 2 milliards de francs.

Les dépenses de médecine ambulatoire semblent quant à elles plutôt sous-estimées. En matière d'hospitalisations, l'augmentation prévue (6 % après les 14 % de 1985) paraît bien faible : on table sur une stabilité du nombre d'actes par médecin, ce qui est en contradiction avec l'évolution des années précédentes, et sur une très faible revalorisation des tarifs (guère plus de 2 %, compte tenu de l'effet report). Même observation sur l'augmentation de 3,4 % des remboursements de médicaments, contre 11,8 % hors prix en 1985, même en tenant compte des baisses de remboursement décidées cette année, qui auront leur plein effet en 1986.

● Pour la Caisse d'allocations familiales, l'augmentation prévue (+ 5,8 % et même davantage avec le décalage de versement des allocations qui jouera encore sur 1986) paraît assez large. Elle tient compte de la stabilisation en volume des allocations familiales (résultant de l'âge des enfants), d'une forte progression des allocations de parent isolé (670 millions de francs supplémentaires) par suite des divorces ou des séparations et d'une montée en régime des nouvelles prestations pour les jeunes familles. Mais la prévision table aussi sur une stabilité des naissances en 1986.

● Pour la Caisse nationale d'assurance vieillesse, la croissance en volume des prestations en 1986 (7,9 % contre 11,3 cette année)

Le rapport présenté ce vendredi 20 décembre à l'Assemblée des comptes de la Sécurité sociale ne dissipe pas les doutes qu'a fait naître l'arbitrage rendu par le premier ministre sur les perspectives du régime général en 1986 (le Monde du 14 décembre). Il prévoit, en effet, pour l'année prochaine, un déficit limité à 9,3 milliards de francs : 14,2 milliards de francs de déficit pour la vieillesse, 4,7 milliards de francs d'excédent pour la famille, et un quasi-équilibre pour la Caisse nationale d'assurance maladie, contre respectivement - 3,8 milliards, + 2,4 milliards et + 6,4 milliards de francs en 1985.

semble modeste au regard des mouvements structurels signalés pour 1985. L'arrivée à la retraite de classes d'âge plus nombreuses devrait toujours se faire sentir, comme l'allongement de la durée de vie. Si l'effet de l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans peut se tasser, le nombre des nouveaux retraités provenant des différents régimes de garanties de ressources ou de préretraites ne devrait guère être inférieur (120 000 environ). Parallèlement, le nombre de retraités bénéficiant de droits propres, et non de pensions de réversion, va continuer à s'accroître et le montant des pensions à s'élever, les salaires ayant cotisé plus longtemps.

Enfin, pour l'ensemble des caisses, on peut juger très rigoureux

les plafonds imposés pour les dépenses de gestion administrative (+ 2,15 % en moyenne), dont l'essentiel est consacré à la rémunération du personnel.

Une réalisation simultanée

Atteindre de ces prévisions n'est impossible ni même invraisemblable. Mais peut-on en dire autant de leur réalisation simultanée ? Celle-ci suppose en effet la coïncidence de facteurs indépendants : les uns des autres : amélioration de la situation économique et de l'emploi pour les cotisations et les départs à la retraite, modération des médecins et des consommateurs pour la branche maladie, stabilité des naissances pour la famille. Que l'un ou l'autre manque et le déficit risque d'être

plus grand que prévu. Il faudra alors, soit réduire les prestations, soit trouver de nouvelles recettes.

On sait que M. Georges Dufour avait jugé plus réaliste un déficit de l'ordre de 18 milliards de francs en 1986 et envisageait, plutôt que de consacrer la totalité de la réserve de trésorerie du régime général, d'augmenter d'un point la cotisation vieillesse. Que le ministre des affaires sociales ait renoncé à présenter cette année le rapport à la presse, contrairement à l'habitude, montre que, malgré la solidarité gouvernementale, elle reste sur ses positions. Sans doute n'est-elle pas seule à croire à la nécessité d'un supplément de recettes : dans les calculs sur les besoins de financement des administrations publiques, la direction de la prévision du ministère de l'économie et des finances inclut déjà un prélèvement supplémentaire sur les revenus.

GUY HERZLICH.

(1) Il s'agit des dépenses faites par les Italiens venus se faire soigner dans les hôpitaux français.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EURAFRANCE

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires d'EURAFRANCE, réunie sous la présidence de M. Michel David-Weill le 18 décembre 1985, a approuvé :

Les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1985 qui font ressortir un bénéfice net comptable de 66,43 MF, dont 62,91 MF de bénéfice net courant après impôt. Au titre du précédent exercice, le bénéfice courant était de 68,88 MF auquel s'ajoutaient 454,62 MF de résultat exceptionnel.

La distribution d'un dividende net de 23,50 F par action correspondant avec l'avoir fiscal à un revenu global de 35,25 F contre 22,50 F et 33,75 F pour le précédent exercice. Le versement du dividende sera effectué par virement global de 57,40 MF contre 54,96 MF au titre de l'exercice 1983/1984.

Le dividende est mis en paiement le 18 décembre 1985.

Le virement d'une somme de 30 MF de la « provision pour risques de fluctuation du portefeuille » au compte « primes de fusion ».

Dans son allocation, le président a indiqué que l'actif net de la société pouvait être estimé à 4,920 MF avant impôt et à 4,465 MF après impôt, soit par action respectivement 2 015 F et 1 825 F.

ACCOR

BONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS ACCOR

ACCOR a émis en 1983 un emprunt obligataire convertible à 11,5 % coté à la Bourse de Paris.

Chaque obligation est convertible en 1,09 action ACCOR.

La première tranche de cet emprunt vient à échéance le 1^{er} janvier 1986. Le tirage au sort a désigné les obligations convertibles portant la lettre C pour être appelées en remboursement au prix de 191 F. Les obligataires détenteurs d'obligations de cette tranche ont la faculté de les convertir en actions ACCOR jusqu'au 31 mars 1986. Ils devront pour ce faire s'adresser à leur intermédiaire financier (banque, agent de change) qui leur fera remplir le bulletin de souscription correspondant.

Cours de l'action au 17 décembre 1985 : 298 F.

BANQUE NATIONALE DE PARIS

BANQUE WORMS

constituent

la SFSCA « IMAGES-INVESTISSEMENTS »

dont les actionnaires pourront bénéficier, sur leurs revenus 1985, des avantages fiscaux prévus par la loi du 11 juillet 1985.

Pour en faire bénéficier leurs enfants, les actionnaires doivent déposer le 31 décembre 1985 au plus tard aux sièges ci-dessous des deux banques financières :

● La BANQUE NATIONALE DE PARIS, 16, bd des Capucines, 75009 PARIS.

● La BANQUE WORMS, 45, boulevard Haussmann, 75009 PARIS.

La note d'information destinée au public a reçu le visa n° 85-38 L de la Commission des opérations de Bourse en date du 26 novembre 1985.

Convocation d'une assemblée générale extraordinaire

Le Conseil d'administration de CIT-Alcatel, réuni le 16 décembre 1985, a décidé, sur la proposition de son président, M. Georges Pébernat, de convoquer une assemblée générale extraordinaire pour le fin du mois de janvier 1986.

Il sera proposé à cette assemblée générale extraordinaire d'autoriser le conseil à procéder à l'émission d'obligations convertibles en actions, soit sur le marché national, soit sur le marché international des capitaux, pour un montant maximum d'un milliard de francs ou la contrepartie de ce montant en devises. Cette autorisation serait valable jusqu'au 31 décembre 1985.

Cette opération financière a pour but de permettre à la compagnie de renforcer ses fonds propres en tirant parti de l'évolution actuellement favorable des marchés financiers.

A cette occasion, M. Pébernat a informé le conseil de l'avancement des négociations avec ATT et Philips à la suite des orientations récemment arrêtées par les pouvoirs publics.

TUNISIE : LA TOURMENTE NÉOLIBÉRALE

LE MONDE diplomatique NUMÉRO DE DÉCEMBRE EN VENTE PARTOUT

LES MAGASINS DARTY SONT OUVERTS

Dimanche 22 et Lundi 23 Décembre.

PARIS

8° : DARTY-sous-la-Madeleine
11° : 1, avenue de la République
17° : 25 à 35, boulevard de Belleville
13° : Centre "Géoxie" - Niveau 3 - 30, avenue d'Italie
14° : C. Cial "Géoxie-Montparnasse" - 68-80, rue du Maine
15° : Front de Seine - Centre Commercial "Beaugrenelle"
71, quai de Grenelle
17° : 8, avenue des Ternes
18° : 128, avenue de Saint-Ouen

RÉGION PARISIENNE

78 : Orgeval : Centre Commercial "Art de Vivre" - Sortie Poissy - Autoroute de l'Ouest
78 : Parly 2 : Centre Commercial "Parly 2" - La Chapelle
78 : Vélizy : Centre Commercial Vélizy II

91 : Les Ulis : Centre Commercial "Les Ulis 2"
91 : Montesson-Orgeval : 51, rue de Montlhéry (Autoroute du Sud - Sortie Savigny - Direction Sainte-Geneviève-des-Bois)
92 : Asnières : "Carrefour des 4 Routes" - 384, avenue d'Argenteuil - R.N. 309
92 : Châtillon : 151, avenue de Paris - R.N. 306
92 : Boulogne : Pont de Sèvres - 122 bis, avenue du Général-Leclerc
92 : Puteaux : Centre Commercial "Les 4 Temps" - Niveau 1 - "Grand-Place"
93 : Bagneux : Porte de Bagneux - Au pied du Novotel - 40, avenue Gallieni
93 : Bondy : 123-155, avenue Gallieni - R.N. 3
93 : Aubervilliers : Centre "Parifac" - Porte de la Villette - 6 bis, rue Emile-Raynaud

93 : Noisy-le-Grand : Centre Commercial "Les Arcades" - Mairie-la-Vallée
93 : Pierrefitte : 102-114, avenue Léonine - R.N. 1
93 : Rosny-sous-Bois : Centre Commercial Rosny II
94 : Champigny : 10-12, avenue Roger-Solengry - La Fourchette - R.N. 4
94 : Créteil : Centre Commercial Régional "Créteil Soleil"
94 : Fresnes : Zone Sofitic - Rue de l'Abrévior - R.N. 186
94 : Ivry : Centre Commercial "Ivry bords-de-Seine" - 16, rue Westermeyer
94 : Thiais-Rungis : Centre Commercial Régional "Belle-Epée" - R.N. 7
95 : Cergy-Pontoise : Centre Régional "3 Fontaines"

ET 50 AUTRES MAGASINS EN PROVINCE.

DARTY

TV, ÉLECTROMÉNAGER, HI-FI, VIDÉO.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

19 décembre

Effritement : - 0,2 %

Disneyland va peut-être planter ses chapiteaux et ses attractions à Marne-la-Vallée, mais c'est au Palais Brongniart que se célèbrent les personnages de dessins animés ont mené la soirée de jeudi.

Il s'agit bien sûr des valeurs du secteur du bâtiment et des travaux publics, intéressés au plus haut point par ce projet d'implantation dont le coût est évalué d'environ de 10 à 15 milliards de francs avec, à la clé, la création de quelque 10 000 emplois.

Colas, Lafarge-Coppée, Ciments Français, Axminster d'entreprise figurent parmi les titres les plus en vue avec des hausses de 3 à 5 %. Seul le Scorp, en repli de 9 % environ, s'inscrit à contre-courant, tandis que Politec cède, de son côté, de 3 %.

Au palmarès des plus fortes hausses figurent également Saurpex (+7 %), Europe 1 (+5 %), Vallourec et Sodéro (+3 %), alors que, à l'inverse, Sids Rossignol, Eufrance, Estail, Epéda, Bertrand Faure, Penarroya et Bie perdent de 3 à 5 %.

Au total, l'indicateur instantané décline 0,2 % à l'approche de la clôture - mais le fond du marché reste très solide, assuré par un renouveau de la cote. Sur le marché des changes, au sous-sol du Palais, le mark s'inscrit à 3,0700 F, soit au-dessus de son cours pivot (3,0666 F), tandis que le dollar s'établit à 7,7290 F (contre 7,7120 F mercredi). Dollar-titre : 7,7476 F.

Sur le marché de l'or, le lingot se hisse sur la barre d'équilibre des 80 000 F (+ 200 F par rapport à la veille), tandis que le lingot cotait 519 F puis 517 F (moins 5 F). A Londres, le métal fin représentait un peu de hausse, 323,40 dollars l'once (contre 321,90 F la veille).

NEW-YORK

Mieux orienté

Après deux séances de repli modéré, les cours se sont redressés jeudi à Wall Street. Le mouvement n'a pas été vigoureux, mais a permis d'empêcher l'effacement des gains réalisés à l'indice des industriels de remonter à 1543,92 (+ 1,50 point). Le bilan de la journée a été à la hauteur de ce résultat. Sur 2 042 valeurs traitées, 824 ont progressé, 813 ont fléchi et 405 n'ont pas varié.

Il reste que la tendance à l'irrégularité, surtout à l'induction, a persisté, comme on l'a vu à la baisse de l'indice des actions étrangères. De fait, beaucoup attendaient avec impatience la publication, ce vendredi, de l'estimation du FNB pour le quatrième trimestre.

La semaine sera plus forte que prévue, mais n'aurait pas une ampleur aussi marquée pour être significative. D'autre part, les achats à terme et sur options sont arrivés à leur apogée. Certains craignent que ce marché ne soit affecté à la veille de l'ouverture.

Un bon point cependant : la masse monétaire s'est contractée (- 3,2 milliards de dollars). La nouvelle a produit une bonne impression, confortant le sentiment que la déflation se poursuivra.

VALEURS	Cours du 19 déc.	Cours du 18 déc.
Alcoa	39 3/4	39 1/2
Amstar	50 1/2	50 1/2
Boeing	50 1/2	50 1/2
Chrysler	50 1/2	50 1/2
Eastman Kodak	50 1/2	50 1/2
Exxon	50 1/2	50 1/2
General Electric	50 1/2	50 1/2
IBM	50 1/2	50 1/2
Johnson & Johnson	50 1/2	50 1/2
McDonald's	50 1/2	50 1/2
Merck & Co.	50 1/2	50 1/2
Microsoft	50 1/2	50 1/2
Motorola	50 1/2	50 1/2
Oracle	50 1/2	50 1/2
Rockwell International	50 1/2	50 1/2
Schlumberger	50 1/2	50 1/2
Spacelabs	50 1/2	50 1/2
Union Pacific	50 1/2	50 1/2
Wendover	50 1/2	50 1/2
World Bank	50 1/2	50 1/2

AUTOUR DE LA CORBEILLE

LES PERTES DE LA SCREG. - Dans un comportement (celui du bâtiment et des travaux publics) très bien orienté jeudi, après l'annonce de la prochaine implantation d'un Disneyland à Marne-la-Vallée, la SCREG a continué avec un repli qui s'est limité à 0,7 % à la clôture du 19 décembre. La société indique, dans son communiqué, que les comptes de 1985 étaient supérieurs, l'année 1986 devant être un exercice de consolidation et un peu plus rentable.

En ce qui concerne 1985, la SCREG rappelle les termes de sa précédente communication du mois d'octobre faisant état de 300 millions de francs de pertes prévisibles pour l'exercice. Depuis, en raison des provisions à constituer sur deux chan-

cières des filiales SCREG-roues et Scrog Anserot, de la poursuite de l'effacement du marché immobilier dans certaines villes du Texas et, enfin, de la persistance de retards de paiement sur deux chantiers en cours de Dragages et travaux publics, la perte de l'exercice pourrait être portée à 700 millions de francs. Mais, par la suite, le groupe estime à 400 millions de francs en moins (sur un total présumé de 800 millions) le produit à escompter de plusieurs réclames en cours concernant des chantiers terminés et dont l'abandonnement, pour la plupart d'entre elles, pourrait être maintenu relativement rapide.

CIT-ALCATÉL : 1 MILLIARD DE FRANCS D'OBLIGATIONS CONVERTIBLES. - CIT-Alcatel va procéder à l'émission d'obligations convertibles en actions, sur le marché national ou international des capitaux, pour un montant nominal de 1 milliard de francs ou sa contre-valeur en devises. Le conseil d'administration de CIT-Alcatel, réuni le 16 décembre, a autorisé son président, M. Georges Polveron, à convoquer une assemblée générale extraordinaire pour le fin de mois de janvier pour lui demander d'autoriser le conseil à procéder à cette émission, autorisation qui serait valable jusqu'au 31 décembre 1986.

INDICES QUOTIDIENS	
(INSEE, base 100 = 25 déc. 1984)	
Valeur française	134,7
Valeur étrangère	99,5
COTE DES AGENTS DE CHANGE	
(Base 100 = 31 déc. 1981)	
Indice général	152,9
Indice des valeurs	152,9
Indice des actions	152,9
Indice des obligations	152,9
Indice des valeurs étrangères	152,9
Indice des actions étrangères	152,9
Indice des obligations étrangères	152,9
Indice des valeurs étrangères	152,9
Indice des actions étrangères	152,9
Indice des obligations étrangères	152,9

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	
Effet 90 jours	9,1/8
Effet 180 jours	9,1/8
Effet 270 jours	9,1/8
Effet 360 jours	9,1/8
Effet 450 jours	9,1/8
Effet 540 jours	9,1/8
Effet 630 jours	9,1/8
Effet 720 jours	9,1/8
Effet 810 jours	9,1/8
Effet 900 jours	9,1/8
Effet 990 jours	9,1/8
Effet 1080 jours	9,1/8
Effet 1170 jours	9,1/8
Effet 1260 jours	9,1/8
Effet 1350 jours	9,1/8
Effet 1440 jours	9,1/8
Effet 1530 jours	9,1/8
Effet 1620 jours	9,1/8
Effet 1710 jours	9,1/8
Effet 1800 jours	9,1/8
Effet 1890 jours	9,1/8
Effet 1980 jours	9,1/8
Effet 2070 jours	9,1/8
Effet 2160 jours	9,1/8
Effet 2250 jours	9,1/8
Effet 2340 jours	9,1/8
Effet 2430 jours	9,1/8
Effet 2520 jours	9,1/8
Effet 2610 jours	9,1/8
Effet 2700 jours	9,1/8
Effet 2790 jours	9,1/8
Effet 2880 jours	9,1/8
Effet 2970 jours	9,1/8
Effet 3060 jours	9,1/8
Effet 3150 jours	9,1/8
Effet 3240 jours	9,1/8
Effet 3330 jours	9,1/8
Effet 3420 jours	9,1/8
Effet 3510 jours	9,1/8
Effet 3600 jours	9,1/8
Effet 3690 jours	9,1/8
Effet 3780 jours	9,1/8
Effet 3870 jours	9,1/8
Effet 3960 jours	9,1/8
Effet 4050 jours	9,1/8
Effet 4140 jours	9,1/8
Effet 4230 jours	9,1/8
Effet 4320 jours	9,1/8
Effet 4410 jours	9,1/8
Effet 4500 jours	9,1/8
Effet 4590 jours	9,1/8
Effet 4680 jours	9,1/8
Effet 4770 jours	9,1/8
Effet 4860 jours	9,1/8
Effet 4950 jours	9,1/8
Effet 5040 jours	9,1/8
Effet 5130 jours	9,1/8
Effet 5220 jours	9,1/8
Effet 5310 jours	9,1/8
Effet 5400 jours	9,1/8
Effet 5490 jours	9,1/8
Effet 5580 jours	9,1/8
Effet 5670 jours	9,1/8
Effet 5760 jours	9,1/8
Effet 5850 jours	9,1/8
Effet 5940 jours	9,1/8
Effet 6030 jours	9,1/8
Effet 6120 jours	9,1/8
Effet 6210 jours	9,1/8
Effet 6300 jours	9,1/8
Effet 6390 jours	9,1/8
Effet 6480 jours	9,1/8
Effet 6570 jours	9,1/8
Effet 6660 jours	9,1/8
Effet 6750 jours	9,1/8
Effet 6840 jours	9,1/8
Effet 6930 jours	9,1/8
Effet 7020 jours	9,1/8
Effet 7110 jours	9,1/8
Effet 7200 jours	9,1/8
Effet 7290 jours	9,1/8
Effet 7380 jours	9,1/8
Effet 7470 jours	9,1/8
Effet 7560 jours	9,1/8
Effet 7650 jours	9,1/8
Effet 7740 jours	9,1/8
Effet 7830 jours	9,1/8
Effet 7920 jours	9,1/8
Effet 8010 jours	9,1/8
Effet 8100 jours	9,1/8
Effet 8190 jours	9,1/8
Effet 8280 jours	9,1/8
Effet 8370 jours	9,1/8
Effet 8460 jours	9,1/8
Effet 8550 jours	9,1/8
Effet 8640 jours	9,1/8
Effet 8730 jours	9,1/8
Effet 8820 jours	9,1/8
Effet 8910 jours	9,1/8
Effet 9000 jours	9,1/8
Effet 9090 jours	9,1/8
Effet 9180 jours	9,1/8
Effet 9270 jours	9,1/8
Effet 9360 jours	9,1/8
Effet 9450 jours	9,1/8
Effet 9540 jours	9,1/8
Effet 9630 jours	9,1/8
Effet 9720 jours	9,1/8
Effet 9810 jours	9,1/8
Effet 9900 jours	9,1/8
Effet 9990 jours	9,1/8
Effet 10080 jours	9,1/8
Effet 10170 jours	9,1/8
Effet 10260 jours	9,1/8
Effet 10350 jours	9,1/8
Effet 10440 jours	9,1/8
Effet 10530 jours	9,1/8
Effet 10620 jours	9,1/8
Effet 10710 jours	9,1/8
Effet 10800 jours	9,1/8
Effet 10890 jours	9,1/8
Effet 10980 jours	9,1/8
Effet 11070 jours	9,1/8
Effet 11160 jours	9,1/8
Effet 11250 jours	9,1/8
Effet 11340 jours	9,1/8
Effet 11430 jours	9,1/8
Effet 11520 jours	9,1/8
Effet 11610 jours	9,1/8
Effet 11700 jours	9,1/8
Effet 11790 jours	9,1/8
Effet 11880 jours	9,1/8
Effet 11970 jours	9,1/8
Effet 12060 jours	9,1/8
Effet 12150 jours	9,1/8
Effet 12240 jours	9,1/8
Effet 12330 jours	9,1/8
Effet 12420 jours	9,1/8
Effet 12510 jours	9,1/8
Effet 12600 jours	9,1/8
Effet 12690 jours	9,1/8
Effet 12780 jours	9,1/8
Effet 12870 jours	9,1/8
Effet 12960 jours	9,1/8
Effet 13050 jours	9,1/8
Effet 13140 jours	9,1/8
Effet 13230 jours	9,1/8
Effet 13320 jours	9,1/8
Effet 13410 jours	9,1/8
Effet 13500 jours	9,1/8
Effet 13590 jours	9,1/8
Effet 13680 jours	9,1/8
Effet 13770 jours	9,1/8
Effet 13860 jours	9,1/8
Effet 13950 jours	9,1/8
Effet 14040 jours	9,1/8
Effet 14130 jours	9,1/8
Effet 14220 jours	9,1/8
Effet 14310 jours	9,1/8
Effet 14400 jours	9,1/8
Effet 14490 jours	9,1/8
Effet 14580 jours	9,1/8
Effet 14670 jours	9,1/8
Effet 14760 jours	9,1/8
Effet 14850 jours	9,1/8
Effet 14940 jours	9,1/8
Effet 15030 jours	9,1/8
Effet 15120 jours	9,1/8
Effet 15210 jours	9,1/8
Effet 15300 jours	9,1/8
Effet 15390 jours	9,1/8
Effet 15480 jours	9,1/8
Effet 15570 jours	9,1/8
Effet 15660 jours	9,1/8
Effet 15750 jours	9,1/8
Effet 15840 jours	9,1/8
Effet 15930 jours	9,1/8
Effet 16020 jours	9,1/8
Effet 16110 jours	9,1/8
Effet 16200 jours	9,1/8
Effet 16290 jours	9,1/8
Effet 16380 jours	9,1/8
Effet 16470 jours	9,1/8
Effet 16560 jours	9,1/8
Effet 16650 jours	9,1/8
Effet 16740 jours	9,1/8
Effet 16830 jours	9,1/8
Effet 16920 jours	9,1/8
Effet 17010 jours	9,1/8
Effet 17100 jours	9,1/8
Effet 17190 jours	9,1/8
Effet 17280 jours	9,1/8
Effet 17370 jours	9,1/8
Effet 17460 jours	9,1/8
Effet 17550 jours	9,1/8
Effet 17640 jours	9,1/8
Effet 17730 jours	9,1/8
Effet 17820 jours	9,1/8
Effet 17910 jours	9,1/8
Effet 18000 jours	9,1/8
Effet 18090 jours	9,1/8
Effet 18180 jours	9,1/8
Effet 18270 jours	9,1/8
Effet 18360 jours	9,1/8
Effet 18450 jours	9,1/8
Effet 18540 jours	9,1/8
Effet 18630 jours	9,1/8
Effet 18720 jours	9,1/8
Effet 18810 jours	9,1/8
Effet 18900 jours	9,1/8
Effet 18990 jours	9,1/8
Effet 19080 jours	9,1/8
Effet 19170 jours	9,1/8
Effet 19260 jours	9,1/8
Effet 19350 jours	9,1/8
Effet 19440 jours	9,1/8
Effet 19530 jours	9,1/8
Effet 19620 jours	9,1/8
Effet 19710 jours	9,1/8
Effet 19800 jours	9,1/8
Effet 19890 jours	9,1/8
Effet 19980 jours	9,1/8
Effet 20070 jours	9,1/8
Effet 20160 jours	9,1/8
Effet 20250 jours	9,1/8
Effet 20340 jours	9,1/8
Effet 20430 jours	9,1/8
Effet 20520 jours	9,1/8
Effet 20610 jours	9,1/8
Effet 20700 jours	9,1/8
Effet 20790 jours	9,1/8
Effet 20880 jours	9,1/8
Effet 20970 jours	9,1/8
Effet 21060 jours	9,1/8
Effet 21150 jours	9,1/8
Effet 21240 jours	9,1/8
Effet 21330 jours	9,1/8
Effet 21420 jours	9,1/8
Effet 21510 jours	9,1/8
Effet 21600 jours	9,1/8
Effet 21690 jours	9,1/8
Effet 21780 jours	9,1/8
Effet 21870 jours	9,1/8
Effet 21960 jours	9,1/8
Effet 22050 jours	9,1/8
Effet 22140 jours	9,1/8
Effet 22230 jours	9,1/8
Effet 22320 jours	9,1/8
Effet 22410 jours	9,1/8
Effet 22500 jours	9,1/8
Effet 22590 jours	9,1/8
Effet 22680 jours	9,1/8
Effet 22770 jours	9,1/8
Effet 22860 jours	9,1/8
Effet 22950 jours	9,1/8
Effet 23040 jours	9,1/8
Effet 23130 jours	9,1/8
Effet 23220 jours	9,1/8
Effet 23310 jours	9,1/8
Effet 23400 jours	9,1/8
Effet 23490 jours	9,1/8
Effet 23580 jours	9,1/8
Effet 23670 jours	9,1/8
Effet 23760 jours	9,1/8
Effet 23850 jours	9,1/8
Effet 23940 jours	9,1/8
Effet 24030 jours	9,1/8
Effet 24120 jours	9,1/8
Effet 24210 jours	9,1/8
Effet 24300 jours	9,1/8
Effet 24390 jours	9,1/8
Effet 24480 jours	9,1/8
Effet 24570 jours	9,1/8
Effet 24660 jours	9,1/8
Effet 24750 jours	9,1/8
Effet 24840 jours	9,1/8
Effet 24930 jours	9,1/8
Effet 25020 jours	9,1/8
Effet 25110 jours	9,1/8
Effet 25200 jours	9,1/8
Effet 25290 jours	9,1/8
Effet 25380 jours	9,1/8
Effet 25470 jours	9,1/8
Effet 25560 jours	9,1/8
Effet 25650 jours	9,1/8
Effet 25740 jours	9,1/8
Effet 25830 jours	9,1/8
Effet 25920 jours	9,1/8
Effet 26010 jours	9,1/8
Effet 26100 jours	9,1/8
Effet 26190 jours	9,1/8
Effet 26280 jours	9,1/8
Effet 26370 jours	9,1/8
Effet 26460 jours	9,1/8
Effet 26550 jours	9,1/8
Effet 26640 jours	9,1/8
Effet 26730 jours	9,1/8
Effet 26820 jours	9,1/8
Effet 26910 jours	9,1/8
Effet 27000 jours	9,1/8
Effet 27090 jours	9,1/8
Effet 27180 jours	9,1/8

La hausse du mark perturbe le Système monétaire européen

Le système monétaire européen (SME), qui avait subi une crise passagère en juillet dernier, débouchant sur une dévaluation de la lire, est soumis à de nouvelles tensions, provoquées par un accès de faiblesse du franc belge et, surtout, par une hausse générale du mark, de plus en plus recherchée sur les marchés des changes. A Paris, le jeudi 19 décembre, la devise allemande est passée au-dessus de son cours pivot de 3066 F (il lui est permis d'évoluer entre un cours plancher de 29985 F et un cours plafond de 31363 F, soit une variation maximum de 2,25 % de part et d'autre du cours pivot).

Très naturellement, les rumeurs de réajustement de parités au sein du SME se sont remises à courir, s'amplifiant à l'approche des week-ends et contraignant les gouvernements à multiplier les démentis. A Bruxelles, le ministre des finances, M. Mark Eyskens, a déclaré, jeudi, qu'il n'y avait aucune raison d'envisager une dévaluation du franc belge, et, à Francfort, le ministre de l'économie, M. Martin Bangemann, a exclu que se tiennent, dans les prochains jours, une réunion à l'échelle européenne, chargée de préparer un éventuel réajustement des parités au sein du SME. La semaine dernière, toujours à Francfort, le ministre français de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, avait affirmé qu'il n'y avait aucune raison de modifier la parité du franc, en raison de la compétitivité des coûts unitaires de production en France. Il y a quinze jours, enfin, le gouverneur de la Banque d'Italie écrivait le besoin d'assurer que la situation de la lire n'exigeait pas une nouvelle dévaluation.

Au-delà de ces propos bien officiels, volontairement et traditionnellement rassurants, mais qui, non

moins traditionnellement, mettent la puce à l'oreille des opérateurs sur les marchés des changes, un constat s'impose : le réajustement du SME, qu'on le veuille ou non, est désormais présent dans les esprits. Qu'on le veuille ou non, il reflète un phénomène majeur, à savoir la remontée en puissance de l'Allemagne et du signe de cette puissance, le mark.

Changement d'attitude des spécialistes

Longtemps masquée par la force du dollar et la faiblesse correspondante de la monnaie allemande, cette remontée après une lente incubation, se manifeste avec force depuis un mois. En 1985, comme en 1984, l'Allemagne est et sera la locomotive de l'Europe. En outre, l'excédent de la balance commerciale (200 milliards de francs) en 1985 et de la balance des paiements (plus de 100 milliards de francs), inflation très faible (moins de 2 %), progression plus rapide du PNP (3 %) : tout y est. En face, la conjoncture est plus « molle », aux Etats-Unis et en Europe, d'où une attraction irrésistible exercée sur les capitaux internationaux.

Ajoutons-y, depuis la fin du mois de novembre, un changement d'attitude des spéculateurs, qui, depuis le 22 septembre 1985 après l'accord des Champs-Élysées, ont baissé le dollar, jouant la remontée du yen. Celle-ci, ayant pris fin, ils ont changé de cheval pour enfourcher le mark, et ce dernier galope. Pour couronner le tout, le 1^{er} décembre 1985, M. Stoltenberg, ministre des finances de Bonn, a écopé le besoin, pas du tout innocent à la veille du sommet de Luxembourg, de déclarer « qu'il avait de bonnes raisons de penser qu'un réajustement se produirait, à un moment indéterminé ». Une telle déclaration, jugée « opportuniste et incertaine » par M. Bérégovoy, a fait l'effet d'un pavé dans la mare, d'autant qu'en Allemagne, tout le monde est résigné à voir le mark réévalué en 1986, à commencer par les grands instituts de conjoncture (le Monde du 29 octobre 1985).

Ce sera le prix à payer pour les énormes excédents et le moyen de se faire pardonner, un peu, d'être redevenus les « Japonais » de l'Europe. De toute façon, une réévaluation, qui fait baisser le coût des exportations, est toujours de nature à réduire l'inflation, la grande satisfaction du président de la Bundesbank.

Sur CFM
de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100.3 MHz)
à Bordeaux (101.2 MHz)
à Saint-Nazaire-La Baule (94.8)
à Limoges (102.1 MHz)
à Toulouse (88.6 MHz)

VENDREDI 20 DÉCEMBRE
ALAIN SENDERENS
Promoteur de la nouvelle cuisine sera
face au « Monde »
avec JEAN-YVES NAU
et CHRISTIAN VILLAIN

Le numéro de « Monde »
daté 20 décembre 1985
a été tiré à 458 488 exemplaires

A B C D E F G

pour les Fêtes
un
POUILLY FUISSÉ

Pantalon
DOUBLÉS, POUR HOMME,
en flanelle :
189 francs !

Une très belle veste en Harris Tweed, 790 F, un costume en tissu Depuy à partir de 980 F, etc. Pourquoi pas ces prix incroyables ? Parce que les créations masculines Guy d'Aurebert sont désormais vendues, même les grandes tailles jusqu'au 52, en direct, par les Entreprises du Nord, 100 St-Sébastien, 59000 Lille, 3, rue du Pont-aux-Choux-3, du mardi au samedi de 10 h à 19 h.

UN ORGUE À PARTIR DE 520 F.
Démonstrations permanentes :
CASIO - YAMAHA - J.V.C. -
BONTEMPI - TECHNICS - ELKA -
VISCONTI - HOHNER - CANTOR -
JOHANNUS - CONTENT.
Ecole d'orgue.

hamm
La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 45.44.38.66. Parking à proximité

CESSATION ACTIVITÉ
Dans l'impossibilité d'approvisionner ses stocks dans l'art et la tradition du vrai tapis d'Orient, Atighetchi vend en totalité sa merveilleuse collection rassemblée depuis plus de 40 ans. Sur tous ses tapis, en majorité de Perse et du Caucase, exposés sur 700 m² dans sa galerie, une remise de caisse de 50 % vous sera consentie cette semaine.

50 %
SUR TAPIS D'ORIENT

Atighetchi
4, rue de Penthièvre
8^e M^o Miramont
10 h à 19 h, même le samedi. 42.65.90.43

Grève sur le RER et le métro parisien

Pour protester contre la condamnation d'un conducteur de train du RER, le jeudi 19 décembre, par le tribunal d'instance de Meaux à six mois de prison avec sursis et 3 000 francs d'amende, à la suite d'un accident ayant entraîné la mort d'un voyageur le 27 novembre 1984, les conducteurs de trains se sont mis en grève le vendredi matin à l'appel de tous les syndicats sur plusieurs lignes du RER et du métropolitain. Aucun train ne circule sur la ligne A du RER (est-ouest) ni sur la portion de la ligne B exploitée par la RATP (Gare du Nord-Saint-Rémy-lès-Chevreuse), ainsi que sur les lignes de métro 1 et 6. D'autre part les rames circulent à 23 %, sur la ligne 2 ; 40 %, sur la ligne 7 ; 55 %, sur la ligne 3 ; 70 %, sur la ligne 12 ; 76 %, sur la 4.

FRANÇOIS RENARD.

En Algérie

La Cour de sûreté de l'Etat a condamné à la prison ferme des membres de la Ligue des droits de l'homme

De notre correspondant

Alger. — La Cour de sûreté de l'Etat a rendu son verdict jeudi soir 19 décembre au terme d'un procès de cinq jours. Les membres de la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH) et des comités de fils de chouchaba (martyrs de la guerre d'indépendance) qui comparaissent ont été condamnés à des peines allant de six mois à trois ans de prison ferme et à des amendes de 2 000 à 5 000 dinars. M. Mokrane Chemini est le seul acquitté des vingt-trois inculpés.

Parmi les six personnes condamnées à trois ans ferme figurent MM. Ali Sawzi Rebbane, coordinateur des comités de fils de chouchaba, le chanteur Ferhat Mehenni, membre de la LADH, et le docteur Saïd Seadi, militant de la cause berbère. Le président et le vice-président de la LADH, MM. Abdennour Ali Yahia et Mohammed Ali Larbi, tous deux avocats, ont été condamnés à deux mois ferme, ainsi que M. Ali Hamouda, fils du colonel Amirouche, héros de la révolution algérienne, mort au combat.

Un avocat venu en observateur nous disait à l'ouverture du procès : « Les dossiers sont vides ; on ne sait pas la Cour de sûreté de l'Etat pour une contravention supposée à l'ordonnance de 1971 sur les associations. »

Aucune preuve matérielle

Le procureur général a confirmé, dans une certaine mesure, ces propos lors de son réquisitoire. Des quatre chefs d'accusation : atteinte à l'autorité de l'Etat, attroupements non autorisés, création d'associations illégales, élaboration et diffusion de tracts, il n'a retenu que les deux derniers, conduisant la Cour de sûreté de l'Etat à se prononcer sur des inculpations relevant d'ordinaire de simples tribunaux correctionnels. Aucune preuve matérielle, aucun témoignage n'était venu au cours des débats étayer l'accusation d'atteinte à l'autorité de l'Etat.

Les avocats de la défense ont du reste longuement insisté sur le fait que les inculpations ont été prononcées sur la base de dossiers irrégulièrement constitués et « remplis de contre-vérités ». Ils ont axé leurs plaidoiries sur les contradictions de la législation algérienne en matière d'association. Ils considéraient que les statuts des deux associations sont

conformes à la loi et à la Constitution algériennes, qu'ils ont été déposés afin d'obtenir l'agrément des autorités tout à fait légalement et qu'une association à laquelle ces agréments n'ont été ni accordés ni refusés ne peut être illégale. Les défenseurs, comme M. Ali Yahia lors de son audition, ont assuré que l'ordonnance de 1971 contait certaines dispositions en contradiction avec la Constitution adoptée, elle, en 1976.

La défense avait cité une trentaine de témoins, dont le ministre de la justice, M. Boualem Beki, des directeurs de journaux, M. Tahar Zibri, ancien chef d'état-major de l'armée, instigateur d'une rébellion armée contre le régime de Boumedienne en décembre 1967, l'écrivain Kateb Yacine et l'une des héroïnes de la bataille d'Alger, M^{lle} Djamilia Bouhired. Seuls deux d'entre eux se sont présentés à la barre : MM. Mahmoud Bouleba, psychologue, et Mahmoud Kadache, historien. Apparaissant les inculpés s'étaient exprimés tout à fait librement devant la cour, remontrant jusqu'à la guerre d'indépendance, pour se placer sur le même plan de la légitimité que leurs accusateurs, ce qui fera dire au procureur général qu'ils ont axé leurs propos sur des professions de foi politiques plutôt que de répondre aux questions précises liées aux chefs d'accusation.

En tout cas, dans une atmosphère bon enfant, les observateurs étrangers de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), d'Amnesty International, ainsi que la presse nationale et internationale, ont suivi des débats souvent échauffés et qui, parfois, prenaient des allures de débâcle de linge sale. Particulièrement lorsque la question de la torture a été abordée, comme l'a fait Ali Fawzi Rebbane, racontant comment il avait été conduit dans les locaux de la sûreté à la Bouzarrah, une cage sur le toit et roué de coups. Ou encore quand le fils du colonel Amirouche disait avoir été gardé à vue et interrogé au commissariat central d'Alger, boulevard du... Colonel Amirouche, le 5 juillet, jour de la fête nationale pour avoir voulu avec d'autres fils de martyrs fleurir les monuments aux morts en marge des cérémonies officielles. Les deux inculpés condamnés à six mois de prison, MM. Annor Mokrane et Mokhammad Fachi, ne devraient pas tarder à recouvrer leur liberté, leur peine étant presque couverte par la détention préventive.

FREDERIC FRITSCHER.

Sur le vif

Toujours prête

Qu'est-ce qui se passe, dites donc, à Canal 5 ? Je ne comprends pas. C'est la débâcle. Plus personne ne veut y aller. A commencer par le futur patron, Bernard Miyet. Voilà des mois qu'il est sur le coup. Il a tiré comme un fou. Il a tout monté, tout préparé. Et voilà, brusquement, merci bien, mais non merci.

Il vient de se réveiller — ou s'éveille-t-il ? — que le Quai d'Orsay lui a proposé un poste de conseil à L'Espresso. Il avait fait un noug^o à son mouchoir. Et alors, comme il est enrhumé, ça lui est revenu. Une chance ! Pas question de renoncer au chaud soleil de la Californie pour faire le pied de grue dans les bureaux poussiéreux en bas de la tour Eiffel. Il boucle ses valises et s'en va.

C'est comme pour Patrick Sabatier. Vous savez combien il lui a offert, Berlusconi ? 700 millions de centimes par an, plus une splendide villa avec piscine à Milan. Dorée, la maison ! Passez pour se l'attribuer, apparemment. L'autre l'a snobé. Drucker aussi. Pivot ident. Ils ont dit non. On ne mange pas de ce pain-là.

C'est nouveau, ça. Parce que, enfin, rappelez-vous, il y a trois semaines un mois, les fameux forces et attraits concourent par l'équipe de Bouvard à France-

Sol. Mais si, c'est ce journaliste qui a pris le téléphone et l'accent italien pour appeler nos stars sées : le boss est de passage à Paris. Il veut absolument vous rencontrer. Est-ce que vous sentez libre à déjeuner tel jour, telle heure ? Dans un salon particulier à l'hôtel des orléans indiennes, bien entendu. Ça a été la ruse. A deux ou trois exceptions, ils ont tous donné dans le panneau. Zéro en fait même prêt à s'évader ses vacances.

Et là, soudain, il n'intéresse plus personne Berlusconi.

Vous me direz : normal, le projet a pris un drôle de retard. Dans le meilleur des cas, si vraiment elle démarre fin février, la « 5 » n'atteindra que la fin millénaire de télé-spectateurs. Ça n'en fera jamais que vingt de plus début 1987. Et il y a la droite. Elle montre les crocs, elle durcit le ton, elle menace. Faites gaffe, dès le 17 mars, on fiche tout en l'air. Ils seraient bons mine mine amuseurs s'ils s'étaient amusés à lâcher la proie pour l'ombre.

Moi c'est pas pareil. La proie, ici, vous savez... L'ombre, je crache pas dessus. Et les salons particuliers, s'adore. Alors m'sieur Berlusconi, si vous m'appellez, je vous racrocherais pas sa queue.

CLAUDE SARRAUTE.

M. FRANÇOIS DOUBIN invité du « Grand Jury RTL - le Monde »

M. François Doubin, président du Mouvement des intellectuels de gauche, sera l'invité du « Grand Jury RTL - le Monde », dimanche 22 décembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Doubin, qui a été élu député pour conduire une liste communiste PS-MRC dans l'ouest aux élections législatives, et qui avait précédemment été élu député européen en 1984, abordera des questions d'actualité : l'Europe, le chômage, la dévaluation, la situation de la France, etc.

Inténué à Paris : trois morts et dix-sept blessés. — Dans la nuit du 19 au 20 décembre, vers 1 h 30, un incendie a ravagé un immeuble situé 133, rue Duguesclin à Paris dans le 14^e arrondissement. Un couple et leur enfant en bas âge sont morts. Dix-sept personnes ont été blessées, la plupart étant intoxiquées par les émanations de fumée. Les causes de ce sinistre n'étaient pas encore connues au fin de matinée.

JOURNAL HISTORIQUE DE LA FRANCE
Combien de soldats ont été transportés par les taxis de la Marine ? Réponse dans « LE JOURNAL HISTORIQUE DE LA FRANCE »
HATIER

5000 boîtes aux lettres alimentées par micro-ordinateur*... pourquoi pas la vôtre

En quelques secondes, en France comme dans le monde entier, explorer, recevoir des messages, d'envoyer, faire passer des informations d'aujourd'hui grâce à MISSIVE, le message électronique.

*OU MINTEL

Renseignements et démonstrations :
F.E.E. - 124, rue de Valenciennes
75002 PARIS - Tél. : 42 96 14 71

MISSIVE
MESSAGE ELECTRONIQUE

Le Monde
SUR MICROFILMS

Le Monde est un journal de référence, et vous le conservez peut-être depuis des années. Mais savez-vous que non seulement tous les exemplaires du Monde depuis 1944 sont à présent disponibles sur microfilms, mais aussi Le Monde Diplomatique et Le Monde de l'Education ?

Le microfilm possède de réels avantages que les archives classiques n'ont pas : encombrement réduit, manipulation aisée, produit propre et peu fragile.

En cas de perte ou de dommage, il peut être facilement remplacé.

Pour tous renseignements complémentaires, contactez :

IP Directeur Commercial
RESEARCH PUBLICATIONS
P.O. Box 45, Reading RG1 8HF Angleterre
Tél. 0734-583247 Telex 8488336 NADL-G

LOUP DE RINGUES SUR LES SOLDES JIGGER

15 Bd St MICHEL PARIS 30 rue de RIVOLI PARIS

Le con anti-e

Bori